

L'ANACR ET LE JOURNAL
DE LA RESISTANCE
VOUS PRESENTENT
LEURS MEILLEURS VŒUX
POUR 2013

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1258 à 1263 - 3^e et 4^e trimestre 2012



CONGRES NATIONAL DE L'ANACR LONS-LE-SAUNIER, 5-6-7 OCTOBRE 2012

Venu(e)s de toutes les régions de France, plusieurs centaines de délégué(e)s, Résistant(e)s et Résistant(s), désigné(e)s par les Comités départementaux de l'ANACR, accompagnés de participant(e)s et d'invité(e)s, ont pendant trois jours fait du congrès national de l'ANACR un grand moment de mémoire des luttes de la Résistance, de transmission de ses valeurs humanistes, démocratiques et patriotiques, d'affirmation de la volonté de poursuivre son combat contre le fascisme. (Voir le dossier central consacré au Congrès, pages 11 à 30).



FIN 1942, DU NORD DE L'AFRIQUE AUX STEPPES RUSSES DE LA VOLGA, JUSQU'AUX ILES DU PACIFIQUE : LE TOURNANT...



8 novembre 1942, débarquement anglo-américain au Maroc et en Algérie.

Octobre 1942, début de la seconde bataille d'El Alamein en Libye.

Début septembre 1942, début de la Bataille de Stalingrad.

7 août 1942, débarquement US à Guadalcanal.

Les premiers mois de l'année 1942 furent ceux de l'apogée de l'expansionnisme nazi et militaro-fasciste japonais.

En janvier, après l'attaque de la base navale de Pearl Harbor en décembre précédent, les Japonais ont entamé la conquête du protectorat américain des Philippines, du Bornéo britannique et des Indes orientales néerlandaises (actuelle Indonésie). Les troupes nipponnes débarqueront ensuite à Singapour – dont la garnison britannique capitulera le 15 février – ainsi qu'en Nouvelle-Guinée, aux portes de l'Australie, ils conquerront la Malaisie, envahiront la Birmanie...

Sur le Front est-européen, la Wehrmacht nazie est arrivée aux portes de Moscou, de Leningrad. En août 1942, la 6^e Armée allemande entame une offensive en direction de Stalingrad, sur la boucle de la Volga.

Au nord de l'Afrique, les forces commandées par Rommel, venu avec son Afrika Korps appuyer les Italiens, après avoir brisé la résistance des Français libres à Bir Hakeim (26 mai-11 juin), ont pris Tobrouk (21 juin), et franchi la frontière égyptienne en direction du canal de Suez.

Pourtant, le rapport de forces va s'inverser : ainsi, arrivés dans les faubourgs de Stalingrad début septembre, les Allemands ne vont pas réussir à conquérir totalement la ville et, commencée le 19 novembre, la contre-offensive soviétique va déboucher le 23 novembre sur l'encerclement total de la 6^e Armée allemande.

Dans le Pacifique, après la bataille de Midway (5 au 7 juin) perdue par la flotte nipponne, l'avancée japonaise vers le sud-est est, à partir du 7 août, arrêtée dans les Iles Salomon par une contre-offensive américaine à Guadalcanal.

En Egypte, les germano-italiens sont stoppés à 100 km du canal, à El Alamein, où à partir du 23 octobre 1942, les forces britanniques, au sein desquelles combattent les Français libres de la 1^{re} B.F.L., commencent à les repousser.

Mais, le débarquement anglo-américain le 8 novembre 1942 au Maroc et en Algérie (opération «Torch») va, en sortant ces deux territoires de l'orbite pétainiste, être lourd de conséquences : les colonies d'A.O.F. se rallient et les Alliés vont disposer désormais de bases menaçant l'Italie fasciste, tremplins vers la Sicile, la Sardaigne et à terme... la Corse et la Provence.

Ayant conduit par contrecoup à l'invasion de la Zone sud de la France par la Wehrmacht, l'opération «Torch» a aussi mis fin au mythe de «l'indépendance» de l'Etat Français pétainiste.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Actuelles : le CNRD
- P. 3 : Editorial
- P. 4-5 : La Meuse sous le joug
- P. 6-7 : Résistants d'Algérie
- P. 8-9 : Résistance slovaque
- P. 10 : Héros de la Résistance
- P. 11 à 30 : Le Dossier du Congrès
- P. 31-32 : La bête immonde
- P. 33-34 : La vie de l'Association
- P. 35 à 37 : Nos deuils
- P. 38-39 : Avis de recherche
- P. 40 : Livres

CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION 2012-2013 : «COMMUNIQUER POUR RÉSISTER»

Depuis 1961, le **Concours National de la Résistance et de la Déportation (CNRD)**, officialisant une initiative datant de 1955 de la Confédération Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance (CNCVR), est organisé chaque année par le ministère de l'Éducation Nationale.

Le concours est ouvert aux élèves des classes de lycée et de 3^e des collèges des établissements publics ou privés. 40 553 d'entre eux, issus de 1 936 établissements répartis sur l'ensemble du territoire national ainsi que d'établissements français à l'étranger, ont participé au concours pendant l'année scolaire 2011-2012 sur le thème "Résister dans les camps nazis".

Plusieurs centaines ont reçu en mai 2012 des prix attribués par les jurys départementaux.

Quant aux meilleurs travaux, individuels ou collectifs, transmis au jury national par les directions des services départementaux de l'éducation nationale, ils ont reçu le leur le 21 décembre 2012 à Paris, à l'Hôtel National des Invalides.

Le thème du Concours pour l'année scolaire 2012-2013 «**Communiquer pour Résister (1940-1945)**» offre un vaste champ de réflexion et d'investigations aux candidats. Dès lors que l'occupant nazi et le régime pétainiste ont instauré un contrôle étroit sur l'information, en interdisant toute presse écrite ou radio libres, les réduisant ainsi à la parution clandestine ou à l'exil (Radio-Londres), leur lecture ou leur écoute étant punie par l'amende, l'emprisonnement et même la déportation, et en faisant des médias sous leur contrôle des instruments de propagande au service des idéologies nazies et pétainiste, et la poli-

tique de collaboration, l'information et la communication échappant à leur contrôle vont être des actes de Résistance essentiels. Nombre de mouvements de Résistance se sont créés et organisés autour d'un journal clandestin.

Si la libre circulation des idées était interdite, celle physique des personnes était entravée par les contrôles policiers, le courrier et le téléphone étant étroitement surveillés.

Les Résistants pour communiquer entre eux vont développer un système d'agent(e)s de liaison, pour communiquer avec Londres, ils formeront des «radios»...

Pour les aider dans leur travaux, les candidats une brochure pédagogique réalisée avec le concours du Musée de la Résistance Nationale et disponible sur le site de l'académie de Créteil : www.cndp.fr/crdp-creteil/resistance.

VOYAGE DE LAURÉATS AU CAMP DE BUCHENWALD



Le groupe de lauréats devant la souche de l'arbre de Goethe. D'après la légende, la mort du chêne signifierait la fin du Reich allemand : il fut incendié par un bombardement allié le 24 août 1944...

Le voyage annuel de l'ANACR de Haute-Saône qui récompense des lauréats au concours de la Résistance et de la Déportation a conduit, du 23 au 26 mai, 25 collégiens et lycéens en pèlerinage au camp de Buchenwald, où 25 000 Français furent détenus, dont la plupart, pour faits de résistance.

Pour les élèves «*Voyage intéressant et enrichissant qui a été émouvant car la confrontation avec la déportation est plus significative dans les lieux où ont été commis ces crimes atroces*» (Clémence, Elsa, Florette et Nicolas).

C'était la première fois qu'ils visitaient un camp et ils ont été très marqués par ce qu'ils ont découvert. Dans le musée, Clémence a été «*extrêmement touchée*» par les dessins : «*Ils sont à la fois un témoignage des horreurs vécues dans les camps et un acte de résistance*».

Pour Richard, ce fut un «*voyage au musée des horreurs. Camp de souffrance et de désolation où la mort était omniprésente... Le nazisme repousse les limites de l'inhumanité*». «*Les fours crématoires, domaine de mort, furent le fruit d'esprits scientifiques et ingénieurs participant ainsi à l'industrialisation de la mort*» «*Comment des hommes ont-ils pu commettre de tels crimes envers d'autres hommes ?*» (Adrien, Quentin et Yasmina).

«*Les camps sont le témoignage matériel... d'un univers que l'on ne peut pas imaginer. C'est un devoir que de les préserver, pour ne pas oublier et ne pas à nouveau réitérer d'autres massacres semblables. A nous de nous protéger contre cela par nos choix*» (Richard). «*En tant*

que futurs citoyens, nous devons lutter pour éviter que de telles atrocités ne se reproduisent dans le futur» (Adrien, Lydie et Yasmina).

En visitant le musée Topf und Söhne à Erfurt (ancienne usine fabriquant les fours crématoires), Nicolas a «*eu du mal à accepter qu'une telle collaboration ait pu avoir lieu entre les entreprises industrielles allemandes et l'Etat nazi*».

Ce voyage, effectué peu après les élections présidentielles, a suscité chez les jeunes des réflexions pertinentes : «*La montée en puissance actuelle des extrémismes de droite est inquiétante*» (Richard et Louise Guyo). «*Faire ce voyage permet de prendre conscience que nous sommes ceux qui décideront en quelque sorte de l'avenir, que nous pouvons permettre ou non à l'inhumanité de ressurgir de par nos décisions car nous ne sommes pas à l'abri de barbarie nazie*». Elsa et Florette).

Pour Quentin, la visite de Buchenwald fut non seulement la découverte de «*l'horreur des camps*» mais aussi celle d'un nouvel aspect de sa personnalité : «*Dans la salle de pathologie et dans le crématorium, j'ai été attaqué par un sentiment d'effroi et de culpabilité. Une telle accumulation de chocs m'a fait réfléchir... Je pense que je vais continuer ma vie en faisant connaître et vivre l'histoire de ces hommes, de ces femmes, morts ou vivants, s'étant insurgés et dressés devant la tyrannie de l'homme*».

Laissons conclure Richard : «*Dans l'égoïsme et le matérialisme d'aujourd'hui, sachons garder à l'esprit les leçons de solidarité, de liberté et de vie que nous enseignés les détenus des camps, et plus particulièrement les résistants de Buchenwald*».

Réflexions d'une accompagnatrice, Sylvie Scalvinoni, professeur de collège :

«*Convaincue de l'importance de ma mission d'enseignante, d'éducatrice, je suis consciente que le devoir de mémoire est un engagement important, qu'il est de notre responsabilité à tous. De nombreux films montrent l'horreur du nazisme mais sa genèse n'est pas toujours évoquée et ne doit pas être oubliée. Par l'enseignement de l'histoire et par la visite des lieux de mémoire que nous devons poursuivre inlassablement, nous pouvons continuer d'éduquer nos jeunes générations à la citoyenneté*».

Ce devoir de mémoire se doit d'être aussi un éclairage sur la situation présente de nos pays ainsi qu'une aide pour la construction de l'avenir de ceux-ci. Expliquer aux jeunes le passé est important mais il faut aussi leur montrer que l'Allemagne a participé aux côtés de la France à la construction de l'Union Européenne.

Ne pas laisser s'installer une amnésie du passé, entretenir la mémoire vivante, entretenir les lieux de mémoire pour qu'ils ne disparaissent pas et assurer l'enseignement du passé pour que le présent nous aide à construire le futur en préservant les valeurs qui sont le fondement de nos démocraties. Telle est la tâche que je compte poursuivre en tant que citoyenne et enseignante d'histoire».

2013 : 70^e ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DU CNR

DANS NOTRE AGENDA

LE 24 FÉVRIER, HOMMAGE AUX HÉROS DE L’AFFICHE ROUGE

La cérémonie dédiée à la mémoire des 23 Résistants connus sous le nom de «**Groupe Manouchian-Boc-zov**» et fusillés au Mont-Valérien le 21 février 1944 se déroulera cette année le **dimanche 24 février 2013, à partir de 11h au Carré des Fusillés du cimetière parisien d’Ivry**, sur les lieux mêmes où sont inhumés ces héros.

(On se réunira à partir de 10 h 30)

La cérémonie sera placée sous la présidence de **Louis CORTOT**, Compagnon de la Libération.

Des allocutions seront prononcées par **Charles SANCET**, membre du Bureau National de l’Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance (ANACR), et par **Arsène TCHAKARIAN**, Président d’honneur de l’Association des Anciens Combattants et Résistants Arméniens en France.

Le précédent n° – «spécial congrès» - du *Journal de la Résistance*, qui a publié le Rapport présenté au congrès d’Agen, a répété par erreur la numérotation de celui du 1^{er} trimestre 2012, alors qu’il aurait dû être numéroté 1255-1256-1257 (2^e trimestre).

Le présent n° – double – des 3^e et 4^e trimestre 2012, tient compte de cette erreur et la rectifie : il est numéroté de 1258 à 1263.

Les grands anniversaires structurent dans notre pays la mémoire collective : anniversaires décennaux, cinquantenaires et centenaires. L’année 2013 est la première d’un cycle de trois ans, celui des 70^e anniversaires d’événements majeurs de notre histoire nationale contemporaine mais aussi de l’histoire de l’Europe et du monde. De l’histoire de l’humanité même, car en 2015 sera célébré, le 8 mai, le 70^e anniversaire de l’écrasement final du nazisme, dont la barbarie avait représenté un danger mortel pour tous les peuples.

Cette victoire sur le fascisme avait été acquise après plusieurs années de souffrances indicibles infligées par un ennemi implacable et inhumain, et au prix de lourds sacrifices consentis par les peuples qui en avaient été les victimes ou qui refusaient de le devenir. Ainsi, dans les pays ayant été agressés – pour nombre d’entre eux vaincus et occupés – par l’Allemagne hitlérienne, l’Italie mussolinienne et le Japon impérial mais aussi même dans ces pays où était né et s’était développé le fascisme, des femmes et des hommes s’étaient dressés contre la tyrannie, et avaient entamé la lutte contre l’opresseur. En même temps que se constituait une puissante coalition militaire contre les puissances de l’Axe autour des Etats-Unis, de l’Union Soviétique et de la Grande-Bretagne, rejoints par d’autres pays et les forces des pays occupés qui avaient pu échapper à la capture et rejoindre la Grande-Bretagne, qui pour certaines étaient présentes dans les colonies ; ou qui avaient été formées par des hommes qui, comme ces Français ayant répondu à l’appel lancé le 18 juin 1940 depuis Londres par le général de Gaulle, avaient refusé la défaite et décidé de poursuivre le combat.

Sur le sol national, dès le lendemain de la signature de l’armistice de juin 1940, dès les premiers jours de l’occupation militaire nazie de la plus grande partie de son territoire et de l’installation dans la partie restante d’un régime vassal du vainqueur, des femmes et des hommes refusant l’aviilissement national, la dictature, l’exclusion raciste de communautés entières, juive en premier lieu, s’étaient cherchés, regroupés, pour maintenir l’espérance et entamer la lutte. Ainsi étaient nés dans la clandestinité et la diversité des conditions régionales, des affinités d’idées et des spécificités professionnelles, de nombreux réseaux, mouvements et filières, publiant des journaux, recueillant des renseignements sur l’ennemi, l’attaquant même ; plusieurs se réclamaient de la France libre et de de Gaulle.

Une diversité qui fut une force, mais qui pouvait se révéler une faiblesse, un handicap dès lors que d’une part s’accroissait la répression menée par l’occupant secondée par celle du régime pétainiste, et que d’autre part pouvait aussi – suite à ses revers militaires en Afrique du Nord, sur le Front russe ou dans le Pacifique – s’envisager la défaite des agresseurs et conséquemment l’avenir et les contours de la France libérée, sa place future dans le Monde ; une place que même ses alliés pouvaient lui accorder chichement. Il importait donc de rassembler toutes les forces de la France combattante, celles de la France Libre avec celles qui, sur le sol occupé, menaient la lutte contre l’occupant et ses complices, celles de la Résistance, de les rassembler toutes autour du Chef de la France Libre afin de lui donner l’autorité nécessaire pour parler au nom de la France.

Ce rassemblement fut l’œuvre d’un homme, **Jean Moulin**, qui, dès l’automne 1940, avait eu conscience de sa nécessité et qui, s’étant rendu à Londres auprès du général de Gaulle, en avait reçu la mission explicite de s’y consacrer. Une mission qui nécessita que soient surmontés de nombreux obstacles (méfiance de «l’Intérieur» à l’égard de «Londres», rivalités de mouvements, ambitions personnelles, différences de conception, difficultés objectives de liaison...), ce que la volonté, l’obstination et la force de conviction de «Max» permit de mener à bien : le **27 mai 1943 à Paris, 48 rue du Four**, huit principaux mouvements de Résistance, six partis politiques résistants et deux syndicats clandestins se réunissaient sous sa présidence en réunion constitutive du **Conseil National de la Résistance (CNR)**, qui se plaça sous l’autorité du Général de Gaulle.

J’en fus à l’instant plus fort» écrira plus tard le général de Gaulle. Car l’appui de la Résistance intérieure fut déterminant pour lui permettre de s’imposer auprès des Alliés face au néo-pétainisme de Giraud. Et la constitution du CNR permit l’unification des diverses structures militaires de la Résistance au sein des Forces Françaises de l’Intérieur (F.F.I.) qui, le moment venu, contribuèrent puissamment à la libération de la France, elle permit aussi la mise en place de Comités Locaux et Départementaux de Libération qui évitèrent à la France une administration militaire alliée (AMGOT), elle permit enfin l’élaboration du Programme du CNR qui dessina les contours d’une France régénérée et dont les mesures inspirent encore notre pacte social.

Le **27 mai 1943**, qui vit la constitution du CNR, événement majeur de notre histoire nationale contemporaine, symbole de la Résistance, mérite ainsi plus que toute autre date de prendre officiellement sa place dans le calendrier mémoriel national, en devenant la **JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE**. A cet égard, le 27 mai 2013, 70^e anniversaire de la création du CNR offre l’opportunité de l’instituer.

Le Journal de la Résistance

LA MEUSE QUATRE ANS SOUS LE JOUG NAZI

Habitant ce département lorrain, les Meusiens savent que leur département n'a qu'une courte frontière, au nord, avec un pays étranger, en l'occurrence la Belgique. Mais, ils savent aussi par expérience en ce printemps 1940... que, depuis près d'un siècle et demi, l'envahisseur potentiel peut venir de plus loin.

Près d'un quart de siècle plus tôt, du 21 février au 19 décembre 1916, s'est déroulée autour Verdun, et des forts en faisant une forteresse, une des plus sanglantes batailles de la Première Guerre mondiale, faisant plus de 300 000 morts (163 000 soldats français et 143 000 allemands).

Le nord du département a été inclus dans le périmètre défensif de la «ligne Maginot» construite à partir de 1928 à l'instigation d'André Maginot, conseiller général de Revigny-sur-Ornain et député de Bar-le-Duc de 1910 jusqu'à sa mort en 1932, qui aura été ministre de la Guerre en 1922 et de 1929 à 1932.

Le sous-secteur fortifié meusien de la Ligne Maginot, celui de Montmédy, situé entre le secteur défensif des Ardennes à l'ouest et le secteur fortifié de la Crusnes à l'est, forme une ligne le long de la frontière franco-belge à l'ouest de Montmédy, de Pont-à-Bar (sur la commune de Domle-Mesnil, dans les Ardennes) à Vélosnes (dans la Meuse), et est majoritairement constitué de fortifications légères.

Alors que depuis l'entrée en guerre avec l'Allemagne en septembre 1939, les opérations en Meuse ont consisté à abattre quelques avions, le 10 mai 1940 la guerre cesse d'être «drôle» : les troupes allemandes attaquent à l'Ouest et entrent en Belgique, aux Pays-bas et au Luxembourg. Les communes des cantons de Stenay et Montmédy, au contact de la ligne Maginot sont évacuées, des réfugiés belges et luxembourgeois arrivent en Meuse.

Le 13 mai, la Wehrmacht, ayant franchi la Meuse à Sedan, se rapproche très vite de l'ouvrage de la Ferté, occupé par 104 hommes du 155^e régiment d'infanterie de forteresse (RIF) ; 39 autres renforçant la défense du village fortifié de Villy proche, défendu par le 23^e Régiment d'Infanterie coloniale.

Attaqués dans la nuit du 14 au 15 mai, les défenseurs de Villy se rendront le 18 mai, l'ouvrage de la Ferté sera détruit le 19 mai, tous ses défenseurs étant morts par asphyxie. Le 11 juin, plusieurs communes (Clermont-en-Argonne, Verdun, etc.), menacées par l'offensive allemande qui effectue un mouvement tournant vers les Vosges, sont évacuées. De nombreux civils prennent la route de l'exode, compliquant les mouvements de repli des troupes françaises. Le 15 juin, les Allemands entrent dans Verdun.

Le 19 juin, au terme de combats qui ont fait près de 3500 morts dans le camp français et 1 000 du côté ennemi, les Allemands contrôlent tout le département. Une Feldkommandantur s'installe à Bar-le-Duc, avec deux antennes à Commercy et Verdun, un bataillon de troupes de sécurité subordonné à l'état-major des troupes de l'Ouest va s'installer à Verdun, un bataillon de D.c.a. motorisée étant positionné à Bar-le-Duc.

Aux termes de l'armistice signé par la France le 22 juin 1940 en Forêt de Rethondes, le département de la Meuse est situé dans la zone Nord, occupée militairement.

Bien que gardant un Préfet français dépendant du Gouvernement pétainiste installé à Vichy, la Meuse est isolée de la zone sud par la ligne de démarcation mais aussi de l'essentiel de la zone nord par une autre «frontière» intérieure qui court de l'embouchure de la Somme jusqu'à la frontière suisse et qui isole à son nord une Zone interdite et une Zone réservée où les déplacements sont limités, étroitement surveillés et où un processus de colonisation est entamé.

A L'HEURE ALLEMANDE...

Située en zone interdite, la ligne de démarcation suivant la ligne de chemin de fer Vouzier-Revigny-Saint-Dizier, la Meuse, où les retours sont entravés pour de nombreux Meusiens ayant choisi l'exode, doit vivre à l'heure allemande. Parmi les premières mesures prises par l'occupant, un couvre-feu est mis place de 22h00 à 6h00.

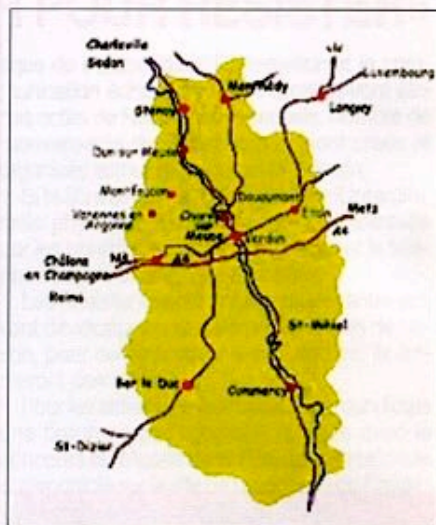
Trois troupes de Feldgendarmérie de 27 hommes chacune vont s'installer à Bar-le-Duc, Verdun et Commercy. Le chef-lieu du département. Bar-le-Duc, va aussi héberger un commissariat de la Geheime Feldpolizei (GFP), souvent confondue avec la Gestapo dont une antenne extérieure (*Aussendienststelle* du *Sipo-SD*) est implantée à Bar-le-Duc.

L'autorité de l'occupant va se faire sentir dès les premiers jours de l'Occupation : le 12 juillet 1940, Marcel Burnet, maire de Deuxnouds-devant-Bauzée est abattu pour avoir refusé de livrer du fourrage aux militaires allemands. Le 22 avril 1941, Jean Letailleur est arrêté et déporté pour avoir frappé un soldat allemand...

La répression sanctionnera au fil des mois et de ces quatre longues années de multiples formes de Résistance à l'occupant.

A l'automne 1940, les Allemands ferment pour deux semaines le lycée de Bar-le-Duc dont les élèves ont eu une «attitude provocante».

L'aide aux prisonniers évadés sera réprimée : Le 20 février 1941 le R.P. de Thierville est condamné à 7 mois d'emprisonnement pour aide à des prisonniers de guerre évadés, le 20 mars, P.D. condamné à 4 ans et demi d'emprisonnement pour



complicité d'évasion et relation avec un prisonnier de guerre, le 17 avril, H.J., habitant Beurey-sur-Saulx, est condamné à deux ans d'emprisonnement pour dissimulation de deux prisonniers de guerre français.

Le 21 avril 1941, M. G., mécanicien à la SNCF, est arrêté pour avoir facilité l'évasion de prisonniers de guerre. Le 7 mai suivant, plusieurs habitants de Baroncourt dont le maire, le secrétaire de mairie et l'abbé C., sont arrêtés, accusés d'avoir fournis de faux certificats de démobilisation.

Le 17 novembre 1941, G.M., de Clermont-en-Argonne, est condamné à 1 an d'emprisonnement pour aide au passage illicite de la ligne de démarcation du nord-est.

Ces aides apportées aux prisonniers évadés vont continuer les années suivantes. Ainsi, le 1^{er} juin 1943, dix personnes sont arrêtées à Laneuville-sur-Meuse pour recel de prisonniers de guerre noirs évadés.

Affaire plus grave du point de vue de l'occupant, le maire de Maucourt-sur-Orne, M. Pelsy, est arrêté 27 juillet suivant, pour avoir fourni des vêtements civils à 2 soldats allemands déserteurs : il est condamné à 2 ans et 3 mois d'emprisonnement, puis déporté.

La fabrication de faux papiers ou fourniture de vrais qui entraîneront des peines de prison.

La détention d'armes, le vol d'armes sont des délits plus graves. Le 17 mars 1942, Roger Breda, d'Étain, 18 ans, est arrêté pour vol d'armes à la gendarmerie ; il sera fusillé le 26 à Verdun. Le 16 avril suivant, Mme A. Formet, de Void, est arrêtée et déportée pour détention de carabines, les 11 et 17 septembre 1942, une vingtaine de jeunes sont arrêtés pour recel et trafic d'armes : 10 d'entre eux sont déportés et 3 fusillés.

P.R., habitant Louppy-le-Château, est condamné le 10 mai 1941 à 8 mois d'emprisonnement pour manifestation anti-allemande.

Le 1^{er} mars 1943, 70 à 80 jeunes requis au STO participent à une manifestation patriotique à Ligny-en-Barrois, déposent une gerbe devant le monument aux morts et chantent la Marseillaise. En représailles, le 8, la Gestapo procède à des arrestations : 28 jeunes sont déportés (12 ne reviendront pas), les autres sont, pour la plupart, envoyés en Allemagne au titre du STO.

Et l'on sera arrêté, déporté ou fusillé pour distribution de tracts, non port de l'étoile jaune, et de multiples autres raisons.

Au premier chef, la participation à des actes de Résistance armée : sabotages, attentats, actions de maquis...

ORGANISER LA RESISTANCE

Plusieurs initiatives vont être prises pour structurer la Résistance. Ainsi Hippolyte Thévenon décide en août 1941 de créer un réseau de résistants en Meuse. Des prises de contact auront lieu en mars 1942 dans la région de Bar-le-Duc avec le même objectif. En juillet 1942, les Résistants d'Argonne commencent à se regrouper.

Ayant sans doute eu vent de ces activités clandestines, des membres de la Gestapo sont détachés en juin 1942 en Meuse depuis Nancy.

En avril 1943, le commandant Laure arrive à Clermont-en-Argonne afin d'organiser dans le département des groupes de résistants dirigés par des officiers et des sous-officiers d'active ou de réserve. Le 17 août suivant, un premier parachutage d'armes en Meuse a lieu dans la nuit à Ancemont, ce qui, en fournissant de quoi les équiper, ouvre ainsi à terme la possibilité de création de maquis ; une dizaine - parfois extension de maquis de départements voisins - seront recensés à l'été 1944.

A leur arrivée en octobre 1943, quelques FTPF du Pas-de-Calais sous la direction de «Marcel» prennent contact avec Pierre Jolly, chef de bataillon d'active, qui devient peu après chef des FTP de Meuse.¹

Les FFI meusiens auront pour chef départemental Yvan Beausire ("Leclerc") ancien du maquis de Senon.

La découverte, le 27 décembre 1943 à Thierville par la police allemande d'un stock d'armes parachutées quelques jours plus tôt va conduire l'arrestation de Jean Van Cassel, Albert Fabin, Pierre Goubet, Jean Van Heeghe et Louis Piquet, qui seront fusillés le 4 mars 1944 à Behonne.

En mars 1944 est formé le Comité Départemental de la Libération. Désigné le 3 mai 1944 par le Comité français de la Libération nationale (CFLN) pour «exercer, à titre provisoire, les fonctions de préfet du département de la Meuse», Robert Rousselle est arrêté par la Gestapo le 14 juillet 1944 et déporté en Allemagne ; il meurt à Mauthausen, au Kommando d'Ebensee, le 29 décembre 1944.

Le débarquement allié sur les plages de Normandie le 6 juin 1944 puis l'enfoncement des défenses allemandes en juillet, marquant ainsi le début de la retraite de la Wehrmacht vont avoir pour double effet



Le Monument de Tavannes.

le développement de l'action de la Résistance et une répression de plus en plus terrible de la part de l'occupant aux abois.

Diffusé le 5 juin par la BBC à destination de la Résistance intérieure le message «a déclenché le «plan vert» de sabotage des voies de communication. En juillet, environ 40 sabotages ferroviaires sont enregistrés dans la Meuse. Des écluses sont sabotées.

Les représailles allemandes vont être terribles, le 29 juillet, suite à un affrontement dans Clermont-en-Argonne entre un groupe de maquisards et des militaires allemands durant lesquels allemands sont tués, les maquisards se repliant sans perte, Clermont-en-Argonne est encerclé par la Wehrmacht le lendemain. 112 hommes rassemblés sur la place sont emmenés à la prison Charles III (Nancy) ou au camp d'Ecrouves. 100 seront déportés le 19 août, 72 ne reviendront pas... Le 24 août, 3 personnes sont arrêtées à Woimbey, et déportées pour avoir hébergé un FFI blessé.

MASSACRE DE LA VALLÉE DE LA SAULX

Cinq jours plus tard, 52 hommes de Robert-Espagne sont rassemblés par des SS en retraite qui les fusillent, le village étant pratiquement détruit par le feu ; cinq autres malheureux sont fusillés de la même façon à Beurey-sur-Saulx, d'autres hommes pouvant s'échapper grâce à un soldat d'origine alsacienne. Dans leur retraite, les Allemands emmènent 16 résistants incarcérés qu'ils abattent à l'entrée du tunnel de Tavannes, les maisons pillées ou incendiées sont innombrables.

Combien y eut-il de Résistants en Meuse ? la réponse est difficile à donner ici comme ailleurs. Parle-t-on des actes de Résistance qui furent innombrables et qui conduisirent parfois à la déportation, voire à la mort immédiate ? Ou du nombre d'hommes et femmes insérés dans des structures de la Résistance (réseaux, mouvements, partis et syndicats clandestins, maquis.) ? Certaines estimations chiffrées entre 3 000 et 3 500 le nombre des Résistants meusiens de toutes classes sociales et opinions, hommes ou femmes, français ou étrangers, jeunes ou moins jeunes, légaux ou clandestins... 515 personnes seront déportées de Meuse dont environ 115 pour raisons raciales.

La plus grande partie de la Meuse fut libérée les 31 août telle Verdun et 1^{er} septembre 1944, par les Américains de l'armée Patton. Toutefois, certaines localités du nord du département, telles Stenay et Montmédy, ne seront libres que le 7 septembre.

De nombreux résistants meusiens vont s'engager pour la durée de la Guerre dans l'Armée française reconstituée formant le 2^e bataillon du 150^e R.I. et combattre jusqu'à la capitulation de l'Allemagne, le 8 mai 1945.



Le 8 mai 1945.

¹ Claude Collin : L'été des Partisans : les FTP et l'organisation de la Résistance en Meuse Presses Universitaires de Nancy, janv. 1992 - 234 pages

RÉSISTANTS D'ALGÉRIE ET «OPÉRATION TORCH»

Né le 5 mars 1920 à Alger, José Aboulker, fils d'un professeur à la Faculté de Médecine d'Alger, arrêta ses études de médecine étant mobilisé en Algérie en avril 1940.

Entré dans la Résistance au régime pétainiste dès septembre 1940, il en devient début 1941 l'un des principaux animateurs en Algérie et, à partir de 1942, prépare – avec Henri d'Astier de la Vigerie, Bernard Karsenty, le colonel Jousse et le diplomate américain Robert Murphy – l'aide au débarquement allié à Alger le 8 novembre 1942 ; son cousin Roger Carcassonne faisant de même à Oran.

Lors de ces événements, José Aboulker dirige à partir du Commissariat central l'occupation d'Alger par 400 jeunes résistants – les Quatre cents – qui prennent les centres importants, arrêtent les responsables militaires et civils pétainistes, il rallie une partie de la Police et évacue la Préfecture assiégée. Leur action permettra la prise de la ville par les alliés sans coup férir.

Le 29 décembre 1942, après l'exécution de Darlan, José Aboulker est arrêté sur décision de Giraud qui succède à l'Amiral, et est déporté en Mauritanie puis dans le Sud algérien avec d'autres Résistants menant campagne pour la venue à Alger du général de Gaulle...

José Aboulker, fait Compagnon de la Libération le 30 octobre 1943 et qui fut membre du Comité d'honneur de l'ANACR jusqu'à sa disparition, est décédé le 17 novembre 2009 ; en laissant un manuscrit inachevé que Jeannine Verdès-Leroux a mis en forme pour cette publication préfacée et postfacée par Jean-Louis Crémieux-Brilhac.

Nous publions ci-dessous quelques extraits de ce témoignage exceptionnel sur les débuts de la Résistance en Algérie restée sous la domination pétainiste jusqu'à ce débarquement allié en Afrique du Nord du 8 novembre 1942, sur les côtes du Maroc et de l'Algérie. Ce sera «Opération Torch».

Un témoignage qu'on ne saurait trop recommander de lire.



José Aboulker.

groupes d'amis en train de devenir les nœuds des Quatre cents (...).

«Les premiers groupes d'Alger»

«Jean Athias, étudiant en médecine en 1940, a joué un rôle très important dans les débuts de la Résistance. S'il n'était pas, à proprement parler, l'initiateur des trois groupes d'Alger qui avaient pris ou allaient prendre la décision d'agir, il avait aidé ceux qui l'étaient, en les encourageant par l'apport de recrues. Il les leur amenait, sans songer à former son propre groupe. Il préférait, pour diriger, des amis plus vieux que lui, entre vingt-cinq et trente ans. Il se donnait le rôle de cheville ouvrière d'une entreprise qu'il ne commanderait jamais. Était-il conscient de cette vocation ? Probablement non (...)

«J'ai le souvenir des premières rencontres, avec mes cousins et avec Jean Athias, séparément, avant la fin de février 1941. Elles avaient été très rapprochées, apportant à chacun des informations apportées par les autres et très vite des éclaircissements sur ce qu'il fallait faire. Ces échanges denses engageaient l'avenir. Ensuite, je n'ai plus retenu le détail des discussions moins fréquentes. Ma mémoire a gardé par contre, et de façon très vive, le souvenir du problème qui restait à résoudre et de la solution qui lui fut apportée. Mes interlocuteurs étaient maintenant d'accord sur l'objectif de l'aide à l'Angleterre. Mais c'était une position de principe. Leurs camarades des groupes et les recrues qui donnaient leur acquiescement posaient tous la même question.

« Les Sérors, venus pour une journée, me l'avaient posée aussi : «Aider les Anglais, oui. Mais, comment ? Ils se battent dans les airs. Ils préparent la défense de leurs îles. Ils résistent à la frontière de l'Égypte. Aider les Anglais, nous, à Alger, comment ? »

«J'avais une réponse prête, longuement méditée en janvier, au retour de Miliana, la question m'était venue à l'esprit : Les Américains viendront un jour à Alger. L'armée de Vichy les combattra. Nous les aiderons, « C'était une réponse déraisonnable. Les États-Unis n'étaient pas en guerre (...).

«La jeunesse des Résistants d'Alger»

«Elle est certaine, étonnante a posteriori. On ne peut pas la chiffrer. J'étais celui qui, connaissant tous les chefs de groupe, aurait pu le faire : je n'y ai pas pensé. Seul le nombre m'intéressait. Voici mon approximation : Les recruteurs, entre 25 et moins de 30 ans, sauf l'aîné, 33 ans ; Les recrues, entre 20 et 25 ans, plus près de 20 ans. La jeunesse n'est pas un obstacle à l'autorité. Jean Athias, 23 ans, est accepté comme le responsable intermédiaire avec la direction inconnue...»

«Sans liaison avec de Gaulle»

«Nous resterons isolés de de Gaulle, en agissant pour le but qui est le sien : aider ceux qui nous libéreront. La mission gaulliste de Puech-Samson a échoué. Le contact que j'ai demandé au chef du réseau de l'Intelligence Service, le colonel polonais Scevalski, a été refusé. C'était, il me semble, à l'automne 41. Il connaissait mon existence et mon rôle, comme je connaissais les siens (...). Scevalski m'a expliqué que ses chefs anglais interdisaient de faciliter une liaison entre des Résistants, qui la cherchaient, avec les Forces Françaises Libres. Ils voulaient les prendre dans leurs propres réseaux (...).

«Au total, les gaullistes qu'étaient les Résistants d'Alger par leur objectif et leur admiration pour l'homme du 18 juin, n'ont eu aucune liaison avec lui (...).

«Les Anglais nous connaissaient»

«Nous n'avons pas eu de liaison avec les Anglais. Mais ils connaissaient notre entreprise, car à la base, certaines de nos recrues – dont le nombre progressait peu à peu – ne savaient pas garder le silence très longtemps et le réseau de l'Intelligence Service méritait sa réputation d'efficacité, du moins en Algérie. Il devait rendre compte de notre rébellion et de son aide au débarquement avec précision. Je l'ai appris, en arrivant à Londres au printemps 43.

«L'espoir à Alger en 1940»

«Londres était la capitale de l'espoir. Les groupes principaux qui fourniront les Quatre cents rebelles d'Alger naissent séparément dans l'automne 40 et l'hiver 40-41. Les initiateurs de chacun d'eux se doutent bien qu'ils ne sont pas seuls. Mais ils ignoreront les autres jusqu'à la veille du débarquement allié...»

«Fin 40, début 41, ça n'est guère précis. Nous n'avions pas constitué d'archives. Non par souci de l'indispensable sécurité mais parce que nous n'y pensions pas. Nous n'avons pas déclaré la Résistance. Nous n'avons pas d'acte de naissance. La transformation de réunions d'amis pour parler, en groupes pour agir, s'est faite insensiblement. Ils se rencontraient pour échanger leurs colères contre Vichy. Il a fallu plusieurs semaines pour qu'ils deviennent des soldats volontaires (...).

«Dans la période suivant mon départ de Miliana pour être démobilisé, les Sérors recruteront un groupe de Résistants qui, prévenu par moi, agira en novembre 42. Très vite, de retour à Alger, j'ai trouvé les petits

«La liaison avec les Américains. Quand ?»

«Je savais que plusieurs jeunes étaient allés voir le consul des États-Unis, dans les mois de 40 qui suivaient l'armistice. Felix Cole, que j'allais rencontrer longtemps après, était intelligent et sympathique, mais il éconduisait ses visiteurs. C'était une aide pour partir à Londres qu'ils lui demandaient. C'était une aide militaire à l'Amérique que nous pouvions proposer ; à lui ou à un certain Murphy qui venait d'installer une mission économique, et qui, à en juger par sa villa des hauteurs d'Alger, devait être un haut fonctionnaire.

«Oui, cela apparaît logique que j'aie le voir, au printemps 41, quand je me suis trouvé au centre des groupes d'Alger, pour lui dire : nous nous préparons à vous aider, venez, ou plus tard, après l'été, quand l'armée de Vichy avait recommencé, en Syrie, à combattre les Anglais et les gaullistes, comme elle l'avait fait à Dakar l'automne précédent, pour lui redire : Vichy et ses généraux vous combattent, nous les combattons, venez (...).

«Les deux Résistances à Alger»

«Il y a eu à Alger deux Résistances. On les a longtemps confondues, et dans un premier temps, on se bornait à raconter l'histoire des Résistants...

«Il y a eu deux Résistances à Alger, qui, en temps de paix, ne se seraient rencontrées que pour se combattre. Elles se sont entendues pour aider les Alliés, mais nullement fondues, on les a confondues délibérément pour que la réussite de l'une permette de cacher l'échec de l'autre.

«Dans les trois derniers mois de 1940, séparément, quatre initiateurs commencent à réunir à Alger de jeunes ou très jeunes Français d'Algérie. Ils sont antifascistes. C'est l'appellation de l'époque. Il y a beaucoup de juifs parmi eux. Ils sont tous opposés à Pétain et à sa révolution nationale. Ils seront quatre cents à agir à Alger contre son armée quand les Américains arriveront deux ans plus tard, le 8 novembre 1942. L'autre Résistance sera fondée dans les premiers mois de 1942 par Lemaigre-Dubreuil, activiste d'extrême-droite qui recrutera une poignée de quadragénaires.

«Les Quatre cents et le groupe Lemaigre – je les appelle ainsi car ils ne se sont pas nommés ! – ont un objectif commun : l'aide à l'armée américaine et la rentrée de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Occidentale Française (AOF) dans la guerre. Mais ils ont sur l'armée d'Afrique des jugements très différents, de sorte qu'ils divergent sur la manière de l'empêcher de nuire, le jour où arriveront les alliés espérés. Les Quatre cents réagissent à la réalité. Lemaigre suit une illusion.

«La réalité, c'est la collaboration. Elle est la politique officielle du gouvernement du Maréchal, depuis son entrevue avec Hitler à Montoire le 24 octobre 40. Les médias – journaux, radios – y sont soumis. Pour les Quatre cents, l'armée de Vichy agira pour le compte de l'Allemagne avec qui Vichy collabore. Ils se préparent à la neutraliser par la violence pendant que les Alliés débarqueront sur les plages des environs d'Alger.

«Lemaigre et ses quatre recrues croient que le patriotisme des officiers n'a pas disparu, que leur patriotisme endormi se réveillera à l'arrivée des Américains et qu'ils se rallieront à l'appel d'un grand général, qu'il faut trouver. Giraud vient de s'évader en avril 1942. Ils vont prendre contact avec lui et en faire leur porte-drapeau.

« Cette illusion, fille de l'admiration pour l'armée française de la Première Guerre mondiale, est partagée en partie par les chefs militaires et politiques anglais et américains qui



Darlan en civil avec le Général Eisenhower et en uniforme avec le général Clark, la menace bien réelle du pétainisme sans Pétain... Avant que n'arrive Giraud.

se souviennent de 1918. Elle est l'espoir du diplomate américain Robert Murphy qui, à Alger, cherche un futur soutien auprès des Résistants comme de Weygand, malgré l'accord de celui-ci avec le gouvernement de Vichy dont il est le Délégué activement pro-allemand en Afrique du Nord ; il ravitailla l'armée italo-allemande du général Rommel en Libye (...)

«La Résistance à Alger en 1942»

«Un matin de janvier 1942, dans les débuts du mois, Pierre Carcassonne arriva d'Oran à la maison sans avoir prévenu. Je ne l'avais pas vu depuis un an. J'ai raconté comment son frère aîné Roger, confronté à l'adhésion large et bruyante des Européens d'Oranie à la politique de Pétain, m'avait incité à la prudence dans le recrutement commencé à Alger. Depuis, je ne savais rien de la Résistance oranaise. Dès que nous fûmes seuls, Pierrot me dit la raison de sa venue. C'était pour me faire rencontrer un type formidable. Il insista sur le message de son frère : Il est royaliste mais tu peux avoir confiance. C'est un vrai patriote, et il m'emmena aussitôt, en me racontant, dans le tramway ce qu'il savait de Henri d'Astier de la Vigerie : vaillant volontaire à 17 ans dans la guerre de 14, il se fait démobiliser après celle-ci, début 1941, à Oran et rencontre les deux Carcassonne. Il recrute quelques officiers pendant que mes cousins commencent à réunir des civils. Quand l'Amérique est entrée dans la guerre, il y a un mois, il décide de s'installer à Alger.

«Henri d'Astier »

«D'Astier a séduit les Résistants d'Oran par son charisme et ils l'ont pris pour chef bien qu'il soit royaliste. De même, il va séduire les Résistants républicains d'Alger. Tel

est, répété de livre en livre, le portrait-type de Henri d'Astier. Il n'est pas faux !

«C'est une silhouette. On peut l'étoffer. À Oran, la Résistance n'existe pas encore quand il y arrive début 41. Il va en devenir chef en la créant avec Roger Carcassonne, qui a déjà quelques amis autour de lui.

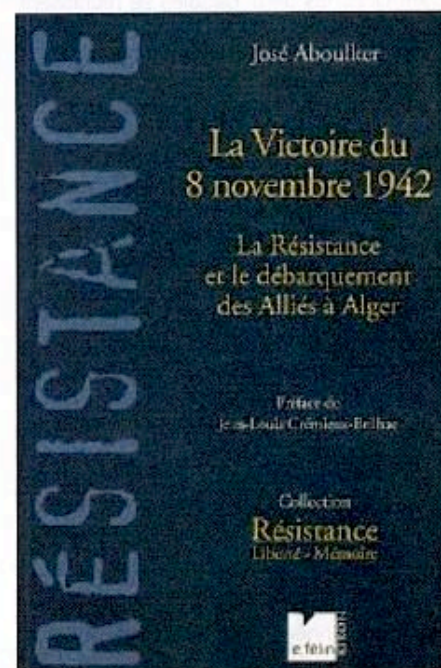
«Il arrive à Alger début 42. Il dira, devant la Commission d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, le 27 janvier 47, qu'il a été mis en rapport avec José Aboulker qui possède un groupe vraiment très bien organisé...

«L'opération Giraud»

«Le projet de Lemaigre-Dubreuil apporte aux vichystes qui avaient cru à la victoire de Hitler jusqu'à l'entrée de l'Amérique dans la guerre une réponse possible à leur interrogation. Il y a deux camps entre lesquels il faudra maintenant qu'ils choisissent. C'est difficile, quand est un vichysto-résistant, c'est difficile de choisir une moitié de soi-même contre l'autre...

«Tous ces hommes d'extrême-droite haïssent de Gaulle et son armée d'adversaires de Vichy. Ils craignent le retour victorieux de ces républicains, qui ramènerait la République. Ils ne redoutent pas la Résistance intérieure car au printemps 42, elle n'a pas commencé à se faire connaître, elle n'a pas même encore trouvé son nom.

« Quand Lemaigre-Dubreuil propose à Murphy, puis à ses associés, de chercher un général, il ne sait pas – il l'aurait écrit – que d'autres sont en train d'aider à s'évader un certain général Giraud, inconnu des Français, mais dont on gonflera la réputation, L'aide et l'évasion de Giraud serait une opération pour garder la Révolution nationale si les Américains sont vainqueurs, avec un général à opposer à de Gaulle.... »



José Aboulker : La victoire du 8 novembre 1942, préface et postface de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, 641 pages, 25 €. Editions du Félin, septembre 2012.

LA RESISTANCE SLOVAQUE

La Slovaquie est l'un des 22 Etats de l'Union Européenne à laquelle le pays a adhéré en 2004, le régime constitutionnel actuellement en vigueur y est appelé «2^e République» ; c'est donc qu'il y en aurait eu une première... de triste mémoire.

Vingt ans plus tôt, le pays n'existait pas comme Etat indépendant, étant depuis 1945 intégré avec le statut de République autonome dans la Tchécoslovaquie. Etat lui-même né le 28 octobre 1918 sur les débris de l'Empire austro-hongrois et qui rassembla les Tchèques et les Slovaques, deux peuples slaves linguistiquement proches, ainsi que des Ruthènes en Ukraine subcarpathique et une forte minorité allemande, celle des Sudètes en Bohême occidentale.

Pour être proches linguistiquement, l'histoire n'en avait pas moins différencié les Tchèques et les Slovaques, les premiers ayant été tôt influencés par l'espace culturel occidental allemand ou autrichien, avec une influence notable du protestantisme, alors que les seconds ont été très tôt sous la domination des structures étatiques de la Pologne et de la Hongrie voisines, deux pays à forte influence de l'Eglise catholique. Par ailleurs, les pays tchèques se sont plus industrialisés alors que la Slovaquie montagnarde restait plus rurale. Enfin dans l'Empire austro-hongrois, les Pays tchèques dépendaient de l'Autriche et la Slovaquie de la Hongrie.

Mais, quand l'Empire Austro-hongrois se désintègre à l'issue de la Première guerre mondiale, grâce à un accord signé à Pittsburg le 30 mai 1918 entre Tomas Masaryk, leader nationaliste tchèque et des responsables nationalistes slovaques réfugiés aux Etats-Unis, les deux peuples se réunissent dans un même Etat, la Tchéco-Slovaquie, dans lequel la Slovaquie se voit garantir un statut d'autonomie.

L'abandon du trait d'union dans le nom du pays, la Tchéco-Slovaquie, qui devient en 1921 la Tchécoslovaquie, concrétise la remise en cause du Pacte de Piitsburgh, conséquence tout à la fois du poids démographique de la population tchèque, du poids économique des régions tchèques (Bohême et Moravie) par rapport à ceux de la Slovaquie ou de la Ruthénie. Ainsi que d'une volonté hégémonique des dirigeants issus de la communauté tchèque, au sein de laquelle sont choisis majoritairement les cadres économiques, administratifs, militaires et diplomatiques du pays.

Cette évolution va susciter des frustrations et rancœurs parmi les autres composantes de la population, dont en premier lieu parmi les Slovaques, composante fondatrice du Pays.

C'est dans ce contexte que s'affirme, au début des années vingt, le caractère nationaliste du Parti Populaire Slovaque (*Slovenská ľudová strana, SĽS*) fondé en 1913 par l'abbé Andrej Hlinka, qui en devient président jusqu'à sa mort en 1938.

UN MOUVEMENT FASCISANT

Après avoir approuvé en 1918 l'union des Tchèques et des Slovaques, l'abbé Hlinka, secondé par un autre ecclésiastique, Josef Tiszo, va évoluer vers un autonomisme cléricalo-fasciste antisémite.

Au sein du SĽS se développe le culte du chef : le parti ajoute en 1925 à son nom celui de Hlinka pour devenir le HSI's. Par ailleurs, à l'imitation du parti fasciste italien a été formée dès 1923 une milice paramilitaire, la *Rodobrana* («Défense de la Nation») dirigée par Vojtech Tuka, lequel se rend en Italie en 1929 pour y rencontrer les dirigeants fascistes. Cette même année, la *Rodobrana*, qui compte alors 60 000 membres, est interdite par le Gouvernement tchécoslovaque.



La Garde Hlinka, héritière de la *Rodobrana*...

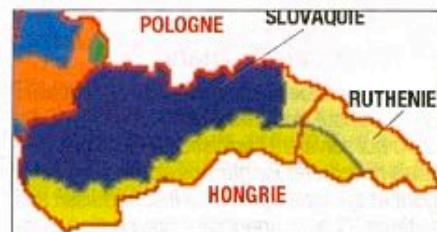
Cette évolution du HSI's va le conduire, contre l'adversaire commun qu'est le gouvernement de Prague, à se rapprocher au début des années trente du mouvement nationaliste des Allemands des Sudètes, qui lui aussi va se radicaliser.

Dix mois après l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne, Konrad Henlein a fondé le 1^{er} octobre 1933 le «Front Patriotique des Sudètes», lequel, pour participer aux élections de 1935, change son Nom en «Parti Allemand des Sudètes» (*Sudetendeutsche Partei, SdP*).

Majoritaire dans la communauté allemande des Sudètes, le SDP devient aussi, avec 1 256 010 voix et 44 députés, le premier parti du pays en voix et le second en sièges ; il va s'inscrire dans la stratégie expansionniste d'Hitler qui vise à réunir dans le Reich allemand toutes les populations de langue allemande (Autriche, Alsace-Lorraine, Sudètes de Bohême, Luxembourg, Dantzig, Eupen et Malmedy)... voire tous les territoires ayant appartenu au Saint-Empire Romain Germanique.

Dès le lendemain de l'Anschluss de l'Autriche réussie sans coup férir le 12 mars 1938, le SdP va être le cheval de Troie des ambitions hitlériennes sur les Sudètes.

Ainsi, à la fin de l'été, suite à un violent discours d'Hitler accusant les Tchèques d'oppression voire de crimes à l'encontre des Allemands des Sudètes, le SdP va tenter de le crédibiliser en multipliant les incidents avec la police et les forces armées tchécoslovaques ; incidents qui vont servir de prétexte au Führer nazi pour menacer d'intervenir militairement contre la Tchécoslovaquie.



Conséquence des accords de Munich, la Hongrie annexe les régions magyares du sud de la Slovaquie et de la Ruthénie (en jaune foncé). Après la dislocation de la Tchécoslovaquie, un Etat slovaque «indépendant» (en bleu foncé) est formé, la Hongrie annexant toutefois l'Est de la Slovaquie et le reste de la Ruthénie (en jaune clair). En rouge les frontières de la Slovaquie et de la Ruthénie d'avant les accords de Munich.

LA LIQUIDATION DE LA TCHECOSLOVAQUIE

Après une première rencontre le 15 septembre 1938 puis une seconde le 22 septembre entre Hitler et le premier ministre britannique Chamberlain, va se tenir à Munich sans la participation des dirigeants tchécoslovaques une conférence réunissant Hitler (Allemagne), Mussolini (Italie), Chamberlain (Grande-Bretagne) et Daladier (France) – qui va déboucher le 29 septembre sur l'acceptation par la Grande-Bretagne et la France – pourtant alliées de la Tchécoslovaquie – des exigences d'Hitler, appuyé par Mussolini, de rattachement au Reich des régions peuplées de plus de 50 % d'Allemands, à savoir pour l'essentiel les Sudètes dans la périphérie occidentale de la Bohême.

Parallèlement, la Pologne se voit par l'arbitrage de Vienne le 2 novembre 1938 attribuer en Moravie la zone frontalière de Cieszyn/Teschen peuplée de Polonais et la Hongrie annexe le sud de la Slovaquie et de la Ruthénie à forte population hongroise. Commence alors le dépeçage de la Tchécoslovaquie.

Moins de six mois après la capitulation de Munich, la Tchécoslovaquie n'existera plus. Contraint d'avaliser les Accords de Munich, le Président tchécoslovaque, Edouard Benes, démissionne le 5 octobre 1938 et s'exile en Grande-Bretagne. Il est remplacé le 30 novembre par Emil Hacha. Le même jour, le Parti communiste tchécoslovaque est interdit.

Le 6 octobre, les partis slovaques, emmenés par le HSI's de Josef Tiszo avaient réclamé et obtenu un statut d'autonomie et le 19 novembre, le trait d'union était rétabli dans le nom de la Tchéco-Slovaquie ; l'Ukraine subcarpathique (Ruthénie) devint aussi autonome.

Ces évolutions et une politique de rapprochement avec l'Allemagne menée par le Gouvernement tchécoslovaque ne suffiront pas à stopper Hitler dans son ambition de s'emparer du potentiel industriel des régions tchèques : le 14 mars 1939, poussé par Hitler, Tiszo proclame l'indépendance de la Slovaquie.

LA 1^{re} «REPUBLIQUE» SLOVAQUE

Le 23 mars 1939, un «*Traité de protection*» germano-slovaque est signé à Munich, qui subordonne la politique slovaque au Reich dans les domaines économique, militaire et diplomatique et qui officialise la présence permanente de la Wehrmacht dans la partie Ouest de la Slovaquie.

Ce traité va conduire la Slovaquie «indépendante» à entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne contre la Pologne en septembre 1939, à ratifier le 24 novembre 1940 le pacte tripartite établissant l'Axe Rome-Berlin Tokyo signé le 27 septembre précédent, à entrer le 23 juin 1941 en guerre contre l'URSS (qui avait reconnu l'indépendance slovaque) et à adhérer au pacte anti-komintern le 25 novembre 1941.

Un corps mobile slovaque de 10 000 hommes fut constitué et envoyé en août 1941, sur le front soviétique. En septembre 1941, il arrivera à Kiev, capitale de l'Ukraine. Au printemps 1942, il sera engagé dans le Caucase avant de rejoindre Stalingrad où il sera anéanti lors de la contre-offensive soviétique fin 1942. Par la suite, quelques unités slovaques combattront aux côtés des Allemands en Roumanie, Hongrie, et Italie, utilisées plus dans la lutte contre les partisans que dans des batailles frontales.

L'alignement de la politique slovaque sur celle de l'Allemagne nazi est aussi patent dans le domaine de la politique à l'égard des Juifs.

Dès la proclamation de l'indépendance, plusieurs mesures sont prises contre les 89 000 Juifs slovaques : expropriation des 12 300 Juifs possédant une entreprise, révocation des fonctionnaires juifs, spoliation, spoliation de leurs avoir bancaires, etc.. Un «Code juif» s'inspirant des lois antisémites nazies de Nuremberg est promulgué en septembre 1941 : les Juifs doivent porter un brassard jaune, les mariages mixtes sont interdits et les Juifs exclus de certaines professions. Des camps de travail forcé pour les Juifs sont mis en place à l'automne 1941, 15 000 Juifs sont expulsés de Bratislava en octobre 1941. La déportation des Juifs slovaques vers les camps d'extermination nazis va commencer en mars 1942 : au total, 70 000 seront déportés, 65 000 ne revenant jamais.

Sur le plan politique, la «1^{ère} République slovaque» est un État clérical-fasciste et corporatiste. Seul le Parti Populaire Slovaque Hlinka (HSĽ's) est autorisé, à l'exception du *Deutsche Partei*, parti nazi unique de la minorité allemande dirigé par Frans Karmasin, secrétaire d'État au sein du gouvernement slovaque où il est l'œil de Berlin.

La dégradation de la situation économique et sociale liée au coût prohibitif de l'engagement militaire slovaque aux côtés de la Wehrmacht, la mise de l'économie – notamment l'industrie – au service de l'Allemagne, les revers militaires et les pertes humaines sur le front est, la féroce répression contre les opposants, l'hostilité de certains secteurs de l'Eglise à l'égard de la politique antisémite vont susciter une Résistance grandissante dans la population mais aussi au sein de l'Armée slovaque...

LE SOULEVEMENT NATIONAL SLOVAQUE (SNP)

Au départ entravés par la reconnaissance de l'État slovaque par l'URSS, son entrée en guerre contre l'Union soviétique va faciliter les efforts de la direction clandestine du Parti communiste slovaque pour développer la Résistance au régime de Tiszo et nouer des liens avec les autres courants de l'opposition. En novembre 1941, la direction clandestine communiste décide de constituer des «équipes de combats de Jánošík». Au printemps 1942, les communistes créent le «Comité central national-révolutionnaire» et incitent à créer des «Comités nationaux» pour en faire des «organes de combats pour la libération du pays».



Laco Novomesky

Après plusieurs échecs, un mouvement de partisans commença à s'organiser dans diverses régions montagneuses du pays, notamment centrale. A Noël 1943 est créé sous la présidence du communiste Laco Novomesky le «**Conseil national slovaque**», rassemblant aux côtés des communistes plusieurs groupes de résistance (agriculteurs, socialistes, indépendants), avec pour but de préparer un soulèvement.

C'est la décision le 28 août du haut commandement allemand d'envoyer – avec l'accord de Tiszo – des troupes en Slovaquie pour y rétablir l'ordre qui va provoquer ce soulèvement, l'armée slovaque dirigée par les généraux Jan Golian et Rudolf Viest rejoignant en grande partie la Résistance.

Le Soulèvement National Slovaque (*Slovenské Národné Povstanie*, SNP) éclata le 29 août 1944 à Banská Bystrica, ville principale de la Slovaquie centrale. Le 30 août 1944, la station de radio «Slovaquie libre» appela à résister aux Allemands qui pénétraient dans le pays. Se constitua une armée forte de quelque 50 000 hommes, renforcée par près de 15 000 partisans, dont des combattants de 24 nationalités différentes.

Cependant la lutte avec les divisions allemandes – dont des SS- entrées dans le pays et épaulées par les unités slovaques restées fidèles au régime Tiszo va être inégale.

Les unités allemandes et fascistes slovaques battirent les insurgés dans la nuit du 27 au 28 octobre 1944 et, après l'appel à la

dispersion lancé par le général Viest, une partie des combattants rejoignit les partisans qui continuèrent leur lutte dans les montagnes slovaques contre les nazis jusqu'à la libération du pays au printemps 1945, consécutive à l'entrée en Slovaquie de l'Armée rouge avec en son sein une armée tchécoslovaque commandée par le général Svoboda.

LE BATAILLON FOCH

Parmi les insurgés ayant participé au SNP, et libéré pendant près de deux mois une très grande partie de la Slovaquie centrale, sur une superficie équivalant à deux départements français, près de 300 prisonniers de guerre français évadés ou s'étant échappé du S.T.O. et qui, sous le commandement de Georges Barazer de Lannurien, formeront le «Bataillon Foch». Les partisans français avaient engagé le combat dès le 29 août : chargés de bloquer une route dans un défilé montagneux à Strecno, ils perdirent 15 tués, 22 blessés et plusieurs disparus.

Après la fin de l'insurrection, de Lannurien se résigna à donner un ordre de dispersion. De petits groupes tenteront de rejoindre l'Armée Soviétique, perdant nombre de leurs, Aux 44 tués au combat s'ajouteront 13 massacrés après la dispersion de l'unité.

Informé, de l'existence du Bataillon Foch, l'état-major de Koenig à Londres décida son intégration dans l'Armée Française et confirma le grade de capitaine de Lannurien. Les survivants apprirent avec fierté que le Général de Gaulle avait cité leur formation à l'ordre de l'armée dès son voyage à Moscou le 9 décembre 1944.

Cette formation de partisans français fut reconnue par l'État-major Général français comme Compagnie Autonome d'Infanterie, mais l'Administration militaire fit de longues difficultés aux jeunes S.T.O. parce qu'ils étaient civils... lorsqu'ils s'évadèrent et prirent les armes !

Le souvenir des Partisans français n'a pas



Le monument aux Partisans français à Strecno

été oublié en Slovaquie. A Strecno a été érigé un important monument¹ à la mémoire des partisans français tombés au combat, devant lequel se déroule chaque année une cérémonie franco-slovaque

Alors même que se commençait le SNP, avec la participation de Français dans les monts de Slovaquie centrale, à plusieurs milliers de kilomètres, des Slovaques et des Tchèques avaient participé à l'insurrection et à la Libération de Paris...

¹ A son inauguration, la France était représentée par le ministre Tanguy-Prigent, co-fondateur de Libé-Nord, membre du Bureau National de l'A.N.A.C.R., le Général de Lannurien et d'autres survivants, Marcel Haman, Colonel F.F.I., membre du Bureau National de l'A.N.A.C.R., le Colonel Campinchi, des F.F.C. et plusieurs délégués de mouvements.

JACQUES DECOUR, UN INTELLECTUEL ANTIFASCISTE

Le 30 mai 1942, le résistant Jacques Decour était fusillé au Mont-Valérien.

L'homme qui tombait sous les balles du peloton nazi – de son vrai nom Daniel Decourdemanche – avait été depuis l'automne 1940 un des principaux acteurs de la Résistance intellectuelle à l'occupation nazie et au régime pétainiste.

Né en février 1910, Daniel Decourdemanche, après des études secondaires au Lycée Carnot de Paris puis au Lycée Pasteur de Neuilly, et avoir poursuivi un temps des études de droit, s'était orienté vers l'étude de la littérature allemande, devenant en 1932 le plus jeunes agrégé d'allemand de France.

Nommé en 1931 professeur de français en Allemagne, au lycée de Magdebourg en Saxe-Anhalt, il est témoin de la montée du nazisme et de l'antisémitisme. Dans son second livre¹, *Philisterburg*, publié en France en 1932, il dénonce les dangers du nationalisme allemand et «*le mythe inadmissible de la race*».

A son retour en France, il est d'abord nommé enseignant d'allemand à Reims, où il adhère aux Jeunesses communistes, puis à Tours où il crée, entre 1936 et 1937, une Maison de la culture et un ciné-club, Ciné Liberté, publie des articles dans *La voix du peuple de Touraine* et rejoint le Parti communiste. Et, en 1937, il est nommé professeur d'allemand au Lycée Rollin, dans le 9^e arrondissement de Paris.

Traducteur de plusieurs ouvrages allemands, dont en 1935 *Le Roman d'un coup d'État (la Jeunesse de Napoléon III)*, d'Alfred Neumann, il publie des articles littéraires dans plusieurs revues, un second roman, *Les Pères* en 1936...

Rédacteur en chef de «Commune»

Cette activité littéraire et son engagement politique vont le conduire à devenir en 1937 rédacteur en chef de la revue hebdomadaire *Commune*, publiée sous la direction d'Aragon par l'Association des Écrivains et Artistes Révolutionnaires (AEAR) ayant à sa tête Paul Vaillant-Couturier, Francis Jourdain, Léon Moussinac et Charles Vildrac, et dont sont membres Henri Barbusse, André Breton, Robert Desnos, Max Ernst, André Gide, André Malraux, Paul Nizan, Georges Politzer...

La revue *Commune* sera interdite en août 1940 conséquemment à l'interdiction du Parti communiste et des organisations qui lui sont proches suite à la conclusion du Pacte germano-soviétique.

Daniel Decourdemanche sera démobilisé au lendemain de la défaite de juin 1940, et entrera bientôt en Résistance, dans le milieu intellectuel : les liens noués

à l'AEAR et à la revue *Commune* seront précieux.

L'Université libre, journal clandestin, est créée dès octobre 1940 par trois universitaires communistes, Jacques Decour (le nom de clandestinité de Daniel Decourdemanche), le philosophe Georges Politzer et le physicien Jacques Solomon, qui vont être aussi les créateurs de la *Pensée Libre*, revue dont deux numéros seront publiés, en février 1941 et février 1942.

Toujours enseignant à Rollin, Jacques Decour, fait lire à ses élèves les auteurs allemands bannis par le III^e Reich – tel Heine parce que Juif. Germaniste, il fait imprimer en allemand en une de la *Pensée libre* l'épithète de Goethe : *Mehr Licht* («Plus de lumière»).



Après la création, en mai 1941 à l'initiative du Parti Communiste du «Front National pour la Libération et l'Indépendance de la France» se met en place en son sein un «Comité National des Écrivains», dont l'organe sera *Les Lettres françaises*, que Jacques Decour sera chargé de mettre en place et de diriger.

En décembre 1941, un mois après le retour à Paris des écrivains collaborateurs tels Robert Brasillach, Drieu-la-Rochelle, Jacques Chardonne, Marcel Jouhandeau, Abel Bonnard ou Ramon Fernandez, partis en Allemagne à Weimar célébrer la grandeur du Führer et dénoncer «*le péril juif*», Jacques Decour leur adresse une «*Lettre ouverte aux anciens écrivains français*»: «*Vous avez choisi l'abdication, la trahison, le suicide. Nous, écrivains français libres, avons choisi la dignité, la fidélité, la lutte pour l'existence et la gloire de nos lettres françaises.*»

Telle sera la mission assignée aux «*Lettres françaises*» en préparation. En juillet 1941 a lieu à Paris, en présence de Georges Dudach assurant la liaison avec la direction clandestine du Parti commu-

niste, une réunion entre Jacques Decour et Louis Aragon, qui conseille alors d'associer Jean Paulhan à la nouvelle publication. Jacques Decour entame le recueil des textes pour un premier numéro, dont on ne connaît que le sommaire² et qui ne paraîtra pas : Decour est arrêté le 17 février 1942 par la Police française, ainsi que Politzer et Solomon.

Gardé au secret et torturé, les nazis, auxquels il a été livré, fusilleront Jacques Decour comme otage le 30 mai 1942 au Mont-Valérien, quelques jours après Politzer et Solomon.

Une heure après son exécution, le directeur du lycée Rollin entra dans la classe de Decour, monta sur l'estrade et s'adressa aux élèves : «*Votre professeur d'allemand a été fusillé par les militaires qui nous occupent.*» Il y eut – aux dires des témoins – un silence glacial et un même frisson d'effroi partagé par tous, même par ceux qui n'étaient pas favorables à la Résistance.

«Je suis resté digne...»

Dans sa dernière lettre à ses parents, écrite le samedi 30 mai à 6 heures 45, on peut lire : «*Je suis resté jusqu'au bout digne de vous, de notre pays que nous aimons. Voyez-vous, j'aurais très bien pu mourir à la guerre, ou bien même dans le bombardement de cette nuit. Aussi je ne regrette pas d'avoir donné un sens à cette fin. Vous savez bien que je n'ai commis aucun crime, vous n'avez pas à rougir de moi : j'ai cru faire mon devoir de Français...*»

«*Si vous en avez l'occasion, faites dire à mes élèves de 1^{re}, par mon remplaçant, que j'ai bien pensé à la dernière scène d'Egmont, et à la lettre de Th. Körner à son père sous toute réserve de modestie... Toutes mes amitiés à mes collègues et à l'ami pour qui j'ai traduit Goethe sans trahir ! Il est 8 heures, il va être temps de partir.*»

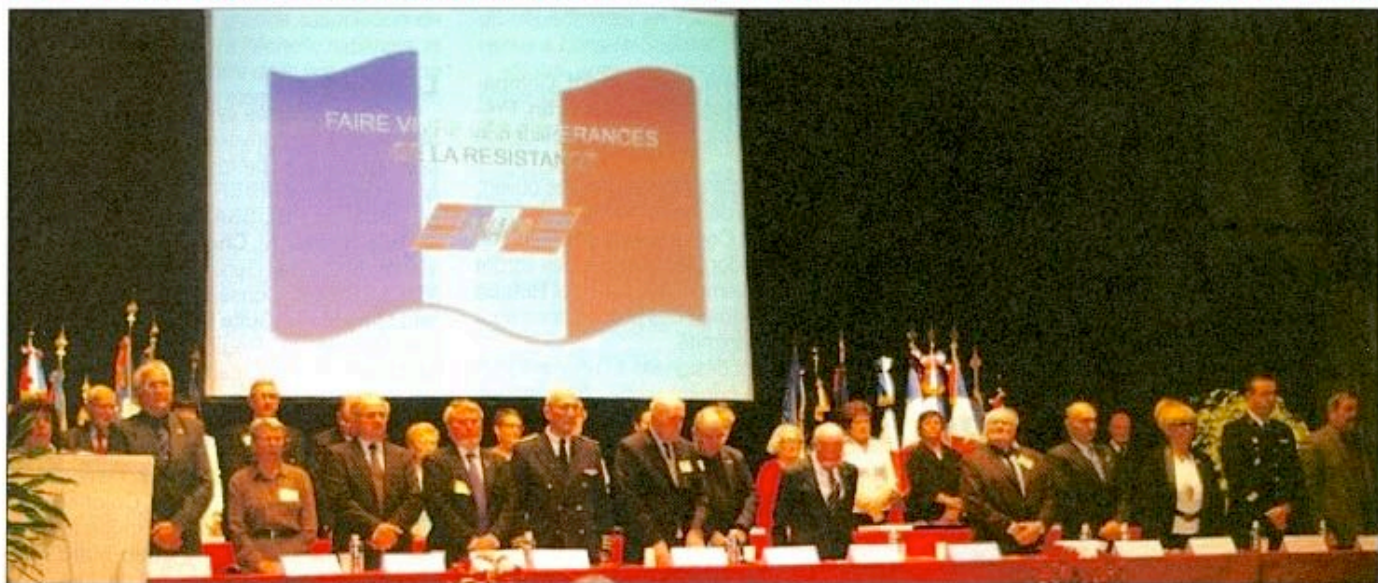
Le 19 août 1944, alors que Paris insurgé se couvre de barricades des professeurs du Lycée Rollin se rendent chez le proviseur pour lui signifier leur décision de donner au lycée le nom de leur collègue martyr. Quatre jours plus tard, le nouveau nom «Lycée Jacques-Decour» apparaîtra sur une banderole déployée sur la façade.

Il est le seul lycée de France débaptisé auquel a été donné le nom d'un professeur résistant à un professeur résistant. Il est vrai que le Lycée Jacques Decour fut celui de Claude Lalet, Tony Bloncourt, Egar Morin, Jean-Toussaint Desanti, Jean-Pierre Vernant... Un lycée résistant.

² Publication du Manifeste du C.N.E., présenté par Jacques Decour, article de Jean Blanzat dénonçant l'attitude collaborationniste de Montherlant, notes de François Mauriac et Jean Paulhan, critiques de livres par Jean Vaudal et Pierre de Lescure, Etudes sur la Philologie anglaise de Jacques Debu-Bridel, récit de la mort des otages de Châteaubriant.

¹ *Le premier, Le sage et le caporal, un roman, fut publié en 1930 chez Gallimard.*

LE CONGRES NATIONAL DE L'ANACR A LONS-LE-SAUNIER



FIDELITE A L'ESPERANCE

Du 5 au 7 octobre 2012, plus de 350 délégué(e)s Résistant(e)s et Ami(e)s de la Résistance, ainsi que participant(e)s et invité(e)s, se sont rassemblés au Théâtre de Lons-le-Saunier pour le congrès bisannuel de l'ANACR.

Un Congrès de l'ANACR, c'est un acte de fidélité à l'égard de celles et ceux qui s'engagèrent il y a trois quarts de siècle dans la lutte contre le fascisme, pour libérer la France de l'occupation nazie et du régime collaborateur à sa solde, et qui souvent firent le sacrifice de leur vie, succombant sous la torture, devant les pelotons d'exécution, dans les camps de concentration, lors des combats des maquis et des groupes armés urbains.

C'est aussi un acte de fidélité aux valeurs qui furent les leurs : l'esprit démocratique face à la dictature, l'humanisme antiraciste face à la barbarie raciste génocidaire, le patriotisme puisant aux sources de la République face au nationalisme xénophobe.

C'est, alors que s'éloigne inexorablement la période de la Résistance et que disparaissent celles et ceux qui en furent les combattant(e)s, un engagement de femmes et d'hommes, de générations ayant suivi celles des Résistants, à poursuivre leur combat.

C'est-à-dire le combat de la mémoire qui est aussi celui de la connaissance de l'Histoire, la lutte est au présent contre les résurgences du fascisme, le négationnisme de ses crimes passés afin de rendre «présentables» les héritiers de ceux qui mirent la France, l'Europe et le monde à feu et à sang, qui sont une menace contemporaine réelle.

En cela, le congrès de Lons-le-Saunier a tenu la promesse du mot d'ordre inscrit à son fronton : lutter pour «faire vivre les espoirs de la Résistance».

Louis CORTOT



Ci-dessus : Vue partielle de la salle du théâtre de Lons-le-Saunier lors de la séance solennelle d'ouverture...

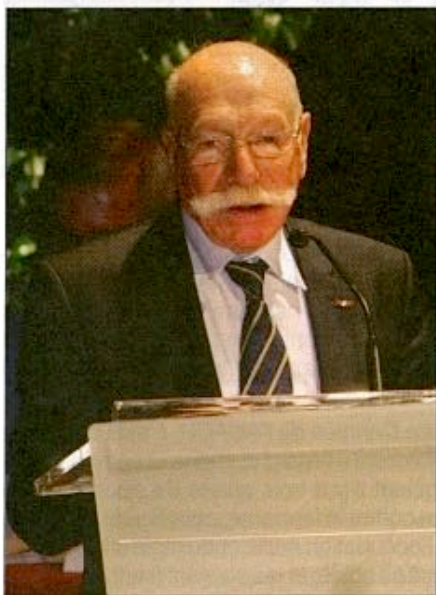
Ci-contre : Louis Cortot, Cécile Rol-Tanguy et Pierre Martin déposent, lors de la cérémonie patriotique devant le Monument de la Résistance, la gerbe de l'ANACR, en hommage aux Résistant(e)s et aux Français libres tombé(e)s dans la lutte pour libérer la France et vaincre le fascisme.

LA SEANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE

Près de 400 personnes, venues du Jura, de 56 autres départements et une Amicale Nationale, ont fait du congrès national de l'ANACR qui s'est tenu du 5 au 7 octobre 2012 à Lons-le-Saunier un moment important de transmission de la mémoire et des valeurs de la Résistance.

Ce vendredi après-midi 5 octobre, les délégués, participants et accompagnants prirent place à partir de 13h30 dans la salle du Théâtre de Lons-le-Saunier.

Le Bureau du Congrès



Puis à 14 h 15 Jacques Weiller monta à la tribune et, après avoir rappelé que, statutairement, les pouvoirs du Bureau National élu au congrès d'Agen en octobre 2010 prennent fin à l'ouverture de celui de Lons-le-Saunier, demanda aux délégués d'élire un Bureau du Congrès, chargé tout à la fois d'assurer son bon déroulement et la permanence de la direction de l'Association jusqu'à l'élection du nouveau Bureau national. Il soumit alors au vote les noms suivants, en précisant que leur présence au premier rang de la tribune se ferait par roulement tout au long des sessions du Congrès :

Louis CORTOT, Jean-Paul BEDOIN, Bruno CASSANAS, Edgard CASTERA, Sylvie DAEMS, Bernard DELAUNAY, Guy DESCHAMPS, Henriette DUBOIS, Robert FOREAU-FENIER, Anne FRIANT-MENDRÉS, Colette GAIDRY, Jean-Claude HERBILLON, Fernand IBANEZ, Jean MACHURON, Pierre MARTIN, Mireille MONIER-LOVIE, Anne-Marie MONTAUDON, Brigitte MORENO, Martine PETERS, Jean-Paul RIFFAULT, Alfred ROLLAND, Cécile ROL-TANGUY, Dany ROUYEYRE-VIGNETTES, Charles SANCET, Raymond SAULNIER, Christiane TARDIF, Jacques VARIN, Anne-Marie VICTOR, Jacques WEILLER, Nicole ZERLINE.

Ces propositions adoptées à l'unanimité, et les camarades et «Ami(e)s» désignés ayant

pris place à la tribune, **Louis Cortot**, Compagnon de la Libération, et **Pierre Martin**, Président sortants, sont portés à la présidence du congrès.

Louis Cortot déclare alors le congrès ouvert, puis il demande à Jacques Weiller d'inviter le congrès à élire les Commissions des Mandats et Candidatures, dont les présidences seront confiées respectivement à **Jean-Paul Riffault** et **Jean-Paul Bedoin** ; ces propositions sont acceptées à l'unanimité.

Par ailleurs sont désignées à l'unanimité les présidences des commissions d'Orientation (**Jacques Varin** et **Jacques Weiller**) et Transmission de la mémoire (**Bernard Delaunay, Colette Gaidry**).

A la mémoire des camarades disparus



Louis Cortot donna la parole à Jean-Paul Bedoin, qui évoqua avec émotion la mémoire de tous les camarades disparus dans tous les départements depuis le dernier congrès d'Agen et cita nommément ceux qui appartenaient aux organes nationaux de l'ANACR : Roger Belbéoch (Val-de-Marne), Matéo Blazquez (Landes), Célestin Chalme (Morbihan), Jean-Maurice Clavier (Bouches-du-Rhône), Michel Coppolani (Bouches-du-Rhône), Guy Faucher (Corrèze), Laurette Latour (Aveyron), Roger Lefèvre (Eure), Jean Mabic (Morbihan), Jean Marielle (Allier), Marinette Moulin (Savoie), Renée Quatremaire (Val-de-Marne), Camille Trébosc (Hérault, Libé-PTT), *membres honoraires du Conseil National*, Jean-Pierre Besse (Oise), André Houlbrecque (Seine-Maritime), René Liétard (Pas-de-Calais), Gérard Moutte (Vaucluse), *membres du Conseil National*, Roger Le Hyaric (Morbihan), Fernand Leriche (Val-de-Marne), *membres honoraires du Bureau national*, Franck Béziade (Yvelines), Claude Hallouin (Paris), Monique Jouanlanne (Rhône), *membres du Bureau national*, Lucien Volle (Haute-Loire), *Vice-président national*, Pierre Sudreau (Paris), *Président national*, Raymond Aubrac, André Carrel, Robert Galley, *membres du Comité d'honneur national*.

Les délégués se lèvent alors pour une minute de silence à la mémoire des disparus. Le *Chant des Partisans* et la *Marseillaise* s'élevèrent avec émotion.

Les invités

Les personnalités ayant annoncé leur présence sont alors invitées par Louis Cortot à prendre place au premier rang de la tribune : **M. Francis VUIBERT**, Préfet du Jura, **M. Jacques PELISSARD** député-maire de Lons-le-Saunier, **M. Christophe PERNY**, Président du Conseil Général du Jura, **M. Denis VUILLERMOZ**, Conseiller régional représentant Mme **Marie-Guite DUFAY**, Présidente du Conseil de la Région Franche-Comté, **M. Claude HENRY**, membre du Bureau National de l'Union Française des Associations de Combattants (UFAC), **M. Yves OPER**, directeur départemental de l'ONAC, **M. le lieutenant-colonel Dominique ORTIZ**, Délégué Militaire Départemental, **M. le Colonel Joël GLEIZON**, commandant le Groupement de Gendarmerie du Jura, **M. Jean-Marc MILVILLE**, inspecteur d'Académie du Jura.

Louis Cortot, après avoir remercié l'ensemble des personnalités présentes à la tribune, ainsi que celles présentes au premier rang de la salle – dont des Conseillers régionaux et généraux, maires et présidents départementaux d'associations – invite à prendre la parole **M. Francis VUIBERT**, Préfet du Jura, que des obligations vont conduire à devoir quitter tôt le Congrès, où il sera remplacé à la tribune par **M. Jean-Marie Wilhelm**, secrétaire général de la Préfecture.

M. Francis Vuibert, Préfet du Jura



Monsieur le Préfet Vuibert, après avoir salué les congressistes, lit le message adressé au Congrès par Monsieur **Kader ARIF**, Ministre délégué auprès du ministre de la Défense chargé des Anciens combattants

«*Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,*

«*Je tenais à vous dire à quel point je regrette de ne pouvoir être parmi vous aujourd'hui.*

«*Je suis en effet retenu à Paris, où je représente le ministre de la Défense, M. Jean-Yves Le Drian, pour une intervention devant les auditeurs de l'IHEDN et de l'INHESJ sur le thème de l'Europe de la Défense.*

«*J'aurais d'autant plus souhaité être à vos côtés que je n'ai malheureusement pas encore eu l'occasion de recevoir votre Président rue de Bellechasse.*

«Je corrigerais cette erreur dès que possible.

«Je tenais tout d'abord à vous adresser un message d'amitié.

«En tant que seule grande association de Résistants aujourd'hui à l'échelle nationale, je sais le rôle qui est le vôtre dans la préservation et la transmission de la mémoire de notre pays aux nouvelles générations.

«En me nommant à ce poste, le Président de la République et son Premier Ministre ont voulu adresser un message fort : celui d'abord d'un portefeuille ministériel pérenne, qui ne subira plus les soubresauts administratifs que vous avez malheureusement connus.

«Vous avez droit à un représentant qui défende les intérêts du monde combattant sur le long terme. Un ministre qui soit à votre écoute, et qui fasse siennes les revendications légitimes pour avancer sur le travail de mémoire, tout en garantissant des conditions de vie dignes à ceux qui se sont battus pour la France.

«Telle est ma mission. J'en suis honoré, et je la défendrai jusqu'au bout. Pilier incontournable du monde combattant, vous êtes les héritiers d'une grande histoire, celle de la Résistance. Vous avez réalisé un travail exceptionnel en inscrivant partout sur le territoire la mémoire que vous entretenez au quotidien.

«Je tiens par conséquent à ce que vous soyez des interlocuteurs privilégiés dans la période qui s'ouvre.

«Vous le savez, le cycle commémoratif dans lequel nous sommes, et qui ne cessera de s'intensifier dans les mois à venir, sera l'occasion d'un rassemblement de l'ensemble des citoyens.

«Ainsi, je suis particulièrement sensible à la conservation de la mémoire de la Résistance pendant la Seconde Guerre Mondiale. Car elle constitue l'une des composantes structurantes de l'Histoire collective de la France. Nous célébrerons l'année prochaine le 70^e anniversaire de la Création du Conseil National de la Résistance, le 27 mai 1943.

«En parallèle, je solliciterai le ministre de l'Education nationale afin que le CNR prenne toute sa place dans l'enseignement de l'histoire de la Seconde guerre mondiale.

«2013 sera l'année de l'hommage à la Résistance intérieure, et votre association sera plus que tout autre mobilisée pour transmettre aux nouvelles générations la connaissance de notre histoire commune, mais au-delà faire partager nos valeurs, les valeurs de la République.

«Pour réussir le défi qui est devant nous, je sais pouvoir compter sur votre association, qui réalise au quotidien un travail exceptionnel.

«Sachez que vous pouvez vous aussi compter sur moi.»

Remerciant M. le Préfet Vuibert pour sa présence et pour avoir délivré le message de M. le Ministre, souhaitant que sa rencontre avec l'ANACR ait lieu le plus tôt possible, Louis Cortot invite Fernand Ibanez à prendre la parole.

Fernand Ibanez, Co-Président de l'ANACR du Jura

«Mes Chers Camarades, mes Chers Amis de la Résistance

«Le vétéran de la Résistance qui a bien vieilli

et que je suis, atteint par l'âge et que le hasard de la vie de retraité a conduit dans le Jura, se fait l'interprète des camarades de l'ANACR du département en vous souhaitant la bienvenue à Lons-le-Saunier.

«Nous sommes honorés d'accueillir le congrès national dans le Jura, avec l'espoir que les débats qui s'exprimeront seront prometteurs et que la mémoire puisse se perpétuer encore de longues années avec celles et ceux des générations plus jeunes et amies de la Résistance.

«Le Jura fut une terre de résistance et de combats meurtriers contre les occupants de l'Allemagne hitlérienne. Les statistiques ne peuvent pas donner une idée du climat d'angoisse et de terreur que subirent les gens des villes et des villages durant les années noires de l'Occupation ni de l'honneur et de la douleur que laissèrent derrière elles les colonnes allemandes, la Gestapo et la Milice.

«Nous avons encore dans nos esprits de Résistants le rôle néfaste de celles et de ceux qui se vautrèrent dans la collaboration avec les nazis.



«71 communes du Jura ont été distinguées et décorées pour la place courageuse et combative prise par leurs habitants contre les actes barbares commis par les nazis ; 26 ont été décorées de la Croix de Guerre, l'une d'elles, Lons-le-Saunier, la ville qui nous accueille, fut l'objet d'une citation. Le Président de la République, Vincent Auriol, est venu à Lons-le-Saunier en 1950 pour rendre hommage, un hommage national, aux habitants de ces communes.

«Avec mes camarades de la Présidence et du Comité départemental, Jean-Claude Herbillon, Jean Machuron, Roger Pernaud, Robert Lanson, nous saluons toutes les personnalités de l'ANACR qui ont bien voulu nous faire l'honneur d'être présents à ce congrès, nous saluons également toutes les personnalités présentes qui ont bien voulu répondre à notre invitation.

«Le Jura fut une terre de Résistance, disais-je. Comment ne pas se souvenir, en ce jour de Congrès national de l'attitude héroïque durant la clandestinité des habitants d'une petite commune distante de quelques kilomètres de Lons-le-Saunier, de la commune de Villedieu qui est entrée dans l'histoire : Jean Moulin, le colonel Manhès, le général Delestraint, Lucie et Raymond Aubrac, Morandat, d'Astier de la Vigerie et d'autres personnages illustres de la Résistance ont été hébergés

dans une propriété des dames Bergerot, de Villedieu, dames merveilleuses de courage et d'abnégation patriotique. Dans la nuit noire de l'Occupation, au nez et à la barbe des nazis, un terrain à proximité du village fut utilisé pour les atterrissages et les envols d'avions pour Londres, avec à leur bord les plus hauts responsables de la Résistance, dont je viens de rappeler des noms prestigieux.

«Je ne veux pas vous faire le résumé de nos activités de l'ANACR, d'autres camarades pourront le faire lors des débats s'ils le souhaitent, mais je voudrais toutefois souligner à cette tribune combien la décision de créer les Amis de la Résistance ANACR fut décisive pour que la mémoire vive en hommage à nos valeureux camarades, la transmission de la connaissance de la Résistance, de ses buts, de ses valeurs a légitimé s'il le fallait encore le rôle des Amis de la Résistance de l'ANACR car sans eux, sa continuité irait rapidement à l'impasse.

«Je veux me référer à un article de mon camarade Jean-Claude Herbillon, co-président départemental et Ami de la Résistance, qui a joué un rôle déterminant dans l'organisation de ce congrès. L'article est paru dans le numéro de notre bulletin de la Résistance jurassienne de janvier 2011, je le cite :

«Dans un avenir, souhaitons le plus éloigné, les anciens Résistants, nos guides, nos références, vont nous quitter ; c'est une chance pour les Ami(e)s de les côtoyer, encore le plus longtemps possible, leur présence, leurs témoignages, devraient encourager un grand nombre d'Amis à nous rejoindre, ainsi, au contact des anciens Résistants, ils pourraient se former au travail de passeurs de mémoire et de transmetteurs des valeurs de la Résistance.»

«Même les plus jeunes aguerris aux techniques modernes de communication ont leur place à l'ANACR. Le Jura édite un bulletin de la Résistance Jurassienne ; on y trouve des rappels historiques, des chroniques bien documentées et nous le devons à nos jeunes Ami(e)s Garance Herbillon et Coline Auclair, que je veux féliciter devant le congrès, elles sont un exemple de dévouement et de talent.

«Chers Amis, mes Chers Camarades, nous n'échapperons pas aux lois du vieillissement naturel qui amoindrit nos rangs d'anciens Combattants volontaires de la Résistance, mais j'ai le sentiment que, tant que nous serons vivants et conscients, nous constituerons une force de témoignage, bien utile à nos Amis et à des titres biens divers. Je salue avec une réelle fierté l'engagement qu'ils ont pris pour que se perpétue la mémoire et la connaissance historique de cet événement unique dans son genre que fut la Résistance, et pour que la flamme et les lumières dont elle fut porteuse ne s'éteignent pas. Bon et instructif congrès à tous.»

Louis Cortot rappelle que le Jura est une terre de Résistance, et souligne que le comité de l'ANACR, qui s'attache à en perpétuer la mémoire, a déployé d'importants efforts pour accueillir notre Congrès national, méritant les remerciements de tous. Puis il donne la parole à M. Claude Henry au nom de l'UFAC.

M. Claude Henry
Administrateur de l'UFAC



«C'est pour moi un très grand honneur que de représenter le président de notre confédération, réélu hier lors de notre assemblée générale, Jacques Gougat Ce qui me permet de vous apporter les salutations de l'Union Française des Associations de Combattants et Victimes de Guerre, l'U.F.A.C. (...), de son bureau, de son conseil d'administration et à travers eux le salut fraternel d'un million d'anciens combattants et victimes de guerre que rassemblent dans leurs rangs nos 44 fédérations ou associations nationales. Une UFAC qui entend aussi, et vous le savez bien, entretenir des liens étroits et privilégiés avec 93 Unions Départementales auxquelles nous attache ce lien unitaire puissant, sans lequel toute action serait nécessairement stérile.

«Je veux vous assurer de l'appui sans réserves et de la coopération active de l'UFAC dans la réalisation de vos vœux, notamment en matière de reconnaissance et de défense de nos droits, comme dans les autres domaines de nos activités communes. Au moment où la mémoire vivante deviendra l'histoire, vous accomplissez un travail de mémoire remarquable auquel contribuent notamment ces grands témoins de notre histoire de France contemporaine que vous rassemblez. Vous avez un avocat précieux au sein du bureau exécutif de l'UFAC, en la personne de Jacques Weiller qui nous apporte la vision de la Résistance.

«Les anciens combattants et les victimes de guerre sont des citoyens qui, bien entendu, peuvent bénéficier de toutes les dispositions du droit commun, comme chacun de nos concitoyens, mais pour lesquels des mesures particulières sont accordées par ce droit à réparation que nous considérons comme fondamental et imprescriptible.

«Hier, en séance de clôture de notre assemblée générale à Paris, nous avons eu l'honneur de la présence de notre Ministre délégué auprès du Ministre de la défense, chargé des anciens combattants, Monsieur Kader Arif ainsi que de monsieur le Préfet Rémy Emfrun, directeur général de l'ONAC (...).

M. Claude Henry présente alors les grandes lignes du Projet de loi de Finances

2013 concernant les Anciens combattants «dans un contexte de nécessaire redressement des finances publiques», notant une diminution des crédits de 73 millions d'euros et soulignant que les points d'indice déterminant le montant de la retraite du Combattant ont été revalorisés, passant de 44 à 48.

Les autres «points clés» du budget évoqué sont la refonte du code des pensions militaires d'invalidité et de victimes de guerre, le développement de l'action sociale de l'ONAC, la modernisation de l'institut National des Invalides, une plus grande reconnaissance des OPEX, l'indemnisation des victimes des essais nucléaires, les grands anniversaires de 2014 (centenaire de 1914, 70^e anniversaire des débarquements et de la Libération), le lien armée-nation...

«Voici donc un projet de loi de finances qui n'annonce pas de grandes révolutions pour le monde combattant. Parmi nos nombreuses demandes, qu'en est-il ?

«Sont toujours sans réponse :

- Le règlement du problème du rapport constant. Les pensions et retraites du combattant sont en retard de 42,177%. Le rattrapage du retard de la valeur du point de pension militaire d'invalidité et le recalage incontestable du système dit "rapport constant", concerne la grande majorité des ressortissants de l'ONAC VG. En effet, le montant des pensions de guerre, hors guerre et victimes civiles de guerre, est conditionné par la valeur du point qui multiplié par leur indice détermine le montant de leur pension et celui de la retraite du combattant pour tous les titulaires de la carte (...). La valeur du point PMI... devrait être de 19,725 euros. Or, ce point de pension PMI n'était au 1^{er} janvier 2011 que de 13,87 euros, le retard enregistré étant donc de 5,87€ du point soit 42,177%. Les pensionnés de l'Etat et les titulaires de la retraite du combattant ne perçoivent donc qu'à peine 57% de ce qui leur est dû par l'Etat au titre du Droit à réparation.

- La refonte du code des pensions militaires d'invalidité. Comme point de départ, il s'agissait d'un toilettage. Aujourd'hui, nous en sommes rendus à une refonte. Il faut savoir, que les textes de cette refonte sont présentés aux représentants du monde combattant, de temps en temps, sans qu'aucune instance combattante n'ait été consultée. Un point important est particulièrement observé : il ne faudrait pas, dans

le cadre de cette refonte, que les blessures de guerre dont feraient l'objet les militaires de carrière, engagés dans les conflits actuels ou à venir, soit considérés comme des accidents du travail et relevant alors du code de la Sécurité sociale. Sont toujours absents du budget :

- Le plafond majorable des rentes mutualistes à 130 points,

- La revalorisation des pensions de veuves de guerre et de grands invalides,

- Le plafond de ressources au seuil de pauvreté français pour l'aide différentielle destinées aux conjoints survivants (ADCS) et que soit déduit de leurs ressources le montant du loyer et des pensions militaires d'invalidité,

- La mesure similaire à l'ADCS pour les anciens combattants les plus démunis...

- Le bénéfice de la campagne double aux anciens combattants en Afrique du Nord concernés, dans la stricte égalité de traitement avec les anciens combattants de l'Indochine, de la Corée...

- L'attribution de la carte du combattant aux militaires ayant séjourné 120 jours en Algérie à cheval sur la date du 2 juillet 1962.

- Le TRN à tous les réfractaires au Service du travail obligatoire (S.T.O.) durant la seconde Guerre mondiale,

- L'attribution de la carte du Combattant aux OPEX, à partir des mêmes critères que ceux utilisés pour les anciens combattants d'Afrique du Nord

- L'indemnisation des orphelins de guerre, et j'en passe...

«Toutes les légitimes demandes des ACVG demeurent nombreuses et ne sont pas exhaustives.

«Je voudrais vous lire, maintenant, la résolution concernant les Résistants et Réfractaires, résolution prise lors de l'assemblée générale de l'UFAC, en date des 4 et 5 octobre 2012 : "Il est grand temps de mettre en œuvre les mesures suivantes :

- "Reconnaissance de la qualité de Combattant Volontaire aux titulaires de la carte de Combattant Volontaire de la Résistance ou de la carte de combattant au titre de la résistance,

- "Attribution de droit de la carte de Combattant Volontaire de la Résistance aux titulaires de la Médaille de la Résistance ou de la Croix de Guerre au titre de la Résistance,

- "Délivrance d'une pièce de reconnaissance officielle aux Résistants ayant prouvé leur participation aux combats de la Libération mais





ne réunissant pas toutes les conditions exigées pour l'attribution de la carte du Combattant ou de la carte CVR.

La reconnaissance des services accomplis dans la Résistance, la défense des droits des Résistants sont inséparables du travail de mémoire, du respect de la vérité et du développement de l'esprit civique.

«L'Assemblée générale de l'UFAC, demande avec force, dans le cadre du droit imprescriptible à réparation, que soit attribué le Titre de Reconnaissance de la nation (TRN) aux titulaires du Titre de Réfractaire et formule la même demande pressante en faveur des Patriotes Résistants à l'Occupation titulaires de la carte de PRO, souhaite vivement une concertation rapide avec le Ministre délégué aux Anciens Combattants pour examiner les questions relatives aux droits des Résistants, des Réfractaires et des PRO, compte tenu de l'âge des intéressés.

«Tous ceux qui ont contribué à la Libération de la France, doivent obtenir des mesures rapides et concrètes de la part des Pouvoirs publics».

«En toute responsabilité, nous ne saurions transiger sur les orientations fondamentales que requiert le respect absolu du droit à réparation, tout en étant prêts à examiner, objectivement et de façon pragmatique, les évolutions qui peuvent être nécessaires en faveur du monde combattant.

«Sentinelle avancée du monde combattant, l'UFAC agira sur l'ensemble du territoire, fidèle à ses principes et à ses convictions, en liaison étroite avec ses associations nationales et ses unions départementales pour convaincre les élus, tous les élus, de la légitimité et du bien-fondé de nos demandes.

«Travailler ensemble, c'est pour l'UFAC affirmer la volonté unitaire de ses dirigeants, de réaliser les ambitions que nous partageons pour promouvoir le civisme, entretenir la mémoire collective, combattre tous les révisionnismes et condamner toutes les atteintes à l'honneur de chaque génération du feu. C'est aussi la volonté de développer une relation internationale solidaire en faveur de la paix et des libertés, si chères à nos cœurs.»

Louis Cortot remercie M. Claude Henry, en soulignant combien pour l'ANACR est précieux le soutien de l'UFAC à la demande d'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai, et en rappelant la communauté de vues entre l'Union et l'ANACR – qui

en est partie intégrante – sur les questions de la défense de la Paix, du Droit à réparation, des structures du Monde Combattant, en premier lieu de l'ONAC à la pérennité duquel nous sommes attachés dans ses différentes missions, dont son rôle mémoriel.

Puis il invite Jacques Varin à lire à la tribune le Rapport présenté par le Bureau National au congrès.

La lecture du Rapport

Avant d'entamer la présentation du Rapport, Jacques Varin donne des nouvelles de



Charles FOURNIER-BOCQUET, que ses problèmes de santé empêchent d'être présent à Lons-le-Saunier.

«Il y a quelques jours, samedi dernier, je rendai visite à Charles Fournier-Bocquet dans l'établissement médicalisé où il poursuit sa rééducation motrice après l'accident de santé dont il a été victime fin 2009.

«Rééducation motrice car, sur le plan intellectuel, Charles est toujours avide de lecture, de littérature, sur l'Histoire, sur la Résistance, dont nous parlons à chacune de mes visites. Et il a, comme lors de notre congrès précédent, pris sa part du travail collectif qui a abouti à la rédaction finale du Rapport que je vais vous présenter au nom du Bureau National.

«Charles Fournier-Bocquet est secrétaire général de l'ANACR depuis 58 ans, depuis sa fondation dans sa conception pluraliste qui reste aujourd'hui un fondement identitaire de notre Association.

«Avec Pierre Villon, avec Jacques Debu-Bridel, il a été l'un des principaux artisans de son développement et de son rayonnement.

«Alors que pour la seconde fois je le remplace à cette tribune, je tenais à rendre hommage à l'homme, au Résistant, au combattant de la mémoire et pour les valeurs de la Résistance qu'il reste aujourd'hui, même si ses forces physiques sont handicapées, à rendre hommage à l'ami de tous. Et je lui transmettrai le message d'amitié que, j'en suis sûr, notre congrès lui adressera.

«Ayons une pensée forte pour lui. En ce moment, il pense à nous.»

Puis Jacques Varin lit le Rapport du Bureau National, qui a été publié intégralement dans le n° du Journal de la Résistance «spécial Congrès» paru fin septembre 2012.

Après que la lecture du rapport a été accueillie par des applaudissements unanimes et nourris, Louis Cortot propose une courte interruption de séance.

M. Jacques Péliissard, député-maire de Lons-le-Saunier

«Vous priant de m'excuser pour mon arrivée tardive due à une réunion ce matin à Paris au Sénat en présence de M. le Président de la République, les Etats-généraux de la démocratie territoriale où je devais intervenir dans une table ronde, je vous souhaite la bienvenue à Lons-le-Saunier.

«Dans notre tradition républicaine, le rôle du maire, c'est de présenter sa ville, je n'y failirai pas.

«Lons-le-Saunier est une petite ville, mais la vraie capitale du Jura, avec un rôle commercial, un rôle administratif, un rôle politique.

«Lons est aussi une ville historique, où manifestement il fait bon vivre depuis longtemps, puisqu'on y a retrouvé les traces d'un... dinosaure y ayant vécu il y a 214 millions d'années. Bien plus près de nous, c'est une ville qui a continué à prospérer à l'époque romaine, on a retrouvé au fond d'une piscine de cette époque le plus grand gisement d'entailles de chatons de bagues d'Europe, puisque déjà on en perdait dans les piscines.

«C'est aussi une ville industrielle. Tous vous avez consommé ou consommerez des produits fabriqués à Lons-le-Saunier. Vous connaissez tous «la Vache qui rit» de la société Bel, elle a sa maison natale à Lons, il y a aussi les produits Meynier. Chaque année, un million de tonnes de fromage fondu est envoyé partout en France, en Europe et à travers le monde ; et je citerai encore l'activité de la lunetterie de haute gamme, une fabrique de baby-foot...

«Et puis, Lons est une ville de symbole. C'est à Lons-le-Saunier qu'est né Rouget de L'Isle, l'auteur de notre hymne national, la Marseillaise, qui a retenti depuis partout dans le monde où les hommes luttèrent pour leur liberté, y compris jusqu'à notre époque, de la Place Tian An Men aux rues de Santiago du Chili.

«Cela a été aussi un chant de résistance, de la Résistance, qui a été chanté jusque dans les camps de concentration. «La Marseillaise» a beaucoup été chantée dans le Jura, terre de Résistance depuis juin 1940, quand notre département a été coupé en deux par la ligne de démarcation. Les premiers actes de la Résistance ont été ceux des passeurs qui ont fait passer en zone sud alors non occupée des

prisonniers évadés, des Juifs, puis ensuite des aviateurs alliés abattus, des Résistants de zone nord pourchassés, des Alsaciens-Mosellans refusant d'être appelés dans la Wehrmacht.



«Le Jura et Lons ont eu un rôle essentiel dans le domaine de la presse clandestine de la Résistance. C'est à Lons-le-Saunier qu'en contact avec le groupe Combat à Lyon, les frères Louis et Jean Larceneux ont mis en place un véritable réseau d'imprimeurs et de distribution de journaux tels Combat, Franc-Tireur, Témoignage Chrétien, L'Humanité, Libération...

«Il y a eu aussi les sabotages, la sensibilisation de la population à la nécessité de lutter contre l'Occupant nazi, des réceptions de parachutages.

«Nous avons été aussi une terre d'accueil de clandestins parmi les plus illustres qui partaient vers Londres ou en revenaient, tels Jean Moulin, Raymond et Lucie Aubrac, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Vincent Oriol, qui sont passés à Lons avant de se rendre sur le terrain d'envol Orion à Bletrans. Simples habitants, fonctionnaires, certains gendarmes même ont apporté leur concours à leur accueil et à leurs passages.

«Et puis la Résistance s'est levée en masse. J'évoquerai ce qui s'est passé à Lons dans la nuit du 24 au 25 août 1944. A la même date que Paris, et sans attendre les armées libératrices qui étaient encore au niveau de Lyon, Lons s'est, alors que les Allemands occupent encore Bourg-en-Bresse, libérée avec le concours de toutes les forces de la Résistance jurassienne réunie. L'esprit de Résistance est au cœur de l'esprit jurassien.

«Nous avons tous à assumer un authentique devoir de mémoire, et j'ai reçu à plusieurs reprises les responsables de votre comité jurassien de l'ANACR et entendu leurs suggestions. Nous avons mis en place dans le Hall de la mairie une plaque avec la citation accompagnant la Croix de Guerre que Lons a reçue pour faits de Résistance, nous avons donné à une rue de la ville le nom des «Frères-Larceneux» en hommage à leur rôle dans la Résistance.

«Chaque 25 août, nous allons - les autorités et les Associations - à travers la ville sur les lieux des combats, là où des Résistants sont tombés, rendre hommage à ceux qui se sont battus pour notre liberté.

«La Résistance, c'est aussi un état d'esprit. Merci de la faire vivre, bon congrès à Lons-le-Saunier.»

M. Christophe Perny, Président du Conseil Général du Jura

«Je suis heureux que votre congrès national se tienne à Lons-le-Saunier. C'est un plaisir mais c'est aussi un travail, et je voudrais saluer MM Herbillon, Ibanez, Machuron, et toutes celles et ceux qui les entourent, qui ont beaucoup donné pour la préparation de ce congrès comme ils donnent beaucoup de leur temps pour la transmission de la mémoire de la Résistance.

Le Jura est connu pour un certain nombre de saveurs, d'industries diverses. Le Jura est connu pour un vin célèbre, le vin jaune, c'est le morbier, le comté... Il y a des industries, telle la lunetterie, présente à Lons-le-Saunier mais aussi dans tout le Haut-Jura, c'est le tourisme varié en toutes saisons, mais bien sûr avec une spécificité au moment de l'hiver.



«C'est aussi un département industriel, qui comme les autres a connu des difficultés, mais où naissent de nouvelles activités ; l'une me tient particulièrement à cœur, c'est l'aéroport de Dôle-Jura.

«Et le Jura, c'est le département de Rouget de l'Isle, celui aussi de Louis Pasteur...

«C'est un honneur d'être là devant vous, à travers ce que vous représentez car au-delà des actes de Résistance dont vous allez parler, nous avons, nous élus mais plus globalement les citoyens, un devoir de mémoire ; et je suis particulièrement attaché à ces rendez-vous durant toute l'année où l'on rend hommage à celles et ceux qui ont donné leur sang, leur vie à la France.

«Je suis attaché à cette notion de Nation, que l'on a parfois galvaudée et que certains ont voulu s'accaparer, notion qui me semble importante à mes yeux d'homme attaché aux valeurs de la République, et qui me semble nous permettre de retrouver ces valeurs qui étaient vôtres dans les combats que vous avez menés pour la liberté, valeurs que vous perpétuez aujourd'hui, ces valeurs de la Résistance qui sont celles de la République : Liberté, égalité et fraternité.»

M. Denis Vuillermoz, Vice-Président du Conseil régional de Franche-Comté

«La Franche-Comté est fière et heureuse de vous accueillir aujourd'hui à Lons-le-Saunier. Madame Marie-Guite Dufay, Présidente du

Conseil régional, qui n'a pu être présente et vous prie de l'excuser, m'a demandé de la représenter.

«Franche-Comté, terre d'histoire et terre de résistance depuis des lustres : aux armées romaines, aux conquérants français de Louis XIV, contre les envahisseurs allemands de 1870 (résistance de Belfort), et contre ceux nazis de 1940. Notre devise «Comtois rends-toi, nenni ma foi» illustre cet esprit de résistance.



«Nombreux sont les Résistants qui n'ont pas accepté la défaite, l'occupation, la perte des libertés démocratiques, le pillage économique. Nombreux aussi sont ceux qui ont été déportés, fusillés, massacrés : les carrefours, places et rues de nos communes témoignent avec les monuments érigés à leur mémoire de la barbarie dont ils furent victimes et de leur sacrifice.

«Les Résistants ont sauvé l'honneur de la France en participant à la libération du sol national aux côtés des troupes alliées, ils ont préparé la restauration de la démocratie et les grandes réformes de l'immédiat après-guerre avec le Programme du CNR. Ces valeurs qui ont guidé votre engagement sont d'une brûlante actualité.

«Passeurs de mémoire, gardiens des valeurs républicaines, soyez remerciés pour votre engagement auprès des jeunes générations, dans les débats au sein des lycées pour le Concours de la Résistance et de la Déportation.

«Je terminerai en citant le Résistant Henri Noël s'adressant à ses juges allemands : «Je veux vous dire, moi aussi que je ne nourris aucune haine à l'égard de votre pays, mais c'est bien encore l'un des vôtres, Fichte, qui disait à la jeunesse allemande lors de l'occupation napoléonienne : «devant l'occupant, restez dignes et résistez».

«C'est simplement ce que nous avez fait. Je vous souhaite un congrès riche et fraternel.»

«Après avoir à nouveau remercié le Conseil régional, le Conseil général et la mairie de Lons-le-Saunier pour leur aide à la tenue de ce congrès, Louis Cortot déclare levée la séance d'ouverture.

La cérémonie patriotique

Les délégués se rendirent à 18 heures au Monument de la Résistance, pour, en présence des autorités civiles et militaires, la cérémonie d'hommage à tous les Résistants tombés dans la lutte, d'hommage à la Résistance.

Ils furent ensuite reçus au Carcom où Monsieur le maire donnait une réception en leur honneur.

JOURNEE DU SAMEDI : COMMISSIONS ET SEANCE PLENIERE

Les travaux de commissions



Le samedi matin se sont déroulés les travaux des deux **Commissions** : dans la salle du Congrès, celle d'**Orientation**, animée par Jacques Varin et Jacques Weiller, avec un moment spécifique consacré aux questions du Monde Combattant, et, dans la salle voisine du Carrefour de la Communication (Carcom), celle consacrée à la **Transmission de la Mémoire**, animée par Bernard Delaunay, assisté de Jean-Paul Bedoin, Colette Gaidry, Alfred Rolland et Raymond Saulnier.

Les travaux de ces deux commissions, qui ont rassemblé chacune de 100 à 150 participants, sont évoqués par leurs rapporteurs lors de la séance de clôture, avec la présentation des résolutions qui en émanent.

Le Souvenir...

En fin de matinée, à l'issue des travaux des Commissions le matin, une délégation de la Présidence du Congrès conduite par Pierre Martin, accompagnée de nombreux délégués et porte-drapeaux, s'est rendue devant les monuments et stèles en hommage à Rouget de l'Isle, au général de Gaulle et aux déportés.

L'après-midi, une délégation de la Présidence du Congrès, conduite par Louis Cortot, s'est rendue sur le terrain Orion, lieu d'envols et d'atterrissages clandestins.

Séance de l'après-midi

La séance est ouverte à 14 h 15 sous la présidence de **Pierre Martin**.



En introduction, Jacques Varin invite les participants à la Commission à intervenir sur le rapport présenté la veille, à faire part des expériences de leurs comités départementaux...

La discussion

Compte-tenu d'un ordre du jour chargé, commence alors une relativement brève discussion à la quelle prennent part notamment **Michel Amaulric** (Côte-d'Or), **Max Barbancey** (Alpes-Maritimes), **Jacqueline Bouvet-Neplaz** (Haute-Savoie), **Katherine Le Pors** (Morbihan), **Jean Lovie** (Drôme), **Bernard Neplaz** (Haute-Savoie), **Marius Papi** (Corse-du-Sud), **Martine Peters** (Isère), **Dany Rouveyre-Vignettes** (Lozère), et d'autres camarades qui ne se sont pas identifiés au début de leur intervention.

La discussion a essentiellement porté sur le retard des mentalités, sur le 27 mai, sur le pluralisme, sur le fonctionnement de l'ANACR, sur la nécessité de perpétuer dans une ANACR où aujourd'hui les Ami(e)s de la Résistance sont la majorité des adhérents l'atmosphère de fraternité qui a caractérisé l'ANACR quand elle était exclusivement composée de Résistant(e)s, sur la nécessité de privilégier la nécessaire critique constructive pour avancer sur l'acrimonie stérile, sur la préoccupation qui doit être permanente du recrutement notamment de jeunes, sur les relations de l'ANACR avec les autres structures de mémoire, sur ce que fut l'affaire Speidel, cet ex-général nazi qui fut un temps placé à la tête du commandement ouest-européen de l'OTAN...

Puis, avant de demander à **Nicole Zerline**, Trésorière nationale sortante de présenter le Rapport financier, Pierre Martin annonce la présence dans la salle du congrès de **Raphaël Vahé**, Président de l'A.R.A.C., et de **Bernard Besson**, représentant M. Guy Darmanin, Président de la F.N.A.C.A., qui sont appelés tous deux à prendre place à la tribune.

Le rapport financier



« Avant de vous présenter ce rapport, je vous demande d'avoir une pensée particulière en souvenir de Franck Béziade, notre trésorier national disparu l'an passé.

« Statutairement, il revient au Trésorier national de vous informer de la situation financière de l'Association, et de formuler quelques observations voire des propositions en vue de notre futur.

« En préalable, je vous rappelle qu'un cabinet d'expertise-comptable, donc extérieur à l'association, tient la comptabilité du siège national depuis l'exercice 1999. Son travail consiste à suivre notre comptabilité dans le respect des nouvelles normes, et à veiller à ce que chaque dépense corresponde à une pièce justificative, à établir les documents légaux annuels. Un autre cabinet d'expertise-comptable effectuée dans le Lot-et-Garonne un travail identique pour le Centre Delestraint-Fabien.

« Le travail de ces deux cabinets d'experts comptables est contrôlé et certifié par un officiel Commissaire aux comptes.

« A ces professionnels s'ajoute la Commission Nationale de Contrôle Financier, que vous avez élue au Congrès d'Agen. Elle vérifie le travail des experts et commissaires, aussi porte appréciation sur la gestion de l'Association et si besoin donne des conseils pour l'améliorer. Vous entendrez son rapport dans quelques instants.

« Cette Commission, présidée par Claude Andrieu, comprend 5 membres de l'ANACR dont 4 experts-comptables en retraite ou en activité.

« Les chiffres essentiels que je vais citer ne sont donc dus au Trésorier, mais émanent des différents professionnels qui concourent à la bonne tenue de nos comptes.

« Tout d'abord, une précision, les comptes que nous devons déclarer annuellement à l'administration fiscale sont ceux cumulés du Siège, c'est-à-dire - au sens strict du terme - de notre Association, et ceux du Centre de soins de suite et de réadaptation Delestraint-Fabien, puisqu'aussi bien ce Centre nous appartient.

« Je précise encore que le Centre Delestraint-Fabien, dont la qualité des soins mais aussi la gestion sont sous le contrôle de la DRASS et de l'Agence Régionale de Santé, est un établissement à but non lucratif, participant au service public hospitalier et dont la gestion est strictement séparée de celle de l'ANACR et nous n'en tirons évidemment aucun bénéfice (...).

« Nous tenons à disposition de tout adhérent, qui souhaiterait se les voir communiquer dans le détail, les comptes cumulés du Centre et du Siège, ils seront publiés dans le 1^{er} numéro du 1^{er} trimestre 2013, mais aujourd'hui je vais surtout m'attacher à vous présenter ceux du Siège, c'est-à-dire ce qui est pour nous l'ANACR nationale au sens associatif strict :

* « EN 2010, LE COMPTE DE RÉSULTAT se résumait par les chiffres suivants : **DES PRODUITS POUR 297 429 €** (dont cotisations et timbres : 122 662 €, Bons de soutien : 76 277 €, Dons : 1 550 €, Ventes de livres, DVD, agendas, etc. : 16 094 €, participation du Journal de la Résistance aux frais de fonctionnement du siège : 18 913 €, participants au congrès : 39 777 €, subventions pour congrès d'Agen : 14 000,00 €, Produits financiers : 6 558 €, Produits exceptionnels : 56 €) et **DES CHARGES POUR 349 241 €** (dont salaires et charges sociales pour 51 461 €, honoraires experts-comptables et commissaire aux comptes :



36 801 €, frais de bureau, de réunions et congrès : 164 764 €, subvention d'équilibre au *Journal de la Résistance* : 84 000 €, Achats divers : 8 143 €, Amortissement du matériel : 2 119 €, impôts et taxes : 1 224 €, charges exceptionnelles : 729 €) **«Le résultat 2010, année de congrès, a donc été déficitaire de 51 812 €.** Nous avons en 2010 reçu 6 160 € pour la rénovation du siège national, que nous avons soigneusement conservés pour payer les travaux mais que la loi nous fait obligation de porter en recettes, ce qui ramène officiellement le déficit à 45 652 €.

***«EN 2011, LE COMPTE DE RÉSULTAT** se résumait par les chiffres suivants : **DES PRODUITS POUR 251 102 €** (dont Cotisations et timbres : 113 164 €, Bons de soutien : 69 171 €, Ventes de livres, DVD, agendas, etc. : 11 890 €, participation du *Journal de la Résistance* aux frais de fonctionnement du siège : 19 399 €, participants aux stages, Journées d'étude, Conseil National : 5 812 €, Dons de comités disparus : 24 997 €, Produits financiers : 6 669 €) et **DES CHARGES POUR 273 457 €** (dont salaires et charges sociales pour 50 965 €, honoraires experts-comptables et commissaire aux comptes : 37 746 €, frais de bureau, de réunions, assurances, courrier : 115 912 €, subvention d'équilibre au *Journal de la Résistance* : 63 000 €, Achats divers : 2 484 €, Amortissement du matériel : 1 937 €, impôts et taxes : 1 413 €).

«Le résultat 2011 a donc été déficitaire de 22 355 €. Précisons que nous avons reçu en 2011, au titre de la souscription nationale pour la rénovation du siège, 30 965 €, que la loi nous oblige à porter en recette, ce qui nous rend officiellement bénéficiaires de 8 610 €.

«Pour en revenir à cette souscription pour la rénovation du siège, nous avons reçu de comités locaux, départementaux et d'adhérents un total de 37 575 €, qui couvrent grosso modo les travaux déjà effectués d'isolation, de changement des fenêtres, de réfection totale de la plomberie, de mise en conformité totale du réseau électrique interne particulièrement vétuste. Il reste à effectuer les travaux de peinture, pour lesquels il nous manque encore 8 620 €.

«Remerciant chaleureusement les Comités locaux et départementaux ainsi que les adhérents qui nous ont déjà apporté leur concours, nous nous permettons de solliciter - notamment

auprès de ceux qui n'ont pas participé et qui seraient en mesure de pouvoir le faire - un dernier effort.

«Nous pouvons remercier les trésoriers bénévoles de tous nos comités, départementaux et locaux.

«Pour autant, il faut convenir que l'érosion naturelle de nos rangs due à l'âge des Résistants et d'une partie des Ami(e)s rend déjà et rendra encore plus à terme notre situation financière difficile.

«Nos dépenses générales diminuent peu voire augmentent suivant la courbe ascendante des prix, alors que nos rentrées de cotisations diminuent. Or, nous ne pouvons nous permettre d'être déficitaires chaque année. Concernant 2013, à nouveau, nous ne souhaitons pas augmenter le montant des cotisations - augmentation qui lors du congrès d'Agen en 2010 avait été explicitement annoncée pour... 2012 ! - ni celui de l'abonnement au "Journal de la Résistance".

«Nous examinons comment réduire les frais de gestion et de fonctionnement du siège national : plusieurs options sont à l'étude mais la tâche est difficile. Il reviendra à la Direction nationale élue à ce congrès de réfléchir à ce sujet et de rechercher comment accroître nos ressources.»

Puis **Edgard Castera**, présente le rapport de la Commission Nationale de contrôle financier : *«La Commission Nationale de Contrôle Financier de l'ANACR s'est réunie le 11 septembre 2012 au siège de l'Association, 79 rue Saint-Blaise, Paris 20^e, avec pour ordre du jour l'examen des comptes arrêtés au 31 décembre 2011, en regard de ceux arrêtés au 31 décembre 2010.*

«La Commission a pu entendre les explications et les réponses à nos questions de la part du cabinet d'expertise-comptable SOFRAGECO, qui a tenu la comptabilité et dressé le bilan, et du commissaire aux comptes COEXCO, qui l'a vérifié. Précisons que la comptabilité du Centre Delestraint-Fabien est assurée par un cabinet d'expertise comptable d'Agen, le Cabinet Barouh.

«Nous rappelons que la comptabilité de l'Association comprend le bilan et le compte de résultat du siège, le bilan et le compte de résultat du centre Delestraint-Fabien et que la commission doit se prononcer sur un bilan consolidé regroupant les deux entités.

«L'ensemble de ces documents a été

contrôlé par le Commissaire aux Comptes. Ce dernier a certifié leur régularité et leur sincérité et estimé qu'ils donnaient une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à fin 2011(...).

«L'examen des comptes cumulés de l'ANACR, nous a permis - disent les Commissaires - de constater que la gestion était rigoureuse et adaptée strictement aux besoins de l'Association, que les comptes présentés étaient une image fidèle de la situation financière de l'ANACR.

«La Commission attire à nouveau l'attention des congressistes sur les conséquences de l'évolution des effectifs, des risques financiers qui en découlent et de la nécessité de renforcer les ressources stables et équilibrées.

«La Commission souligne la qualité des moyens mis en œuvre pour assurer une gestion financière saine et rigoureuse.

«En conséquence, la Commission invite les congressistes à approuver les comptes qui lui sont présentés.»

Après une courte discussion portant notamment sur la question récurrente des reçus fiscaux, dont il est rappelé qu'ils ne peuvent être délivrés que par les comités départementaux ou locaux, s'ils ont des statuts déposés et obtenu le statut d'Association d'intérêt général, sur la nécessité de proposer systématiquement le *Journal de la Résistance* à tous les adhérents, en particulier aux nouveaux, sa lecture étant une nécessité, le rapport de trésorerie et le rapport de la Commission de contrôle sont votés à l'unanimité, et quitus est donné aux Trésoriers.

Le Centre Delestraint-Fabien

Pierre Martin appelle ensuite à la tribune **Mme Hélène Malecha**, directrice du Centre Delestraint-Fabien.



«Il y a un peu plus de 67 ans, le 25 mai 1945, était inaugurée à Penne-d'Agenais, dans le Lot-et-Garonne, au Château de Ferrié, une «Maison» où des Anciens Combattants de la Résistance, blessés lors des combats de la Libération, sortis des prisons et des camps où certains avaient été torturés, épuisés par les privations et le stress de la vie clandestine, vont - parfois accompagnés de leur famille - venir, pendant deux ou trois mois selon leur état, reconstruire leur santé (...).

«Pendant près d'une trentaine d'années, le Centre va se définir comme un Centre de repos et de convalescence, accueillant - surtout à ses débuts - pour l'essentiel des anciens Résistants et leurs familles, et en priorité des membres de l'ANACR (...).

«En 1976, le Centre Delestraint-Fabien devient... un Centre de soins de suite et de réadaptation, conventionné PSPH, c'est-à-dire Participant au Service Public d'Hospitalisation et bénéficiant à ce titre d'une dotation annuelle de fonctionnement de la part de l'administration de la Santé, qui contribue de manière notable à son budget. Avec en contrepartie l'insertion du Centre dans l'offre régionale de santé en matière de soins de suite, et le contrôle exercé par la Ddass et l'ARH – aujourd'hui l'Agence régionale de Santé (ARS) – tant dans le domaine de la qualité des soins que dans celui de la gestion.

«Le Centre Delestraint-Fabien, intégré dans une Fédération Hospitalière (FEHAP) regroupant des établissements du même type à but non lucratif, désormais ouvert à tous les assurés sociaux sur dossiers médicaux, la nécessité de le moderniser va devenir de plus en plus évidente. - Le Château de Ferrière étant devenu vétuste et inadapté.

«Cela va conduire à partir du milieu des années quatre-vingt au développement d'une réflexion débouchant, dix ans plus tard, sur la construction d'un nouveau Centre, moderne, bénéficiant des équipements nécessaires, dispensant des soins de qualité, offrant un cadre agréable aux patients, qui est celui que nous connaissons aujourd'hui et qui fut inauguré en 1998...

«Le Centre actuel comporte 60 lits, répartis dans 52 chambres simples et 4 chambres doubles, toutes de plain-pied. Il est implanté dans un Parc de 12 ha ombragé (...). En termes d'équipements, le Centre dispose d'une salle de kinésithérapie, d'un bassin de balnéothérapie et d'une salle d'ergothérapie.

«Les soins sont assurés en permanence, 24h/24 et 7j/7, par les médecins du Centre - l'un à plein temps, l'autre à mi-temps et, s'ils ne sont pas là (vacances, maladie...), soit par

un médecin remplaçant, soit par les médecins du canton qui assurent des permanences dans le cadre d'une convention (...), qu'assiste un personnel de santé conséquent (cadre infirmier, infirmières, aides-soignant(e)s, kinésithérapeute, ergothérapeute, psychologue...).

«En 2011, la durée moyenne de séjour a été de 24 jours. Il y a eu 788 entrées dans l'année, ce qui représente une moyenne de 52,05 lits par jour ; soit un taux d'occupation de 86,76%.

«L'essentiel des patients provient du Lot-et-Garonne ainsi que des départements limitrophes du Tarn-et-Garonne et du Lot, mais tout patient adressé par l'intermédiaire d'un établissement de santé ou d'un médecin traitant, et bénéficiant d'une prise en charge de la Sécurité sociale, peut, si son dossier médical le justifie et dans la limite des places disponibles, être accueilli au Centre.

«Le Centre Delestraint-Fabien est la propriété de l'ANACR, dont le Bureau National est représenté sur place par un Conseil exécutif de 4 membres, tous à la fois dirigeants départementaux et nationaux de l'Association (...). Existe aussi un Conseil de Gestion, placé sous la présidence du Président national de l'ANACR...

«Œuvre sociale à but non lucratif de l'ANACR, le Centre Delestraint-Fabien est directement issu des préoccupations sociales exprimées par le Programme du Conseil National de la Résistance et mises en œuvre à la Libération (...). C'est grâce à l'engagement de l'ANACR... que le Centre a un présent et un avenir.

«Bien sûr, cet avenir est aussi conditionné par l'évolution – à bien des égards préoccupante – de la politique de santé des Pouvoirs publics. C'est dire que, plus que jamais, le Centre Delestraint-Fabien doit être partie prenante de la bataille de l'ANACR pour maintenir vivantes, et prises en compte par les responsables poli-

tiques, économiques et sociaux, les aspirations humanistes et de solidarité qui inspirèrent, il y a 67 ans, les Résistants qui le créèrent et dont les Ami(e)s de la Résistance sont les héritiers.

«En tant que Directrice du Centre Delestraint-Fabien, cette bataille est aussi la mienne».

Après quelques questions sur le Centre Delestraint-Fabien, sur ses modalités d'admission (prescription médicale, prise en charge sécurité sociale, âge minimum de 18 ans) ou sur la moyenne d'âge des patients reçus (75 ans), Pierre Martin, remercie Madame Malecha pour son exposé et son travail à la Direction du Centre.

Salutations et messages

Pierre Martin invite ensuite les invités à s'adresser aux congressistes. Prennent successivement la parole **Raphaël Vahé**, Président de l'A.R.A.C., **Bernard Besson**, vice-président départemental de la FNACA, **Pascal Hugonnet**, Président du Comité régional de Franche-Comté de l'Amicale de Neuen-gamme, **Jean Curial**, Président du Comité régional Rhône-Alpes de la même amicale.

Puis sont lus les messages de **Robert Moullière**, Président de l'ANCAC, de **Robert Créange**, Secrétaire général de la FNDIRP, de **Jacques Vistel**, Président de la Fondation de la Résistance, de **Marie-Jo Chombart de Lauwe**, Présidente de la Fondation de la Déportation, de **l'Amicale des Anciens Guérilleros espagnols en France (FFI)**, d'**Irène Kotomkina**, porte-parole de l'Association des Anciens Combattants russes dans la Résistance française «Combattant volontaire», de **Jules Stoffels**, au nom de l'Association des Combattants Volontaires luxembourgeois de la Résistance française.

Pierre Martin lève la séance à 17 heures 30.

DÉLÉGATIONS DU CONGRÈS DEVANT LES MONUMENTS DU SOUVENIR



C'est désormais une tradition pour les participants aux congrès de l'ANACR que d'envoyer des délégations rendre hommage devant les monuments et stèles ou sur les lieux de mémoire à celles et ceux qui combattirent et souvent tombèrent pour la liberté. Une tradition respectée à Lons-le-Saunier où, dès la fin des réunions de commissions le samedi 6 octobre en fin de matinée, une nombreuse délégation, conduite par Pierre Martin avec plusieurs membres du Bureau du Congrès – dont Anne Friant-Mendrés, Mireille Monier-Lovie, Brigitte Moreno, Martine Peters, Jean-Paul Riffault, Dany Rouveyre-Vignettes... – et accompagnée de nombreux drapeaux, se rendit pour y déposer des gerbes successivement au pied de la statue de Rouget de l'Isle, l'auteur natif de Lons-le-Saunier de notre hymne national, la Marseillaise, que chantèrent tant de Résistants avant d'être fusillés par les nazis, au monument à la Déportation, que connurent aussi nombre de Résistants, et à la stèle rendant hommage au Général de Gaulle.

L'après-midi, une imposante délégation de congressistes conduite par Louis Cortot, Président et Compagnon de la Libération, avec d'autres membres du Bureau du Congrès – Anne-Marie Montaudon, Jean-Paul Riffault... – s'est rendue sur les lieux des atterrissages et envois clandestins en provenance de et vers Londres, où transitèrent notamment Jean Moulin, le Général Delestraint, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Pascal Copeau, le colonel Manhès, Yvon Morandat, Maurice Bourgeois-Maunoury, Vincent Auriol, Raymond et Lucie Aubrac, Albert Gazier, Henri Fenay, Jacques Lecompte-Boinet, Emile Bollaert, Marc Rucart...

La délégation, accueillie par les maires des différentes communes, des témoins et des historiens, s'est notamment arrêtée à Villevieux, dans le Parc de la propriété des sœurs Bergerot où étaient hébergés dans l'attente du départ les clandestins – dont Jean Moulin – ainsi que les arrivants de Londres, puis elle se rendit sur le terrain Orion, situé sur la commune de Cosges, à la stèle implantée en limite de Nance, et au monument commémoratif situé à Bletterans et où sont inscrits le noms des pilotes des avions qui se posèrent là et ceux des personnalités qui les empruntèrent. A Bletterans, en présence des élus, des personnalités civiles et militaires, des représentants d'Associations du monde Combattant, fut inaugurée par Louis Cortot, Elisabeth Aubrac et M. Perrodin, maire, une plaque reproduisant sur une carte les vols clandestins entre la France et l'Angleterre. L'ANACR nationale et l'ANACR du Jura déposèrent des gerbes.

LA SEANCE SOLENNELLE DE CLOTURE

Les rapports des commissions

La séance est ouverte à 9 h 15 sous la présidence de **Louis Cortot**, qui donne aussitôt la parole pour le compte-rendu de la **Commission des mandats** à **Jean-Paul Riffault** :



«Le 5 octobre 2012, 49 Résistants (70 de moins qu'à notre dernier congrès national à Agen), 189 Amis, 19 accompagnants, 69 participants et 4 invités de délégations départementales ont retiré à l'accueil leur badge pour le Congrès. Se joignant à eux, une cinquantaine d'invités nationaux (personnalités officielles, parlementaires, représentants d'Associations nationales) et du Jura (Conseillers régionaux et généraux, maires, présidents ou représentants des Associations du monde combattant), ce sont plus de 350 personnes qui prennent place sous la présidence de Louis Cortot dans le théâtre de Lons-le-Saulnier à partir de 14 heures. Notre Commission n'a pu évidemment prendre en compte les personnes qui ne sont venues que ce matin pour la séance de clôture.

«Les congressistes viennent de 56 départements et d'un mouvement de Résistance, Libération-PTT. 26 départements ne sont représentés que par des Amis.

«Les 49 Résistants représentent 27 départements et un mouvement de résistance, Libération-PTT. 11 d'entre eux viennent du Jura, 3 de l'Isère. Les départements des Alpes-Maritimes, de l'Aube, des Bouches-du-Rhône, de la Corrèze, de la Haute-Garonne, du Lot-et-Garonne, du Rhône, de la Haute-Savoie et de Paris sont représentés chacun par 2 Résistants. 16 départements - l'Ardèche, la Côte d'Or, les Côtes d'Armor, la Dordogne, l'Indre-et-Loire, le Loir-et-Cher, la Loire-Atlantique, la Lozère, le Nord, le Puy-de-Dôme, la Haute-Saône, la Savoie, la Seine-Maritime, la Haute-Vienne, l'Yonne, les Hauts-de-Seine - et un mouvement de résistance, Libération-PTT sont représentés par un résistant. Nous mesurons l'honneur que vous nous faites, Mesdames, Messieurs les Résistants, d'être présents au Congrès National de l'ANACR et je demande à tous les Ami(e)s qui sont dans la salle de vous applaudir chaleureusement.

«Bien que restreinte, cette aire géographique n'entame pas le caractère pluriel de notre association, en effet, tous les grands

mouvements de la Résistance y sont représentés : le Front national, Libé-Nord, Combat, Défense de la France, le M.L.N., les M.U.R., les FTPF, L.A.S.... ainsi que les FFL, plusieurs maquis. Leur liste complète en sera publiée dans le compte-rendu du congrès.

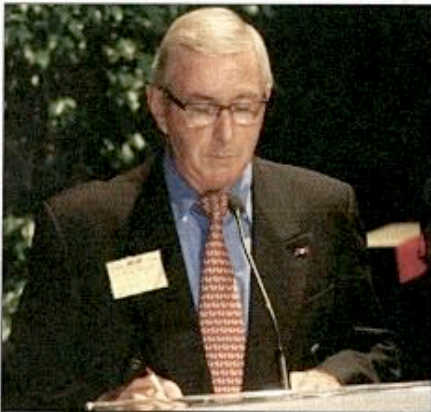
«La moyenne d'âge des Résistants présents au congrès est de 87 ans et demi. Ce nombre laisse penser que de nombreux camarades appréhendent les longs voyages et leur coût élevé en cette période de crise. Néanmoins, nous avons, dans la salle un Résistant de 94 ans, venant de Côte-d'Or, Albert Meney.

«Les 189 Ami(e)s (82 femmes, 107 hommes) représentent 54 départements et un mouvement de Résistance, Libération-PTT. La délégation de l'Isère inclut 14 délégué(e)s Ami(e)s, celle du Lot-et-Garonne 13, celle de Corrèze 12 ; les délégations de Libération-PTT, des Bouches-du-Rhône, du Jura, du Rhône, des Hauts-de-Seine, de Corse du Sud, de Dordogne, du Nord, de Savoie comprennent plus de 5 délégué(e)s Ami(e)s.

«La moyenne d'âge des Amis, sur l'échantillon donné, peut sembler élevée (65 ans et demi). Un cinquième de nos délégués ont cependant moins de 40 ans et les plus jeunes sont Coline Auclair (22 ans) et Garance Herbillon, originaires du département qui nous accueille, le Jura. La présence de ces plus jeunes et jeunes gens à nos côtés est encourageante. Il nous faudra cependant réfléchir au recrutement parmi les générations les plus jeunes, pour envisager la consolidation et la pérennisation de l'ANACR.

«Pour cela, il faudra diversifier nos formes d'intervention, afin d'inscrire dans la durée notre association. Pour cela, journal et stages sont importants. Nous pourrions faire connaître aux générations futures ce que furent les valeurs pour lesquelles les Résistants combattirent, valeurs toujours actuelles.»

Bernard Delaunay rapporte ensuite sur la **Commission Transmission de la Mémoire**



qui a réuni de nombreux participants dans la salle du Carcom ; 20 d'entre eux, de 17 départements et de Libé-PTT, intervenant dans la discussion. «Les échanges dynamiques et riches d'une séance trop courte - souligne le rapporteur - ont facilité la tâche de la Commission de rédaction du projet de résolution, composée de Jean-Paul Bedoin (Dordogne), Jean Brunel (Puy-de-Dôme), Marie-Thérèse Claverie (Bouches-du-Rhône), Sylvie Daems

(Nord), Bernard Delaunay, Colette Gaidry (Haute-Saône), Elyane Mezi (Bouches-du-Rhône) Alfred Rolland (Isère), Raymond Saulnier (Haute-Vienne) et Jérôme Scamps (Nord)...

Puis, Bernard Delaunay donne lecture du Projet de Résolution intitulé «*Besoin de mémoire, travail de mémoire et d'histoire*»; après un court échange de vues concernant la place de l'Histoire dans l'enseignement, la nécessité de ne pas oublier la répression dans les régions occupées par les Italiens, le rôle de la Milice dans cette répression, que soit avancée l'idée d'édition ou de réédition d'un timbre Jean Moulin, rappelée l'importance d'Internet, la résolution est adoptée à l'unanimité moins une voix. Elle est publiée ci-contre avec celles issues des travaux de la Commission d'orientation.

Jacques Weiller présente ensuite le texte du Projet de Résolution concernant le **Monde Combattant et les Droits**, examiné et débattu lors de la réunion de la Commission d'Orientation et de défense des Droits, qui a tenu ses travaux dans la salle du Congrès. Après avoir souligné que l'élection lors de l'Assemblée générale de l'UFAC, qui s'est tenue à Paris la veille de l'ouverture du congrès de Lons-le-Saulnier, l'élection à la vice-présidence d'un représentant de l'ANACR (*en l'occurrence Jacques Weiller, n.d.l.r.*) témoigne de l'importance de la place que conserve la Résistance au sein du monde Combattant, et noté que si l'ANACR est pleinement dans l'UFAC en phase avec ses options essentielles, elle peut avoir des réserves voire manifester des désaccords tel ou tel point particulier ; et de citer l'exemple de la proposition de décerner le TRN aux enrôlés de force dans la Wehrmacht, Lors de la discussion qui s'ensuit, plusieurs interventions soulignent la nécessité d'intégrer explicitement cette désapprobation de l'attribution du TRN aux enrôlés de force dans la Résolution. Celle-ci ayant été modifiée en ce sens, elle est adoptée à l'unanimité.

La parole est donnée à **Jacques Varin** pour les travaux de la **Commission d'Orientation** auxquels participèrent environ 120 délégué(e)s. Il rappelle aux plus anciens des délégués que, jusqu'au Congrès de Limoges en 2006, où fut décidée l'entrée des Ami(e)s dans l'ANACR à égalité de droits et devoirs, il y avait une commission spécifique des Ami(e)s, qui fusionna lors du congrès de Marseille (2008) avec la commission d'Orientation, laquelle avait absorbé précédemment la Commission d'Organisation qui exista jusqu'en 2002. Enfin, la Commission des Droits est depuis le congrès de Marseille un moment spécifique au sein de la Commission d'Orientation. C'est dire que les problèmes abordés lors des un peu moins de trois heures de travaux sont d'ordres divers qu'il n'est pas possible de rassembler dans une seule Résolution, même en tenant compte d'une résolution spécifique sur les Droits. L'idée d'une éventuelle remise en place lors du prochain congrès d'une Commission d'Organisation réfléchissant sur les questions... d'organisation a été avancée.

Pour ce qui est de la commission d'Ori-entation de Lons-le-Saunier, la commission de rédaction – composée de Françoise Fennigstein (Haute-Garonne), Bernard Neplaz (Savoie), Jean-Marc Rouveyre (Lozère) et Jacques Varin (Essonne) – a fait le choix de centrer sur les problèmes d'orientation le projet de résolution dont Jacques Varin donne lecture.

Après deux précisions intégrées, la Résolution d'orientation générale est adoptée à l'unanimité moins deux abstentions.

Lettre au Président et vote du Rapport

Jacques Varin lit ensuite un projet de **Lettre au Président de la République** concernant la demande d'instauration d'une **Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai**. Son texte étant approuvé unanimement, la lettre sera envoyée à M. le Président de la République au nom des délégués sous la signature de Louis Cortot, Compagnon de la Libération.

Puis **Louis Cortot** soumet au vote des congressistes le **Rapport du Bureau national** présenté lors de la séance solennelle d'ouverture des travaux du Congrès : le Rapport est adopté à l'unanimité moins 4 abstentions.

L'élection des organismes de direction

Après une courte pause, la séance reprend sous la présidence de **Louis Cortot**, qui après avoir signalé l'arrivée de **René Moulière**, Président national de l'ANCAC, invite ensuite **Jean-Paul Bedoin** à présenter le rapport de la Commission des candidatures, soulignant que, bien que le **CONSEIL NATIONAL** soit un «organisme consultatif», il n'en joue pas moins un rôle important qui implique que ceux qui sont élus en son sein participent à ses sessions, puis il énonce successivement la liste des propositions de réélection et d'élection au Conseil national, la liste de propositions d'élection à l'honorariat du Conseil National, celle du **COMITÉ D'HONNEUR NATIONAL**. L'ensemble de ces propositions est adopté à l'unanimité.

Puis, il présente successivement les propositions de réélection et de nouvelle élection de membres du **BUREAU NATIONAL**, où entrent Patricia Bizzari (Aube), Egard Castera (Gers), Jean-Claude Herbillon (Jura) et Louis Vieillard (Haute-Garonne), ainsi que la liste des membres honoraires du Bureau National. L'ensemble des propositions est adopté à l'unanimité moins 2 voix. **Louis Cortot et Pierre Martin** sont réélus **Présidents**, **Henriette Dubois et Cécile Rol-Tanguy** sont élues **Présidentes**, **Charles Fournier-Bocquet** est élu **secrétaire général honoraire**, **Jacques Varin** est réélu **secrétaire général**, **Simone Conan, Mireille Monier-Lovie, Anne-Marie Montaudon, Martine Peters et Jacques Weiller** sont réélu(e)s **vice-président(e)s**, **Robert Foreau-Fenier et Anne Friant-Mendrés** sont élu(e)s **vice-président(e)s**. **Jean-Paul Riffault** est réélu **secrétaire général-adjoint**, **Jean-Paul Bedoin** est élu **secrétaire général-adjoint**, **Nicole Zerline et Guy Deschamps** sont réélu(e)s **trésorière nationale et trésorier adjoint**.



Les votes unanimes des résolutions et des organes de direction.

Puis la **COMMISSION NATIONALE DE CONTRÔLE FINANCIER**, où entre Louis Segrestan, est réélue dans sa composition précédente, avec Claude Andrieu à sa présidence.

Le discours de clôture

Jean-Claude Herbillon, co-président du comité départemental du Jura, relate les efforts qu'a nécessités la préparation du congrès mais "l'énorme récompense de l'arrivée des délégués de toutes la France" et évoque la mémoire de Raymond Aubrac.

Puis **Louis Cortot** prend la parole :



«C'est une profonde émotion qui m'étreint alors que vous venez de me faire l'honneur de me réélire avec Pierre Martin président de l'ANACR Cet honneur, je le ressens d'autant plus qu'il y a dix ans, comme nouveau membre de la Présidence nationale, je succédai – je

dis succédai, car on ne pouvait le remplacer – à Henri-Rol-Tanguy, Compagnon de la Libération, prestigieux chef des F.F.I d'Ile-de-France et dirigeant de l'insurrection libératrice de la Région parisienne, sous les ordres duquel je me suis trouvé placé en tant que responsable militaire FFI en Seine-et-Marne, lors de cet été 1944 qui vit le peuple de France briser ses chaînes et recouvrer sa liberté avec le concours des forces de nos Alliés et de la France Libre. «Rol», à qui j'avais à cœur de rendre hommage en ce 10^e anniversaire de sa disparition.

«Et dire ma joie de voir nous rejoindre, Pierre Martin et moi, à la Présidence nationale de l'A.N.A.C.R Cécile Rol-Tanguy, compagne de toute une vie et de lutte d'Henry, depuis la Guerre d'Espagne jusqu'à son dernier souffle, qui prit elle-même part à la Résistance, participa à la Libération de Paris, ce qui lui valut le titre reconnu de lieutenant FFI, et Henriette Dubois, «Nelly» dans la Résistance, lors de laquelle elle assura, auprès des directions clandestines des FTP de zone sud, des missions de responsabilité particulièrement exposées et dangereuses. En les accueillant toutes deux dans notre Présidence nationale de l'ANACR – les premières femmes à y accéder depuis la création de notre Association en 1954, nous rendons aussi – au-delà de leurs mérites personnels – un hommage on ne peut plus mérité au rôle des femmes dans la Résistance.

«Notre congrès a été honoré par le message reçu de Monsieur le ministre-délégué aux Anciens Combattants et délivré lors de la séance inaugurale de notre Congrès par M. le Préfet du Jura. Nos remerciements vont à Mme Dufay, Présidente de Région, à MM. Péliissard et Perny, maire de Lons-le-Saunier et Président du Conseil général du Jura, pour l'aide qu'ils nous ont apportée.

«Je veux aussi à cette occasion rendre hommage à tous nos camarades du Jura, Résistants et « Ami(e)s de la Résistance », qui se sont dépensés sans compter, à leurs responsables, Fernand Ibanez, Jean Machuron et Jean-Claude Herbillon, à Daniel Auclair et Garance Herbillon, qui ont été avec eux les

LE DOSSIER DU CONGRES

chevilles ouvrières de la préparation et du bon déroulement de ce congrès.

«Merci aussi à l'équipe issue de plusieurs départements qui s'est rassemblée depuis le début de la semaine à Lons, autour de Jean-Paul Bedoin, Guy Deschamps, Jean-Paul Riffault et Nicole Zerline pour préparer depuis le début de la semaine l'organisation du congrès et assurer l'accueil des délégués au Carcom, ainsi que le secrétariat du Congrès qui, autour de Christiane Tardif et Carmen Sanchez, a notamment permis que vous soyez distribués avant que vous ne quittiez Lons-le-Saunier les textes des résolutions issues de nos travaux.

«Notre Congrès, en cette année de 68^e anniversaire de la Libération, a concrétisé le rôle que les Résistants rassemblés dans l'ANACR, même si leur nombre ne peut cesser de diminuer, continuent à jouer pour que se perpétue le souvenir de nos camarades tombés dans la lutte contre le fascisme et pour libérer notre pays de l'occupant nazi et de ses valets pétainistes, mais aussi pour maintenir vivantes aujourd'hui et demain les valeurs pour lesquelles la Résistance a combattu : liberté, démocratie, solidarité, indépendance nationale, antiracisme, amitié entre les peuples, aspiration à la paix. Toutes valeurs qui sous-tendent les propositions du Programme du Conseil National de la Résistance et dont le seul énoncé démontre, s'il en était besoin, que notre combat pour transmettre l'héritage de la Résistance aux générations actuelles et futures n'est en aucune façon passéiste, mais bien ancré dans les débats de notre temps, au sein desquels notre apport est spécifique.

«Une Mission interministérielle d'organisation des 70^e anniversaires de la Création du CNR en 1943, de la Libération en 1944, de la Victoire en 1945 va être mise en place. Nous souhaitons que les organisations de Résistants et de Déportés soient pleinement associées à l'élaboration de ses projets, à son fonctionnement et à son action ; l'ANACR est prête à y prendre part.

«Il nous faudra être vigilants pour que la place de la Résistance ne soit pas minorée, relativisée : par exemple, la Libération de Paris ne saurait se résumer à l'évocation de l'entrée dans Paris de la 2^e D.B. suivie de celle de troupes américaines, alors que le peuple de Paris, que les FFI commandés par Rol, avaient déjà avant leur arrivée libéré la quasi-totalité de la capitale à l'exception de quelques points fortifiés allemands par ailleurs encerclés.

«Et puis, il y a soixante-huit ans, en cette fin d'été et cet automne 1944, alors que dans l'Est de la France, sur le Front d'Alsace tout proche de Lons, et sur les fronts des Poches de l'Atlantique et des Alpes, les troupes françaises, constituées pour une large part d'unités issues des FFI, poursuivaient avec la 1^{re} Armée le combat contre les forces nazies en retraite ou assiégées, les Comités locaux et départementaux de la Libération, émanant de la Résistance dans le cadre de la mise en œuvre du Programme du CNR, restauraient la légalité républicaine et se mettaient au service des immenses besoins de la population et de la poursuite de l'effort de guerre.

Nous devons veiller à ce que soit souligné leur rôle, et que l'hommage qu'il mérite soit rendu au dévouement des milliers de femmes et d'hommes qui en furent membres.

«Et, en 2015, nous commémorerons le 70^e anniversaire de la victoire définitive sur le nazisme le 8 mai 1945, que certains ignorants continuent d'appeler armistice alors qu'elle fut une capitulation sans conditions.

«C'est parce que nous souhaitons que soit souligné que cette victoire n'a pas été celle d'Etats contre un autre Etat et ses alliés, mais qu'elle fut celle des peuples coalisés dans la lutte pour la Liberté et la dignité humaine contre le fascisme, contre la barbarie nazie, que nous souhaitons que la Mission des soixante-dixièmes anniversaires, associée aux Pouvoirs publics les Associations regroupant ceux qui participèrent il y a soixante ans à ce combat, dont les Résistants rassemblés dans l'ANACR.

Notre préoccupation participe bien sûr du devoir de mémoire à l'égard de nos camarades qui sont tombés dans la lutte clandestine, dans les maquis et dans les rangs de l'Armée de la France libérée, elle est exigeante du respect de la vérité historique, elle répond à la nécessité d'une transmission aux jeunes générations du sens même de l'affrontement qui embrasa le monde durant plus d'une décennie entre le début des années trente et 1945, c'est-à-dire le combat entre les valeurs de démocratie et d'humanisme contre le fascisme génocidaire.

«Tel est fondamentalement le sens de notre demande d'instauration d'une **Journée Nationale de la Résistance**, le 27 mai de chaque année, jour anniversaire de la création le 27 mai 1943 du Conseil National de la Résistance à l'initiative et sous la présidence de Jean Moulin, instauration qui, plus que jamais, nous tient à cœur et pour laquelle nous devons nous mobiliser en relançant notre campagne. Est-il besoin de le redire, nous ne demandons pas que l'on ajoute aux cérémonies officielles une journée chômée et fériée supplémentaire, mais simplement qu'à cette date du 27 mai soit évoqué chaque année, en premier lieu dans les établissements scolaires, le rôle du CNR, le rôle de la Résistance dans le déroulement des combats pour la Libération de la France et la restauration des libertés publiques dans une société plus juste et plus solidaire.

«Nous refusons – nous trouvons même indigne – que soit opposée à notre demande d'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai le 18 juin, date anniversaire de l'Appel historique du général de Gaulle, appel fondateur de la France Libre qui maintint la présence de notre pays aux côtés des Alliés sur tous les fronts à travers le monde dans le combat contre le nazisme et les fascismes italien et japonais. Nous ne saurions non plus accepter que soient opposées à notre demande l'existence de journées commémoratives de la Déportation, de la Shoah ou même le 8 mai, date anniversaire de la Victoire sur le nazisme. Pour nous, le 27 mai et le 18 juin sont deux dates d'Honneur de la France, ainsi que le proclama le mot d'ordre inscrit au fronton de l'un de nos congrès.

«Dans notre histoire nationale, l'occupation pendant 4 ans de notre pays par des forces armées barbares avec à leur solde un régime autochtone complice, la Résistance du peuple français – au prix d'innombrables sacrifices – pour libérer le pays de l'oppression et retrouver son indépendance et sa dignité ont un caractère exceptionnel qui mérite qu'un hommage

exceptionnel soit rendu aux Résistantes et Résistants.

«L'on peut certes s'interroger pour savoir si le 27 mai eut été possible sans l'Appel du 18 juin, mais l'on peut tout autant le faire pour savoir si, sans la création du CNR, qui plaça sans ambiguïté la Résistance unifiée en son sein sous l'autorité du général de Gaulle, celui-ci eut pu s'imposer face au néo-pétainisme de Giraud qui bénéficiait d'un appui de nos alliés.



Henriette Dubois (à g.) et Cécile Rol-Tanguy (à dr.)

Le général de Gaulle, dans le message qu'il fit lire par Jean Moulin lors de la réunion constitutive du CNR, écrivait que cette création était un acte essentiel, donc primordial, pour la France. Et dans ses Mémoires de Guerre il écrit qu'il fut conforté par cette création du CNR et le message que celui-ci lui adressa le reconnaissant comme le chef de l'ensemble des Français luttant sur le sol national occupé et partout dans le monde pour restaurer la liberté et la dignité de la France. Cette unité de lutte se concrétisa 15 mois plus tard, le 25 août 1944, la cosignature par le chef de la 2^e DB, le général Leclerc, et par le chef des FFI de la Région parisienne, Henri Rol-Tanguy, de l'acte de capitulation du commandant nazi du Grand Paris, von Choltitz.

«Solennellement, notre congrès national réitére donc, en s'adressant à Monsieur le Président de la République, la demande d'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai.

«Notre congrès de Lons-le-Saunier a aussi permis de mesurer combien fut pertinent le choix fait par l'ANACR à Limoges : assurer la pérennité de l'ANACR, assurer la pérennité de son combat pour les valeurs de la Résistance par l'intégration en sein des Ami(e)s de la Résistance, comme membres de plein droit, y assumant dès que nécessaire, c'est-à-dire chaque jour de plus en plus, les responsabilités indispensables à sa vie et au développement de son action. Notre congrès de Lons-le-Saunier, a mis en évidence – ils y ont formé la très grande majorité des délégués – le rôle essentiel que jouent dans la vie et l'animation de l'ANACR les Ami(e)s de la Résistance, tant sur le plan départemental que national.

«Pour nous, Résistants, c'est en effet une grande satisfaction, une joie, que de voir des femmes et des hommes des générations qui suivent les nôtres partager nos valeurs, nos idéaux et affirmer leur volonté de les porter au cœur du débat citoyen de notre pays en les faisant connaître à tous ses acteurs, ce qui est une nécessité dans le monde actuel et sans doute encore pour longtemps.

«Ces valeurs, dans ce monde en crise qui est le nôtre, dans cette société en crise qui est la nôtre, il importe de les réaffirmer avec force : ce sont le refus des guerres de domination, de la dictature, du racisme, de la négation des droits nationaux des peuples, c'est aussi l'attachement profond à notre patrie, qui saurait oublier les sacrifices de nombre d'immigrés pour qu'elle recouvrât sa liberté, c'est aussi l'attachement aux notions de solidarité, d'intérêt général primant sur les intérêts particuliers qui inspirèrent les mesures préconisées par le Programme du CNR, les réformes mises en œuvre à la Libération.

«Vaincues en 1945, les idéologies criminelles qui causèrent la mort de dizaines de millions de femmes et d'hommes des années trente à 1945 et des destructions immenses ravageant des pays entiers ne sont hélas pas - ainsi que nous pouvions le penser il y a 70 ans - disparues à jamais, alors que, resurgies dans le contexte de la Guerre froide dès le début des années cinquante, certains s'employaient aujourd'hui à les réhabiliter, partout en Europe, en France même. Cela souligne la nécessité du passage de la mémoire authentique de ce qu'a été la lutte menée par les Résistants, cela nécessite aussi le rappel de ce contre quoi ils ont combattu : le fascisme ; ce sont là des aspects essentiels du combat démocratique contemporain. En le menant l'ANACR s'y insère pleinement.

«D'autant plus que, nous l'avons vu encore récemment lors des dernières campagnes électorales, certains aussi tentent d'établir des passerelles avec l'extrême-droite, et estompent ce qui devrait être une ligne infranchissable, l'idéologie néo-fasciste contamine d'autres discours politiques qui, par exemple, stigmatisent les immigrés en en faisant les boucs émissaires des phénomènes négatifs qui traduisent la crise de notre société, ou qui appellent à restreindre les libertés dans le cadre de politiques sécuritaires.

«Sur ce front du combat pour le passage de la mémoire, notre présence est d'évidence nécessaire, avec la rigueur qui s'impose.

«Elle l'est sur le terrain de la connaissance de l'histoire de la Résistance, sur celui de son écriture, en ayant conscience qu'il faut mieux démontrer qu'affirmer, et que la prise en compte de la Résistance dans toutes ses dimensions plurielles, tant dans ses motivations que ses formes d'action et d'organisation, est la condition de la crédibilité face aux falsificateurs.

«Elle l'est sur celui de la compréhension du contexte historique dans lequel s'est développé le fascisme, qu'une approche simpliste - et par là-même erronée - conduirait à réduire aux seuls aspects socio-économiques. La pluralité des analyses, qu'il serait aberrant de confiner à une seule école historique, ce qui de plus porterait atteinte à notre pluralisme, la pluralité aussi des angles d'étude, sont des conditions nécessaires si-

non suffisantes de compréhension la plus fine possible des phénomènes historiques.

«Si nous entendons certes être nous-mêmes présents - de manière rigoureuse et vigilante - sur le terrain de l'approfondissement de la connaissance historique la plus authentique de la Résistance, notre action s'inscrit aussi pleinement je l'ai dit dans le combat démocratique antifasciste contemporain en luttant contre toutes les résurgences du fascisme, contre la xénophobie et le racisme, par le passage de la mémoire de ce que furent leurs conséquences monstrueuses en particulier entre l'accession d'Hitler au pouvoir et l'écroulement final de l'Allemagne nazie.

«Car pour nous, le devoir de mémoire n'est pas, ainsi que pourrait le suggérer l'emploi de ce terme, qu'une obligation morale de perpétuer le souvenir du combat mené par nos camarades disparus, il est d'abord celui de le poursuivre contre les rescapés du nazisme et de la collaboration et contre ceux qui sont leurs héritiers, qui restent ou redeviennent une menace à prendre au sérieux, celui de répondre au besoin de mémoire de notre société et, en son sein, à celui des plus jeunes, qui ont un besoin de mémoire.

Le rôle essentiel de la Résistance

«Sont essentiels à cet égard la reconnaissance du rôle de la Résistance dans la Libération de la France - notamment sur le plan militaire - et dans la restauration des libertés dans notre pays, ainsi que la transmission, en premier lieu à la jeunesse, des valeurs humanistes, démocratiques et patriotiques qui inspirèrent le combat des Résistants et qui restent si actuelles

«Rien de légitime, rien d'honorable, ainsi que nous l'avons souvent dit, ne peut être opposé à notre demande d'instauration d'une **Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai**. Ce qui est certes une demande notre association mais d'abord une exigence de l'Histoire : la reconnaissance du rôle de la Résistance dans la libération de notre pays, pour lui redonner son honneur et assurer son indépendance.

«Voilà Chers camarades et Amis les quelques mots que je voulais vous dire, non de conclusion - car le congrès clos, notre combat continuera - mais de rappel de ce

que nous avons affirmé durant ces trois jours ensemble à Lons-le Saunier :

«Tout d'abord notre conviction de la nécessité de l'existence de l'ANACR pour assurer de manière authentique le passage de la mémoire des combats et des valeurs de la Résistance, pour rassembler au-delà de leurs sensibilités politiques, philosophiques ou religieuses toutes celles et ceux qui entendent poursuivre son combat ; ce qui implique son caractère pluraliste, nécessaire pour que notre discours soit audible dans toutes les couches de la population auxquelles nous devons nous adresser. Caractère pluraliste que tous ceux qui veulent appartenir à l'ANACR doivent et devront respecter, caractère pluraliste que, si nécessaire, la Direction nationale que vous venez d'élire s'emploiera à faire - statutairement - respecter dès lors qu'il serait transgressé.

«Ensuite notre volonté de donner à la Résistance la place qu'elle mérite dans la mémoire nationale, en premier lieu par l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai. Tel est le sens de notre appel à poursuivre le combat pour son instauration, de notre adresse à M. le Président de la République.

«Enfin notre détermination à poursuivre sans faiblir le combat antifasciste, car la «bête immonde rôde encore», pour reprendre la conclusion du Rapport d'ouverture du Bureau National ; elle se reproduit même. Et, pour la combattre, l'expérience et les valeurs de la Résistance, exprimées en premier lieu par le Programme du CNR, sont des atouts précieux.

«Chers camarades, ce congrès de Lons-le-Saunier aura aussi été durant ces trois jours un grand moment dans la vie de notre Association, auquel ont grandement contribué celles et ceux qui se sont dépensés sans compter pour en assurer, malgré les difficultés, les meilleures conditions de déroulement et donc de succès.

«C'est pourquoi je suis sûr d'être l'interprète de tous en remerciant encore une fois tous nos camarades du Jura qui nous ont reçu avec amitié et fraternité.

«Et, pour malgré tout conclure, puisqu'il me faut à regret le faire, je donne à tous rendez-vous en 2014, année du 70^e anniversaire de la Libération, à notre prochain congrès national.



Le Chant des partisans clôture le Congrès de Lons-le-Saunier

LES MOTIONS ET LES RESOLUTIONS

LETTRE A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Monsieur François HOLLANDE
Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008-PARIS

Monsieur le Président de la République,

Nous connaissons votre attachement aux valeurs de la Résistance. En tant que maire de Tulle et Président du Conseil général de Corrèze, vous avez apporté votre soutien à celles et ceux qui se consacrent à leur transmission aux jeunes générations.

Aujourd'hui, c'est au Chef de l'Etat que nous nous adressons.

Il y a plus de vingt ans, la demande d'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai, date anniversaire de la création en 1943 du Conseil National de la Résistance (C.N.R.) sous la présidence de Jean Moulin, a été avancée par notre Association, elle est aujourd'hui appuyée par plusieurs autres et par l'Union Française des Associations de Combattants et Victimes de Guerre (U.F.A.C.), afin que s'inscrive dans le calendrier mémoriel officiel de la Nation la mémoire du rôle qui fut celui de la Résistance dans la lutte contre l'Occupant et ses complices et dans la libération de notre pays, la mémoire du sacrifice des Résistants tombés dans cette lutte.

Monsieur le Président, l'an prochain sera le 70^e anniversaire de la création du C.N.R., qui rassembla mouvements, partis et syndicats clandestins engagés dans le combat de Résistance, et qui, en se plaçant sous son autorité, donna au Général de Gaulle la légitimité de la représentation de toutes les forces françaises luttant tant en France que sur tous les fronts extérieurs contre le nazisme et le fascisme.

C'est là une opportunité forte pour que, par l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, hommage soit ainsi rendu à la Résistance et justice à la mémoire des Résistants, à ceux toujours parmi nous.

Nous souhaitons et espérons vivement que cette opportunité soit saisie.

Soyez assurés, Monsieur le Président de la République, de notre profond respect.

Pour les délégués au Congrès national de l'ANACR
tenu à Lons-le-Saunier le 7 octobre 2012,
Louis CORTOT
Président, Compagnon de la Libération

MONDE COMBATTANT ET DROITS DES RESISTANTS

Le Congrès National de l'ANACR, réuni à Lons-le-Saunier les 5, 6 et 7 octobre 2012,

Prend acte de la présence au gouvernement d'un Ministre délégué chargé des Anciens Combattants et exprime résolument le souhait que son action, en concertation avec les A.C. de la Résistance, développe sa mémoire, ses idéaux et ses valeurs.

Regrette vivement que la « refonte » en cours du Code des Pensions Militaires d'Invalidité et des victimes de guerre s'effectue sans la participation de parlementaires, sans la participation de représentants qualifiés du Monde Combattant.

Réitère sa solidarité avec l'ensemble des générations constituant le « Monde Combattant » et exprime son accord avec les résolutions adoptées par l'Assemblée Générale de l'UFAC des 3 et 4 octobre 2012, à l'exception de celle demandant l'attribution du Titre de Reconnaissance de la Nation aux enrôlés de force dans la Wehrmacht. Le Congrès soutient avec vigueur celles concernant :

Le rattrapage des 42,32% de retard frappant les pensions militaires d'invalidité, la Retraite du Combattant et le plafond majorable des rentes mutualistes des Anciens Combattants.

La revalorisation des pensions de veuves de guerre et de grands invalides.

L'indemnisation des orphelins de guerre et des pupilles de la Nation.

L'aide différentielle aux conjoints survivants et la création d'une mesure similaire pour les anciens combattants les plus démunis.

L'attribution du Titre de Reconnaissance de la Nation – TRN – à tous les réfractaires au STO (le Service du Travail Obligatoire) institué par le gouvernement collaborateur de Pétain aux ordres de l'occupant nazi ainsi qu'aux P.R.O., les Patriotes Résistants à l'Occupation des départements annexés par le « Reich » hitlérien.

Toutes ces mesures, ainsi que celles concernant les autres catégories de combattants et de victimes de guerre doivent intervenir dans le cadre du « DROIT A REPARATION » auquel l'ANACR demeure indéfectiblement attachée, comme elle reste attachée aux organismes chargés de l'appliquer, en premier lieu : l'Office National des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre – l'ONAC – et ses services départementaux ;

Le Congrès National de l'ANACR de Lons-le-Saunier rappelle que de nombreux membres de la Résistance ont été, au fil des années suivant la Libération, victimes d'injustices en premier lieu au regard de la reconnaissance des services qu'ils ont accomplis et des décorations qu'ils auraient méritées.

Aussi le Congrès exprime sa volonté qu'un contingent important de Légion d'Honneur et d'Ordre National du Mérite soit réservé aux Résistants survivants et particulièrement méritants.

Il demande avec force :

L'obtention de la qualité de « Volontaire » par tous les titulaires de la carte de CVR ou de Combattant au titre de la Résistance.

L'attribution – de droit – de la Carte de Combattant Volontaire de la Résistance aux titulaires de la Médaille de la Résistance et aux titulaires de la Croix de Guerre au titre de la Résistance.

Le Congrès National de l'ANACR affirme l'exigence que justice soit enfin rendue à tous les Résistants, à toutes celles et à tous ceux qui ont combattu pour la Libération de la France, pour la liberté, pour le rétablissement de la démocratie et de la République.

RESOLUTION D'ORIENTATION

L'année 2013 sera celle du 70^e anniversaire de la création du CNR et de la libération de la Corse, premier département métropolitain soustrait, en premier lieu par son insurrection, à l'occupation fasciste et nazie ainsi qu'au régime pétainiste, l'année 2014 sera celle de la publication du Programme du CNR et de la Libération de la France, l'année 2015, celle du 70^e anniversaire de la Victoire sur le nazisme et le fascisme japonais.

Soixante-dix ans après ces événements majeurs pour l'histoire de la France et du Monde, force est de constater que le monde contemporain est fort loin des aspirations et des espérances des peuples, celle d'un monde en paix, celle d'une société humaniste, démocratique et solidaire, dans laquelle l'intérêt général primerait sur les intérêts particuliers, ce qu'exprima en France le Programme du Conseil National de la Résistance.

Or, le monde contemporain connaît les guerres, notre pays s'est à plusieurs reprises trouvé impliqué dans plusieurs d'entre elles, en Afrique centrale et du Nord, d'autres menacent aujourd'hui au Proche et Moyen-Orient, en Asie Orientale, notre société connaît le racisme et la xénophobie, la montée des intégrismes, l'aggravation des discriminations et des exclusions ; la solidarité a dramatiquement reculé, les intérêts particuliers ont pris le pas sur l'intérêt général.

Le monde et notre société sont en crise, une crise qui depuis fin 2008 a pris sur le plan mondial une tournure aiguë, notamment dans plusieurs pays d'Europe, une crise qui, de par la désespérance sociale qu'elle suscite, s'est déjà traduite par des tensions ayant à plusieurs reprises gravement affecté plusieurs Etats.

C'est ce contexte qui a, s'appuyant sur une méconnaissance de l'Histoire, suscité un regain des idéologies que l'on aurait plus croie définitivement vaincues en 1945, un regain s'accompagnant dans plusieurs pays d'Europe centrale et Orientale d'une démarche négationniste de réhabilitation des régimes qui s'en inspirèrent, en France de celle du régime collaborateur de Vichy ; en même temps que se développaient des poursuites judiciaires contre des anciens Résistants, contre des victimes de la barbarie nazie, non seulement dans ces pays d'Europe centrale ou orientale, mais aussi dans notre pays, tel le procès intenté à l'un des deux derniers survivants du massacre d'Oradour, Robert Hébras, indignement condamné, et auquel nous apportons notre soutien. Pire, les idées racistes, autoritaires, antidémocratiques ont parfois diffusé dans des formes dangereuses au-delà de l'extrême-droite.

Cela montre, s'il en était besoin, la nécessité de transmettre la connaissance de ce qu'a été la réalité monstrueuse du fascisme lorsqu'il a été au pouvoir du début des années 1920 à 1945, de ce à quoi ont mené durant cette période les atteintes à la démocratie et les discriminations racistes, la misère sociale conduisant nombre de ceux qui en furent victimes à prêter à une écoute attentive aux démagogues. Face à cette montée de l'extrême-droite, à ces résurgences du fascisme dans tous les pays européens du Nord ou du Sud, de l'Est ou de l'Ouest, ce dont témoigne l'audience que les partis qui s'en réclament recueillent sur le plan électoral, il est souhaitable que puissent être réunies les conditions d'une réponse coordonnée de celles et ceux qui se réclament à travers l'Europe des valeurs de la Résistance à cette menace qui grandit. En premier lieu dans le cadre de la Fédération Internationale des Résistants (F.I.R.), dont l'ANACR est membre observateur.

Cela montre aussi la nécessité d'être vigilants à l'égard du négationnisme falsificateur, et de toute tentative d'exonération du fascisme de ses crimes. Cela montre surtout celle de transmettre la mémoire des combats de ceux qui s'opposèrent au fascisme, souvent dès avant Guerre, de ceux que l'Histoire a appelé les Résistants, et qui contribuèrent puissamment à l'abattre, de transmettre les valeurs qui les motivèrent et qu'exprime le Programme du CNR, dont la mise en œuvre à la Libération des mesures qu'il préconisait permit des avancées démocratiques, économiques et sociales qui, malgré les remises en cause qui intervinrent très tôt, restent encore aujourd'hui dans de nombreux domaines des acquis à défendre.

C'est cette volonté de transmettre cette mémoire qui a fondé notre opposition à toute idée de « Journée unique du Souvenir » qui aurait pour conséquence d'escamoter la spécificité antifasciste du combat que menèrent les Résistants, les Français libres et les Alliés contre le fascisme, qui motive notre opposition à l'instauration du 11 novembre comme Journée d'hommage aux victimes de tous les conflits, qui fonde notre volonté de développer notre lutte pour obtenir au plus tôt l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai, moment privilégié de la transmission de la mémoire aux jeunes générations.

2013, 2014 et 2015 seront des années marquantes pour la mémoire, l'ANACR sera activement présente à ces rendez-vous pour continuer le combat antifasciste qu'elle n'a cessé de mener depuis 60 ans, pour faire connaître, garder vivantes aujourd'hui, pour faire vivre demain les espérances de la Libération et de la Victoire.

Pour mener ce combat antifasciste, l'ANACR, dont le pluralisme est fondateur et consubstantiel, est, par là-même, le cadre permettant à toutes celles et ceux, de toutes opinions démocratiques, que révoltent le fascisme, la xénophobie, le racisme et le bellicisme, de se rassembler, au-delà de leurs différences de conception de la société, d'options philosophiques ou de croyances, autour des valeurs humanistes, démocratiques et patriotiques de la Résistance.

Pour mener ce combat, renforcer l'ANACR est une nécessité.

BESOIN DE MEMOIRE, TRAVAIL DE MEMOIRE ET D'HISTOIRE

L'ANACR, réunie en congrès à Lons-le-Saulnier, du 5 au 7 octobre 2012, réaffirme la mission de notre association de transmettre à travers la mémoire et l'histoire de la Résistance, les valeurs portées par les Résistants pendant la période de la Seconde Guerre mondiale, exprimées en particulier dans le programme du Conseil National de la Résistance (CNR).

Pour cela, elle se fixe les objectifs suivants :

Affirmer la nécessité d'un enseignement renforcé de l'histoire de la Résistance dans les programmes de l'Education nationale, à tous les niveaux et cycles d'enseignement,

d'une cohérence et d'une faisabilité des programmes respectant une chronologie rigoureuse, permettant ainsi aux élèves de mieux appréhender le contexte et l'importance historique de la Résistance,

de s'engager pour pérenniser le Concours National de la Résistance et de la Déportation dans les collèges et les lycées, étendre ce concours aux classes du premier degré en accord avec les directions académiques de l'Education nationale.

Rester vigilants face à la résurgence du fascisme sous toutes ses formes, au négationnisme, aux falsifications de l'histoire de la Résistance, en utilisant tous les supports de communication (timbres commémoratifs, internet...)

Dénoncer les dérives et les interprétations frauduleuses du vocabulaire, l'usurpation des sigles d'organisations de Résistance comme celles du Front National pour la Libération et l'Indépendance de la France par le parti d'extrême-droite de la famille Le Pen.

Dénoncer l'instrumentalisation des dates, personnalités, textes de la Résistance à des fins politiciennes.

Rappeler les réalités historiques du fascisme, ses effets et ses prolongements actuels possibles.

En appeler au législateur pour éviter des menaces de culpabilisation de victimes du nazisme.

Sauvegarder et valoriser le patrimoine de la Résistance (témoignages, plaques, stèles, monuments, ...)

- par la permanence des commémorations patriotiques associant toutes les générations en particulier les enfants des écoles.

- par l'organisation ou la proposition de circuits de mémoire de la Résistance, notamment auprès de la Commission Mémoire de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de guerre (ONACVG).

Sensibiliser les jeunes à la mission essentielle de porte-drapeau et des valeurs qui y sont attachées et susciter leur engagement en relation avec l'ONACVG.

Réaliser une plaquette pour contribuer à la célébration du 70^e anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance le 27 mai 1943, avec l'espoir que cette commémoration verra aboutir notre revendication d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai.

Ainsi nous espérons apporter notre pierre au travail de mémoire et d'histoire indispensable pour faire de nos jeunes générations des citoyens responsables aspirant à une société plus juste, plus humaine et en paix.

LE DOSSIER DU CONGRES

LES ORGANES NATIONAUX DE DIRECTION DE L'ANACR

COMITE D'HONNEUR NATIONAL : Philippe DECHARTRE, Mouvement National des Prisonniers de Guerre et Déportés (M.N.P.G.D.). Ancien Ministre. Jacques DELARUE, Mouvement Combat (M.U.R.), Renseignements et faux papiers. Interné Résistant. Marc FERRO, Ancien Maquisard du Vercors. Mme Odette DUPONT-DELESTRAINT, Fille du Général Delestraint, Commandant en chef de l'A.S. Mme Monique GEORGES, fille de Pierre Georges, le Colonel Fabien. Mme Catherine MARTIN-ZAY, fille aînée du Ministre Jean Zay, assassiné par la Milice. Mme Hélène MOUCHARD-ZAY, fille du Ministre Jean Zay, assassiné par la Milice.

BUREAU NATIONAL

PRESIDENTS :

- Louis CORTOT, *Front National - F.T.P.F., Compagnon de la Libération*
- Henriette DUBOIS, Agent de liaison du Comité Militaire Zone-Sud des F.T.P.F., secrétaire-générale du C.D. des Alpes-Maritimes.
- Pierre MARTIN, co-Président du C.D. des Côtes d'Armor.
- Cécile ROL-TANGUY, Lieutenant F.F.I., veuve du Colonel Henri Rol-Tanguy.

SECRETAIRES GENERAUX :

- Charles FOURNIER-BOCQUET (honoraire), Lieutenant-Colonel F.F.I. (F.N.-F.T.P.F.), ancien chef de bataillon à la 1^{re} Armée ;
- Jacques VARIN, Président du C.D. de l'Essonne.

VICE-PRESIDENTS :

- Simone CONAN, *Front National - liaisons F.T.P.F. - M.O.I. ;*
- Robert FOREAU-FENIER, Président du C.D. de l'Aisne ;
- Anne FRIANT-MENDRES, Présidente du C.D. du Finistère ;
- Mireille MONIER-LOVIE, Présidente - déléguée du C.D. de la Drôme ;
- Anne-Marie MONTAUDON, Co-Secrétaire générale du C.D. de Haute-Vienne ;
- Martine PETERS, Présidente-déléguée du C.D. de l'Isère ;
- Jacques WEILLER, F.F.I. de la Creuse, vice-président de l'U.F.A.C., co-président du C.D. de Paris.

SECRETAIRES GENERAUX-ADJOINTS :

- Jean-Paul BEDOIN, Président-délégué du C.D. de Dordogne ;
- Jean-Paul RIFFAULT, Vice-président du C.D. de Paris.

TRESORIERE NATIONALE :

- Nicole ZERLINE, membre du Bureau départemental de l'Oise.

TRESORIER-ADJOINT :

- Guy DESCHAMPS, Président-délégué du C.D. de l'Eure

MEMBRES :

- BIZZARI Patricia, Présidente du C.D. de l'Aube ;
- CASSANAS Bruno, Président-délégué du C.D. de l'Hérault ;
- CASTERA Edgard, Président du C.D. du Gers ;
- COLAS Michel, Président-délégué du C.D. de Seine-St-Denis ;
- DAEMS Sylvie, Présidente-déléguée du C.D. du Nord ;
- DAVID Robert, membre du Comité départemental du Morbihan ;
- DEFRANCE Michel, F.F.I.- F.T.P.F., co-Président du C.D. du Nord ;
- DELAUNAY Bernard, Co-président du C.D. de Corrèze ;
- GAIDRY Colette, Présidente-déléguée du C.D. de Haute-Saône ;
- HERBILLON Jean-Claude, Co-président du C.D. du Jura ;
- LIMOUZI Paul, F.T.P.F. Co-président du C.D. du Lot-et-Garonne ;
- MOISY Jack, F.F.I.-F.T.P. et Milices Patriotiques ;
- MORENO Brigitte, Présidente-déléguée du C.D. du Lot-et-Garonne ;
- PAYA André, membre du Bureau départemental du C.D. des Bouches-du-Rhône ;
- POLETTI Antoine, membre du C.D. de Corse-du-Sud ;
- ROLLAND Alfred, F.T.P.F., Vice-président du C.D. de l'Isère ;
- ROUYEYRE-VIGNETTES Dany, Présidente du C.D. de Lozère ;
- SANCET Charles, Secrétaire Général-adjoint de Libération Nationale P.T.T. ;
- SAULNIER Raymond, A.S.-M.U.R., maquis Bayeux (Haute-Vienne), Président du C.D. de Haute-Vienne ;
- TARDIF Christiane, Trésorière du C.D. de l'Essonne ;
- VICTOR Anne-Marie, membre du Conseil exécutif au Centre Delestraint Fabien, co-présidente du C.D. du Lot-et-Garonne ;
- VIEILLARD Lucien, Président du C.D. de Haute-Garonne.

MEMBRES HONORAIRES DU BUREAU NATIONAL

- CHALUMEAU Maurice, F.F.I.-F.T.P.F. (Loire).
- FAURE Roger, (Lieutenant-colonel), F.F.I.-F.T.P.F., Président d'Honneur du C.D. des Alpes-Maritimes.
- FORESTIER Lucienne, Agent de liaison F.N.-F.T.P.F. Présidente-déléguée du C.D. de la Somme.
- GRAZON Jean, A.S.-M.U.R. Président-délégué du C.D. de l'Indre ;
- MARCADET Jean-Paul, (FFI - FTPF des Côtes-du-Nord), Président d'Honneur du C.D. des Bouches du Rhône ;
- MIROUZE Jean, F.F.I.-F.T.P.F., Président d'Honneur du C.D. du Lot-et-Garonne ;
- RANOUX Roger, Lieutenant-Colonel F.F.I., Chef départemental de la Dordogne, Président d'Honneur du C.D. de Dordogne ;
- THOUVENIN Jean, F.N. Lycéens puis maquisard F.T.P.F., Inspecteur Général honoraire de l'Administration de l'Education Nationale.

CONSEIL NATIONAL

André ALAZARD, Ange ALVAREZ, Jean ANNEQUIN, Jean-Michel ATHOMAS, Alain-Elie AYMARD, Max BARBANCEY, Francis BAULET, Jeanine BAZIA, Jean-Paul BEDOIN, Maurice BISAULT, Patricia BIZARRI, Jean-Emile BLANCHON (Libé-PTT), Sylvie BLONDEL, Nathalie BONAVENTURE, Marc BONNERAT, André BORLET, Jean BOTTEY, Jean-Pierre BOUNY, Gabriel BOUSSARD, Marie-Claude BOUSSARD, André BRESSON, Didier BRUNET, Fabienne BRUNET, Pierrette BUSSIÈRE, Paul CALMELS, Lidia CARRASSET, Bruno CASSANAS, Edgard CASTERA, Pierrette CATUSSE, Lucette CAYRON, Mireille CHALARD, Maurice CHALUMEAU, Eliane CHAPONICK, Pierre CHEVALIER, Robert CLAUD, Marie-Thérèse CLAVERIE, Paul CLEMENT, Michel COLAS, Danièle COLLET, Bruno COLLIN, Andrée COMMERCON, Simone CONAN, Jean-Michel CORTES, Jean-Louis CORTOT, Louis CORTOT, Gilbert COUILLARD, Suzanne CRAPEZ-PENILLAULT, André CUYEU, Sylvie DAEMS, Marcel DARFEUILLE, Jean DAVID, Robert DAVID, Thierry DEBUQUOY, Michel DEFRANCE, Michel DEHU, Bernard DELAUNAY, Muriel DELMAS, Jean-Philippe DEMAY, Guy DESCHAMPS, Marie-Jeanne D'HABERES, Pierre DRUARD, Henriette DUBOIS, Georges DUCHEMIN, Monique DUPONT-PICALAUSA, Fabienne DURAND, Michel DUVAL, Marguerite FADEAU-NOWAK, Narcisse FALGUERA (Guerrilleros), Henri-Michel FAUX, Andrée FAY, Jacqueline FOFFANO, Robert FOREAU-FENIER, Pierre FOUILLE, Charles FOURNIER-BOCQUET, Anne FRIANT-MENDRES, Colette GAIDRY, Marie-Louise GARCIA, Catherine GARDA, Alain GONTRAN, Yvonne GROULIER, Gisèle GUILLET, Colette GUYOMARCH, Pierre HENRY, Garance HERBILLON, Jean-Claude HERBILLON, Thomas HILLION, Claude JOSEPH, Béatrice JOUVE, Jamel KARMOUD, Camille LABRUDE, Jacky LAPLUME, Daniel LARREGOLA, Bernard LAVILLE, Marie-Ange LAYER, Françoise LE CORNEC, Ginette LEGAY-FRANCE, René LE PREVOST, Paul LIMOUZI, Jacques LOISEAU, Paul MAITRE, Jean-Frédéric MARCHESSOU, Odile MARCOU-DURET, Simone MARIOTTE, Hugues MARQUIS, Pierre MARTIN, Jean MASSE, Gérard MAZ, Jean-Jacques MERGEM, Eliane MEZY, Jacques MEUNIER, Françoise MICOAUD, Jack MOISY, Danièle MOLIERAC, Mireille MONIER-LOVIE, Anne-Marie MONTAUDON, Brigitte MORENO, Marie-Jo MOYSSET, Pascal NELLY, Bernard NEPLAZ, Colette PALLARES (Libé PTT), Charles PAPERON, Marius PAPI, Marc PARROTIN, Evelyne PASCAL, André PAYA, Jean PERRU, Martine PETERS, Jean-Maurice PIALEPORT, Michèle PICHON, Marie-Jo PIVIER, Antoine POLETTI, Michel PONTHEAU, Marie-Noëlle, POSTIC, Roger POUX, Albert QUIDEAU, Jean-Marc RAGOBERT, Gilbert RAMIERE, Jean REBOURG, Georges RESTOUEIX,

Jean-Paul RIFFAULT, Jean-Paul RIGOLI, Marcel ROCHAIX, André RODDIER, Claude RODDIER, Solange RODRIGUES, Alfred ROLLAND, Emile ROUBERTIE, Jean-Marc ROUYEYRE, Dany ROUYEYRE-VIGNETTES, Michel ROUZIER, Charles SANCET (Libé P.T.T.), Raymond SAULNIER, Jérôme SCAMPS, Jean SCIANDRA, Louis SEGRESTAN, Georges SENTIS, André SERRES, Gérard SIMON, Jean SOURY, Alexis TAPISSIER, Christiane TARDIF, Louis TARDIVEL, Régine THOMAS, Serge TILLY, Isabelle TISSIER, Colette TORTEY, Emmanuel TRASTET, Marie-Jeanne TRICARD, Sixte UGOLINI, Michel VALLON, Jacques VARIN, Raoul VAUGELADE, Marie-Françoise VAUZELLE, Anne-Marie VICTOR, Lucien VIEILLARD, Colette VILLARD, Gérard VIOLET, Mélanie VOLLE, Jacques WEILLER, Nicole ZERLINE, Raymond ZERLINE.

MEMBRES HONORAIRES DU CONSEIL NATIONAL

Robert AUBERT, Maurice BALLE, Jean BATHIAS, Marcel BAVAY, Charles BIART, Jacques BIZEAU, Roger BRAZZINI, Jean BRUNEL, Marlène CHALME, Pierre-André CHARRET, René CHORT, Roland CLERY, Jeanne COLETTE, Jeanine COSNARD-SIMON, Gilbert COULON, Jean-Paul DEGOUTTE, Paul DINNAT, Camille DOGNETON, Thérèse DUMONT, Jean EVIEUX, (colonel) Roger FAURE, Pierre FERDONNET, Joseph FESSLER, Danick FLORENTIN, Lucienne FORESTIER, Louis GENDILLOU, Jean GRAZON, Jean GUYADER, Lucien GUYOT, Fernand IBANEZ, Roger JAQUET, Jean JARDIN, Jean JULIAT, Robert LACROIX, Jean LEGER, Daniel LE PENDEVEN, Jean-Marie LE QUERE, Eugène LITTOUX, Jean LOCHE, Louis LOZAC'H, Jean-Paul MARCADET, Guy MARTIN, André MAS, Charles MAZET, Denise MEUNIER, Pierre MICHAUD, Jean MIROUZE, Pierre MONTES, Jean MOREAU, Joseph MORIAZ, Céline MOUROUX, Ginette MUNIER, Rosine NASTASI, René NESLE, Jean OOGHE, Jean PALIS, Vincent PASCUCCI, André PELLISSON, Pierre PETIT, Suzanne PLISSON, Henri PLANSON, Pierre PONS, Albert POTTON, Robert QUINT, Roger RANOUX, (Dr) Paul RAYBAUD, Raoul RENAUT, Antoine RESSOT, André RIBOUTON, Jacqueline RIFFAUD, Joseph ROSSI, Marcel-André ROY, Odette SABATE, Claude-Roland SOUCHET, Patricia SUSSET, Pierre THIBAUT, Charles THOULOUMOND, Jean THOUVENIN, Roger VENUAT, Gilbert VIDAL, Robert VOLLAND.

COMMISSION NATIONALE DE CONTROLE FINANCIER

Claude ANDRIEU, Président, Jean-Serge HOLLANDER, Jean-Paul MARIE, Roger ROUDOT, Louis SEGRESTAN.

LE PLURALISME DE L'ANACR

Depuis sa création, le pluralisme de l'ANACR s'est concrétisé en premier lieu par la participation à ses congrès de délégués issus des divers mouvements de Résistance, des réseaux de renseignement et de propagande, des filières d'évasion, des maquis et groupes de combat urbains, des F.F.L... Malgré le temps qui s'est écoulé depuis la Libération, qui a éclairci les rangs des Résistant(e)s et diminué le nombre de leurs délégués, celles et ceux d'entre eux présent(e)s au Congrès de Lons-le-Saunier étaient issus de *Libération-Nord*, *Combat*, *Défense de la France*, *Volontaires de la Liberté*, *Mouvement de Libération Nationale (M.L.N.)*, *Mouvements Unis de la Résistance (M.U.R.)*, *Armée Secrète (A.S.)*, *Résistance-Fer*, *Francs-Tireurs et Partisans Français (F.T.P.F.)*, *Organisation Spéciale (O.S.)*, *Front National pour la Libération et l'Indépendance de la France (F.N.)*, *Forces Unies de la Jeunesse Patriotique (F.U.J.P.)*, *Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.)*, *Résistance Intérieure Française (R.I.F.)*, *Forces Françaises Libres (F.F.L.)*, *Special Operations Executive (S.O.E.)*, de maquis, notamment de ceux du Lot-et-Garonne, de la Dordogne, de la Corrèze, de la Savoie, et, bien sûr, du Jura.

SALUTATIONS ET MESSAGES ADRESSES AU CONGRES

Fondation de la Résistance (extraits)

«Au mois de janvier 2012, la Fondation de la Résistance et l'ANACR ont toutes deux pleuré la disparition de Pierre Sudreau, une des figures les plus authentiques de la Résistance et de la Déportation qui eut dans nos deux organismes un rôle de premier plan.

«Dès 1987, il œuvra sans relâche pour la naissance de notre Fondation avant d'en devenir un vice-président en 1993 puis président de 2006 à 2009.

«À l'époque, deux phénomènes concomitants inquiètent Pierre Sudreau : la disparition progressive des survivants des combats de la Résistance et l'émergence d'un courant « révisionniste » dont les partisans falsifient l'histoire et dénigrent la Résistance. Avec un certain nombre de résistants, il réfléchit à la mise en place d'une structure pérenne permettant, au delà de la vie des derniers témoins, la transmission de leur histoire mais surtout des valeurs qui sous-tendaient leurs engagements. L'idée de la Fondation de la Résistance était née.

«Pierre Sudreau m'a souvent rappelé combien il avait fallu d'énergie pendant cinq ans pour lutter contre ceux qui s'opposaient à la naissance de notre Fondation. Tout était à bâtir. Il fallait convaincre les plus sceptiques et parvenir à regrouper au sein de cette nouvelle Fondation toutes les tendances de la Résistance française. Je dois dire que la hauteur de vues de Pierre Sudreau tout comme sa capacité à entretenir des amitiés dans toutes les sensibilités de la Résistance ont été essentielles dans les débuts de la Fondation de la Résistance, permettant d'assurer à la fois sa crédibilité et son rayonnement.

«Sur ce dernier point je ne peux m'empêcher d'évoquer devant vous l'amitié qui le liait à Guy Ducloné, résistant communiste qu'il connut au camp de concentration de Buchenwald. Des années plus tard, ils se retrouvèrent tous deux sur les bancs de l'Assemblée nationale et bien que n'étant pas de la même sensibilité politique, leur amitié restera indéfectible... Cette amitié mais aussi cette volonté de dépasser les frontières idéologiques amena aussi Pierre Sudreau à co-présider votre association avec Henri Rol-Tanguy.

«Sa vie entière fut exemplaire, depuis la Résistance jusqu'aux hautes fonctions qui furent les siennes comme préfet, comme aménageur de la région parisienne, comme ministre, marquée par l'exigence de servir l'État et la France...

«Homme préoccupé par le devenir de l'Humanité et européen fervent, il était particulièrement soucieux de transmettre un message d'avenir à la jeunesse. Déjà lorsqu'il était ministre de l'Éducation nationale en 1962, il avait contribué à ancrer de façon définitive dans le paysage scolaire français le tout jeune Concours national de la Résistance que son prédécesseur Lucien Paye venait d'officialiser.

«En 2011, à l'occasion de son cinquantenaire, la Fondation de la Résistance a tenu à rendre hommage aux multiples acteurs, piliers du Concours national de la Résistance et de la Déportation, en organisant un événement réunissant à la fois des résistants, plusieurs générations de lauréats et leurs enseignants, ainsi que des représentants des associations, des Fondations et des ministères de l'Éducation nationale et de la Défense. Ainsi, le 16 décembre dernier, la cérémonie officielle de remise des prix du CNRD 2010-2011 a eu lieu au Palais de l'Élysée. Le Président de la République a rappelé dans son discours l'importance civique et pédagogique du CNRD.

«Initiative originelle de la Confédération nationale des Combattants Volontaires de la Résistance (CNCVR), qui entendait ainsi participer à la formation civique des jeunes générations, ce Concours, preuve de son dynamisme, n'a jamais cessé d'évoluer, épousant les grands changements pédagogiques du système éducatif français. Ainsi, chaque année, il réunit sur la base du volontariat plus de 40 000 élèves de lycées et de collèges, ce qui en fait le plus populaire des concours scolaires...

«Depuis 1993, la Fondation de la Résistance s'est engagée à promouvoir ce concours et à aider les enseignants et les élèves à le préparer dans les meilleures conditions (...). Aujourd'hui, alors que la voix de nombreux témoins s'est tue, plus que jamais, tous ensemble, nous devons tout faire pour que cette pierre angulaire de la transmission de l'histoire et des valeurs de la Résistance non seulement perdure mais se développe dans l'avenir.

«Enfin comme beaucoup, ici présent, le savent pour y être associés, le 27 mai, pour commémorer l'anniversaire de la séance constitutive du Conseil National de la Résistance, la Fondation de la Résistance organise

une cérémonie au monument Jean Moulin, situé en bas des Champs-Élysées. Cette commémoration très sobre, à laquelle l'ANACR est associée, précède la cérémonie du ravivage de la Flamme sur la tombe du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe durant laquelle sont présentés les drapeaux qui nous sont confiés par les associations issues de la Résistance au moment de leur dissolution (...).

«Pour le soixante-dixième anniversaire de la création du CNR, la Fondation de la Résistance entend être largement associée aux côtés des pouvoirs publics à l'organisation de la commémoration de cette date, étape marquante dans l'unification de la Résistance française et dont le programme a inspiré les mutations de la société française depuis la guerre. Je vous souhaite à tous un bon congrès riche en débats».

Jacques VISTEL Président

Fondation pour la Mémoire de la Déportation

Je regrette de ne pouvoir [me rendre à votre congrès], ayant déjà des engagements à cette date...

Je souhaite plein succès à votre congrès national et vous prie de croire à l'assurance de mes pensées amicales et solidaires.

Marie-José CHOMBARD DE LAUWE Présidente

Fédération Nationale des Déportés et Internés, Résistants et Patriotes (FNDIRP)

«...L'ANACR et la FNDIRP, c'est une vieille histoire, faite de luttes communes pour la défense d'idéaux communs : la Paix, la solidarité, le respect de l'autre, le droit à la différence, la lutte contre toutes les formes de racisme et d'exclusion.

«L'ANACR et la FNDIRP, ce sont des femmes et des hommes qui sont aux avant-postes des luttes pour la démocratie, la défense des libertés, des citoyennes et des citoyens ardents défenseurs des grandes idées du Programme du Conseil National de la Résistance que certains disent ringard mais qui, en réalité, est porteur d'une étonnante modernité.

«Aujourd'hui, tous ces combats sont plus que jamais d'actualité.

«Un peu partout en Europe, l'extrême-droite fascisante relève la tête. En Grèce, le parti néo-nazi est entré au Parlement. En Lettonie, on érige un monument à la gloire de la légion Waffen-SS lettone et, hélas, on pourrait multiplier les exemples.

«En France, la droite décomplexée se rapproche du Front National. Dans différents endroits de notre pays, on rend hommage aux tueurs de l'OAS. Plus que jamais, la vigilance est indispensable. On a du mal à imaginer que, dans une ville de France, la maire fasse interdire la diffusion du *Chant des Partisans* lors de la commémoration de l'Appel du 18 juin.

«Nous n'avons donc pas trop de nos forces réunies pour faire face à l'ennemi commun, à notre ennemie de toujours, l'extrême-droite révisionniste et revancharde qui n'a jamais changé et ne changera jamais.

«En France, un nouveau pouvoir est en place depuis bientôt cinq mois. Nous attendons une série de mesures pour aller vers plus de démocratie, plus de justice sociale, mais nous voudrions bien ne pas attendre trop longtemps.

«A la FNDIRP, nous vivons une période difficile, vous le savez. A la fin 2011, une Assemblée générale extraordinaire aura à décider de la poursuite de nos activités ou de notre dissolution. Nous n'avons pas choisi la même voie que l'ANACR et avons toujours dit que nous arrêterions quand il l'y aurait plus d'anciens déportés ou internés capables de poursuivre nos actions. C'est pour cela que nos anciens, avec Marie-Claude Vaillant-Couturier, ont créé, voici 22 ans, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation qui a, plus tard, donné naissance à l'Association des Amis de la Fondation qui sont organisés en délégations territoriales qui couvrent les 3/4 de notre pays.

«Je sais que dans les départements, il y a souvent une très bonne entente entre elles et l'ANACR locale, il y a même des congrès départementaux qui se déroulent en commun. Quel que soit l'avenir de la FNDIRP, je souhaite que ce travail se poursuive, nous ne serons jamais trop pour mener nos combats.

«L'ANACR est une grande association démocratique, forte de son expérience. Au nom de la FNDIRP, je souhaite plein succès à votre congrès et réussite dans vos activités futures au service de la Paix, de la liberté et de la démocratie».

Robert CRÉANGE, Secrétaire Général

Association Républicaine des Anciens Combattants et victimes de guerre (arac) (Extraits)

«Je vous apporte le salut fraternel de tous les militants de l'ARAC. Nous avons, en toute amitié et fraternité, notamment dans la génération des anciens résistants, un certain nombre d'adhérents communs et nous nous rencontrons lors de nombreuses initiatives et cérémonies, à l'UFAC en convergence de vues, nous nous référons au Programme du CNR et demandons avec vous l'instauration d'une Journée nationale de la Résistance, le 27 mai.

«L'ARAC est une vieille dame – bien en vie – puisqu'elle va fêter dans quelques semaines ses 95 ans car elle fut fondée le 2 novembre 1917 à Lyon sous le nom d'Association Française des Anciens Combattants et Victimes de Guerre par 4 combattants des tranchées, 4 poilus : Georges Bruyère, un ouvrier métallurgiste parisien, et trois intellectuels brillants, Raymond Lefebvre, Paul Vaillant-Couturier et Henri Barbusse, ce dernier auteur du Feu, qui recevra le prix Goncourt en 1916. Le Feu, un livre au retentissement national et même international, qui fit prendre conscience de l'inhumanité de la guerre et de l'aspiration des peuples à la paix...

«Nous restons aujourd'hui fidèles aux idéaux de ces quatre fondateurs, en étant aussi tournés vers l'avenir, déterminés à assurer la pérennité de l'ARAC par l'ouverture à de nouveaux adhérents, à des acteurs non anciens combattants, venant à nous sur les valeurs transmises par nos aînés : l'unité du monde combattant, le passage de la mémoire, le refus de la loi du plus fort, la solidarité, l'anticolonialisme, l'antifascisme et la paix...».

Raphael VAHE, Président

Association Nationale des Cheminots Anciens Combattants (ANACAC) (Extraits)

«Je voudrais tout d'abord vous remercier de votre invitation et vous apporter le salut fraternel de l'ANACAC.

«Nos deux Associations ont beaucoup de points communs : transmission de la mémoire en se référant à la réalité historique ; poursuivre nos actions en faveur des droits, en particulier en ce qui concerne l'attribution de la carte CVR pour – certains Résistants qui peuvent aujourd'hui en bénéficier conformément aux conditions exigées. De même que la reconnaissance de la qualité de combattant volontaire aux titulaires de la carte CVR ou de la carte du Combattant au titre de la Résistance.

«Soyez assurés que nous sommes également à vos côtés pour l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai. Nombre de nos camarades qui ont laissé leur vie méritent la reconnaissance de la Nation. Bien évidemment, cette journée serait associée à celle du 18 juin.

«Nous nous retrouverons également pour nous opposer à la tentative de créer une journée unique du souvenir. Soyons clairs sur l'histoire de notre pays, chaque conflit a sa spécificité et ses dates de commémoration».

Robert MOULLIERE, Président

Fédération Nationale des Anciens Combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc (FNACA) (Extraits)

«Remplaçant Guy Darmanin, notre Président national, et Roland Delaine, Président départemental, je m'adresse à vous en leur nom, Anciens Combattants et Amis de la Résistance, avec une vive émotion.

«Les liens entre l'ANACR et la FNACA sont anciens et très étroits,

«Permettez-moi une réflexion personnelle : vous êtes encore plus de 5 000 Résistants à l'ANACR avec à vos côtés plus de 9 000 Amis de la Résistance, qui sont votre avenir comme passeurs de mémoire et de valeurs. N'est-ce pas la solution pour nos Associations qui disparaissent au rythme impitoyable de la vie ? Et Pourquoi ne pas rêver qu'un jour existe une nouvelle UFAAC, avec deux A, intégrant les Amis ?

«Chers Amis, au nom des Présidents national et départemental de la FNACA ainsi qu'au mien, je vous souhaite un très bon congrès.

Bernard BESSON, vice-président du Comité du Jura

Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – F.F.I. (Extraits)

«... l'Amicale des Anciens Guérilleros espagnols en France-FFI salue fraternellement l'assistance et formule les vœux pour une réussite de vos travaux.

«Vous avez cent fois raison de vouloir faire vivre les espérances de la Résistance car, depuis, l'aspiration universelle à la Paix, et la mise en œuvre du programme du CNR, entre autres, nécessitent, pour y parvenir,

de retrouver la nécessaire unité des composantes de la résistance, car devant l'inquiétante montée de l'extrême-droite, nous nous devons d'être vigilants, car vous savez tous commença commence, vous savez aussi commença fini, et si on laisse faire !

«Ne laissons ni dire, ni faire. Ce n'est qu'à cette condition que notre travail de mémoire, par-delà les témoignages et les commémorations, prendra et fera sens dans notre société.

«Vive l'ANACR et l'Amicale des Anciens Guérilleros espagnols».

Amicale de Neuengamme

Pascal HUGONNET, Président du Comité régional de Franche-Comté, et Jean CURIAL, Président du Comité Régional Rhône-Alpes, présents à Lons-le-Saunier, tous deux fils de déportés, ont tenu à venir saluer le congrès de l'ANACR, soulignant une communauté de lutte.

Association des Anciens combattants russes dans la résistance française «Combattant volontaire» (Extraits)

«Porte-parole de l'Association, j'ai le grand honneur de vous saluer au nom de notre nouveau Président Youri Vinoguine, qui poursuit la tâche de notre regretté Président Oleg Ozérov, ainsi qu'au nom de nos camarades qui sont encore là et qui n'oublieront jamais que leurs camarades Français les ont soutenus aux heures sombres et mortellement dangereuses de la guerre contre l'invasisseur nazi. Faits prisonniers -ou raflés quant aux femmes-sur le territoire occupé, en Union Soviétique, ils et elles ont été transférés en wagons à bestiaux jusque sur la côte ouest de la France.

«Pour faire face à un «deuxième front» toujours promis, l'occupant était pressé de bâtir son «Mur de l'Atlantique». Le nombre de ses prisonniers – esclaves se maintenait en permanence au niveau de 150 000 «têtes».

«Martyrisés et exploités à mort sur les chantiers des fortifications, à la construction des bunkers, des docks de réparation de sous-marins, comme à Bordeaux, où les malheureux, les travaux terminés, étaient noyés sur place, employés au creusement d'usines souterraines... (cela était le sort de femmes russes, qui mouraient là par centaines), comme sur la Côte de la Manche, où ces cavernes servaient à l'assemblage des pièces détachées de V₁ et V₂. Le sabotage, organisé par les prisonnières, faisait que beaucoup de ces premières fusées meurtrières n'atteignaient pas leur cible sur la côte britannique. On devine le sort des téméraires...

«Sur les 150 000 prisonniers, contingent toujours «renouvelé», plus de 25 000 ont réussi à s'évader, grâce à l'aide des amis, Espagnols et Polonais, Russes «blancs», Arméniens..., mais surtout Français ! Sur ces 25 000 chanceux ayant réussi à rejoindre la Résistance armée dans les nombreux maquis, plus de 9.000 ont donné leur vie pour la liberté...

«Chers Amis, j'ai eu la grande joie d'assister à de nombreux et très beaux Congrès Nationaux de l'ANACR qui porte haut la bannière des valeurs de la Résistance. Vive l'amitié franco-russe, vive l'ANACR !»

Irène KOTOMKINA, Croix du Combattant et Croix du CVR.

Association des Anciens combattants luxembourgeois dans la Résistance française

«De multiples empêchements (notamment de santé) ne me permettent pas d'assister à vos assises, contrairement à mes désirs les plus profonds.

«Le Congrès à Lons-le-Saulnier m'intéresse particulièrement. A l'époque, beaucoup de jeunes Luxembourgeois y sont passés pour rejoindre les forces armées alliées et notamment les rangs de la Résistance française. Nombreux sont ceux qui ont combattu dans les «maquis» et y sont tombés pour la liberté et l'amitié des peuples envahis.

«Je souhaite au Congrès de l'ANACR un grand succès. Dans l'Europe de demain, la survivance de l'esprit de la Résistance doit rester vivante dans nos cœurs et dans l'action.

Jules STOFFELS, Président

Associazione Nazionale Partigiani d'Italia (ANPI)

«En rappelant l'amitié entre les partisans français et italiens dans la lutte commune contre le nazisme et le fascisme, toujours soutenus par les valeurs de liberté et de démocratie pour les quelles nous avons combattu, nous souhaitons le plus grand succès aux travaux de vos importantes Assises. Avec notre salut fraternel».

Carlo SMURAGLIA, Président

INSTANTANÉS DE CONGRÈS...



L'ARRIVÉE A LONS-LE-SAUNIER...

A l'accueil du congrès, la traditionnelle formalité du retrait du mandat, du badge, de l'enveloppe des repas, de la serviette du congressiste, avec les documents et la plaquette du congrès, avec aussi les indications nécessaires pour un bon séjour et des travaux fructueux.

...ET AVANT LE DEPART

La dernière séance du Congrès. Dans quelques heures, chacun(e) repartira dans son département pour poursuivre le combat qui, trois jours durant, a réuni à Lons Résistant(e)s et Ami(e)s de la Résistance.



UN ÉVÈNEMENT...

*La mixité...
à la Présidence de l'ANACR !*

Pour la première fois dans son histoire, une femme – en l'occurrence deux – élue(s) à la tête de l'ANACR.

Ci-contre, les quatre président(e)s : de gauche à droite, Henriette Dubois, Pierre Martin, Cécile Rol-Tanguy et Louis Cortot.

CONVIVIALITE AU JURAPARC

Un congrès de l'ANACR, ce sont des convictions affirmées et des objectifs définis ensemble, ce sont aussi des moments d'amitié, en partageant le pain... et le vin.



LE REPAS FINAL

*A gauche :
venue du plus loin,
la délégation de Corse du Sud.*

*A droite :
le Jazz-band de l'Association
culturelle Marcel Baguy
anime le repas.*



FRANCE

DES COMPROMISSIONS DURABLES...

Les dernières semaines - et plus encore l'entre-deux tours de la campagne présidentielle de 2012 - avaient été marquées, au-delà de convergences idéologiques profondes ou opportunistes découlant de l'espoir de « siphonner » ainsi l'électorat de Marine Le Pen, par une inquiétante volonté de rapprochement avec le Front National lepeniste manifestée par des soutiens du Président sortant, et non des moindres.

Ainsi a-t-on entendu le candidat assurer que Marine Le Pen était « compatible avec la République », le ministre de la Défense alors en poste, Gérard Longuet, dire qu'elle était un « interlocuteur possible », Nadine Morano, ministre des gouvernements Fillon de mars 2008 au 10 mai 2012, admirative à son égard, déclarer ensuite entre les deux tours de l'élection législative de juin... « Je rencontre des électeurs du Front national, avec lesquels je partage les mêmes valeurs : la maîtrise de l'immigration, le refus du droit de vote de étrangers..., des valeurs portées par un mouvement de pensée ».

Les élections passées et perdues, plusieurs leaders et élus de l'ancienne majorité n'ont pas changé de langage, ce qui peut accréditer l'idée que les « dérapages » électoraux n'étaient pas que conjoncturels.

A l'automne, à l'occasion des élections pour la présidence de l'UMP et au-delà de la controverse sur le nom du vainqueur, les deux principaux candidats à sa présidence ont, lors de la campagne interne et du débat télévisé qui les ont réunis, repris à nouveau la scandaleuse comparaison faite lors des campagnes électorales du printemps 2012 entre le Front de gauche et le Front national, afin de légitimer par symétrie d'éventuelles alliances avec ce dernier.

D'autre part, toujours à l'automne 2012, lors de la préparation du congrès de l'UMP, la motion arrivée en tête avec 28% a été celle du courant « la Droite forte », dont le leader Guillaume Pelletier fut membre du « Front National de la Jeunesse » (lepeniste) de 1996 à 1998, du « Mouvement National de la Jeunesse » (mégrétiste) en 1999-2000, responsable des Jeunes du Mouvement Pour la France (MPF, de villiériste) ; il sera ensuite secrétaire général de 2003 à 2008 du M.P.F, avant d'adhérer en juin 2009 à l'UMP dont il devient en janvier 2012 Secrétaire national chargé des études d'opinion, intégrant en février suivant l'équipe des porte-paroles du Président sortant dès l'annonce de sa candidature...

Quant à la motion du courant « Droite populaire », animé par l'ancien ministre

Thierry Mariani et le député UMP des Alpes-Maritimes Lionnel Luca, elle obtient 10,87% sur des thèmes proches de ceux du Front National courant, notamment dans les domaines de la sécurité, l'immigration ou du droit de vote des étrangers.

Lionnel Luca va être cosignataire d'une proposition de loi déposée le 16 janvier 2013 sur la « reconnaissance du génocide vendéen », avec Alain Marleix, député UMP ancien secrétaire d'Etat aux Anciens combattants (juin 2007-mars 2008) puis à l'intérieur (mars 2008-novembre 2010), les députés villiéristes vendéens Véronique Besse Alain Leboeuf, Yannick Moreau et... Marion Maréchal-Le Pen, députée lepeniste du Vaucluse depuis juin 2012, ainsi que Jacques Bompard, député FN du Vaucluse de 1986 à 1988 et depuis juin 2012 député du Vaucluse sous l'étiquette Ligue du Sud, courant de l'extrême-droite « identitaire » ; Jacques Bompard, dont l'épouse, maire « Ligue du sud » de Bollène, a prétendu interdire de chanter le *Chant des Partisans* lors d'une cérémonie mémorielle le 18 juin.

A l'initiative de Jacques Bompard devait se tenir le 28 janvier à l'Assemblée nationale un « colloque sur les libertés » (sic !) avec la participation annoncée de Gilbert Collard, député Front National, de Xavier Lemoine, maire UMP de Montfermeil et vice-président du Parti Chrétien-Démocrate que préside Christine Boutin.

AGRESSIVE «IDENTITÉ»

Cela n'a - heureusement ! - pas l'ampleur des défilés nocturnes de masses porteuses de torches que connut l'Allemagne des années 1930, mais la marche aux flambeaux « *Lugdunum Suum* » qui s'est déroulée à Lyon le 8 décembre 2012, et qui a réuni quelques centaines de personnes officiellement pour rendre hommage à la Vierge Marie protectrice de la ville, témoigne de la fascination persistante des courants d'extrême-droite à l'égard de ce mode de manifestation. Une manifestation du même type a eu lieu à Paris le 12 janvier 2013 en hommage à Sainte-Geneviève.

Celle de Lyon était organisée par une association au nom anodin « Les Petits Lyonnais », créée en 2008 « pour la défense et la promotion de la culture lyonnaises ». Mais dont le secrétaire a été condamné le 12 novembre 2012 à 15 mois de prison dont 10 avec sursis pour sa responsabilité dans une agression à la barre de fer et à la batte de base-ball contre plusieurs personnes venant d'une manifestation antifasciste, agression ayant eu lieu à proximité de la « Traboule », local lyonnais des « Identitaires », ce courant radical de l'extrême-droite.

Car les « Petits Lyonnais » sont un des paravents utilisés par les « identitaires » lyonnais du mouvement « Rebeayne », affilié à Génération Identitaire qui a tenu son dernier congrès le 3 novembre 2012 à... Orange, la ville dont le maire est... Jacques Bompard.

A la mi-décembre 2012, Génération identitaire a effectué une tournée de promotion à Valence, Bourgoin-Jallieu et Grenoble, ville qui connaît aussi les violences de la mouvance radicale : le 19 octobre 2012, 6 militants de la Jeunesse communiste ont été molestés par des nervis à coup de barre de fer et de matraque.

SUEDE

L'EXTRÊME-DROITE PROGRESSE

Le résultat des élections législatives de septembre 2010 été un traumatisme dans la vie politique suédoise : avec 5,7% des voix, les *Sverigedemokraterna* (Démocrates suédois, SD) avaient fait entrer 20 députés au Riksdag, le parlement suédois, concrétisant ainsi une dynamique entamée aux élections précédentes de 2006 lorsqu'ils avaient obtenu 2,93% des suffrages (contre 1,44% en 2002).

En 1998, le score des SD, qui n'avaient alors que dix ans d'existence, n'avait été que de... 0,32%. Lors de ces législatives de 1998, ils avaient reçu l'aide d'un parti frère qui leur édita 250 000 brochures... à savoir le Front National lepeniste ; ce qui donne une idée des contours idéologiques de ces « Démocrates ».

Ainsi, c'est sans surprise que l'on apprendra que les SD sont pour l'arrêt de l'immigration et le renvoi d'un nombre important d'immigrés, contre l'« islamisation », la supranationalité... une positionnement qui n'est pas sans écho : en 2008, un sondage indiquait que, pour près de 40% des Suédois, il y avait trop d'immigrés dans le pays.

Les prochaines élections vont avoir lieu en 2014 et les premiers sondages préélectoraux, en créditant les SD de 7,8% à 12,5%, et ce alors même qu'une vidéo diffusée sur You Tube montre 3 députés SD menaçant, barre de fer à la main, un comique d'origine étrangère, suscitant l'inquiétude dans la classe politique.

Les déclarations du premier ministre libéral Frederik Reinfeld et du vice-premier ministre Jan Björklund, concernant les immigrés et le chômage, sont mises en cause, accusées de crédibiliser les thèses de l'extrême-droite suédoise que l'actuel leader des SD, Jimmie Akesson, cherche à rendre plus présentable, à la manière de Marine Le Pen...

POLOGNE

INQUIÉTUDES EN POLOGNE

La Pologne moderne est née le 11 novembre 1918, de l'effondrement consécutif à la Première Guerre mondiale des Empires Allemand, Autrichien et Russe, qui, depuis le début du 19^e siècle avaient occupé durablement l'ensemble des territoires polonais : Poznan et sa région avaient été sous domination allemande, Cracovie et la Galicie sous domination autrichienne, Varsovie et la Pologne centrale sous occupation russe.

C'est dire que cette date est importante pour les Polonais : c'est aussi celle qu'ont choisi le 11 novembre derniers plusieurs dizaines de milliers de nationalistes polonais pour une démonstration de force à Varsovie, à l'appel des «Jeunes de la Grande Pologne» (*Młodzież Wszechpolska*, MW), au nom significatif faisant référence aux territoires «perdus» en 1945 au profit de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Lituanie, alors républiques soviétiques¹ ; précisons que cette appellation reprend le nom d'une organisation fascisante d'avant-guerre qui s'était illustrée dans la persécution des étudiants polonais d'origine juive ou ukrainienne.

Robert Winnicki, le leader de ces Jeunes de la Grande Pologne, a exposé sans ambiguïté son objectif dans une interview à l'hebdomadaire polonais *Polityka* : «*Il faut enfin renverser la République née autour de la "table ronde" de 1989*»², exprimant par ailleurs sa haine des élites, à l'égard des étrangers, des homosexuels...

La manifestation du 11 novembre, qui s'est accompagnée d'affrontements violents faisant de nombreux blessés avec la police, était co-organisée par le «Parti pour la Renaissance nationale de la Pologne» (*Narodowe Odrodzenie Polski*, N.O.P.), résurgence lui aussi d'un courant fasciste d'avant guerre et qui est aujourd'hui membre du «Front National Européen» aux côtés du parti fasciste italien *Forza Nuova*, de la formation nazie grecque «Aube dorée», de l'organisation franquiste *Falange Española*, du NPD néonazi allemand ; et comme eux raciste, xénophobe et anti-homo.

En novembre 2011, le N.O.P. a obtenu... d'un juge l'enregistrement d'un logo homophobe représentant stylisé - sur un panneau de type interdiction rou-

tière-un acte sexuel entre hommes avec comme légende «*Zaka Pedalowani*» («*tarlouzerie interdite*»).

Ce qui est particulièrement inquiétant, en Pologne comme ailleurs, ce sont les passerelles qui se mettent en place entre ces formations ouvertement d'extrême-droite, positionnement qui limite leur audience notamment sur le plan électoral, et des formations ayant réussi à s'implanter dans la population, comme ce fut le cas de la «Ligue des Familles polonaises» (*Liga Polskich Rodzin*, LPR), une formation ultranationaliste intégriste, violemment hostile aux homosexuels et qui, après avoir conquis en 2002 plus de 800 communes, obtint 15 des 54 sièges au Parlement européen en 2004, 34 des 460 sièges à la Diète polonaise en 2005, son dirigeant, Roman Giertych, devenant ministre de... l'Education Nationale !

On a vu aussi présents dans la manifestation du 11 novembre des députés du parti conservateur «Droit et Justice» (*Prawo i Sprawiedliwość*, PiS) de l'ancien premier ministre en 2006-2007 Jaroslaw Kaczynski...

Tout ceci crée un climat délétère propice à l'exacerbation des fanatismes : à la mi-novembre 2012 a été arrêté un émule du norvégien Breivik, l'auteur de la meurtrière fusillade et de l'attentat qui en juillet 2011 firent 77 morts et 151 blessés. Brunon K., un professeur de chimie de l'université agricole de Cracovie envisageait de faire sauter le Parlement polonais avec... quatre tonnes d'explosifs le jour du vote sur la loi de finances.

Lors d'un débat public organisé par le club politique de droite, *Ronina*, le cinéaste Grzegorz Braun a, sous les applaudissements, ouvertement appelé «à tuer par balles des journalistes de *Gazeta Wyborcza* et ceux de la télévision *TVN*», considérés comme trop libéraux...

Des voix se sont élevées pour dénoncer ces dérives inquiétantes, et demander l'interdiction des organisations professant l'antisémitisme, appelant à la haine voire au meurtre.

Pour toute réponse, le ministre de la Justice a déclaré «qu'il n'y a aucune raison de dissoudre les jeunes nationalistes qui n'agissent pas dans l'illégalité». Or, c'est très précisément ce que demandent les défenseurs des principes démocratiques : que les discours racistes, l'apologie du fascisme, les appels à la violence soient déclarés illégaux.

HONGRIE

LES «GÈNES»... !

Le 26 novembre 2012, dans l'enceinte du Parlement hongrois, un député, Marton Gyongyosi, a déclaré que le conflit israélo-palestinien avait au moins le

mérite de permettre d'évaluer «le nombre de personnes d'origine juive qui représentent un certain risque pour la sécurité nationale de la Hongrie».

Le personnage - dont les propos sur un «comptage» rappelant la funeste époque du fascisme hongrois et du nazisme ont soulevé l'indignation - est membre du parti *Jobbik* dont le leader, Béla Kovacs, s'en prend le plus souvent aux Tziganes. Un fond de commerce raciste qui hélas n'est pas sans écho dans la population hongroise : lors des dernières élections en avril 2010, au terme d'une campagne électorale durant laquelle il dénonça sans relâche les «criminels tziganes» et le «complot juif», le *Jobbik* a recueilli 16,67% des voix et 47 sièges, devenant ainsi le 3^e parti de Hongrie...

Quelques mois avant les propos du député Gyongyosi, un autre dérapage avait été révélateur : un laboratoire hongrois de recherche génétique a délivré, à sa demande, à un homme désireux d'adhérer au *Jobbik* un certificat attestant que «l'examen génétique de monsieur X ne montre pas de gène typique des groupes ethniques rom ou juif...». Le site raciste et antisémite hongrois Kuruc. Info qui a révélé l'affaire - et qui a vu dans la démarche de M. X une «idée noble» (sic) - met en garde pour la déplorer sur l'impossibilité de «pouvoir isoler le «gène juif» et le «gène tzigane»».

Précisons que tout ceci se situe dans un pays qui a connu un régime fasciste allié des nazis, et que près de 600 000 des 750 000 juifs vivant en Hongrie au début de la dernière guerre ont été exterminés...

ITALIE

BERLUSCONI RÉCIDIVE...

«Les lois raciales représentent la pire faute d'un leader, Mussolini, qui en revanche a fait de bonnes choses dans tant d'autres domaines»,

«De bonnes choses dans tant d'autres domaines...», ces propos le 25 janvier 2013 de Silvio Berlusconi, qui tente à la faveur des élections de la fin février une reconquête du pouvoir notamment en courtisant l'extrême-droite nostalgique du Duce, ont soulevé l'indignation au-delà des partis de gauche hostiles au «Cavaliere» ; ainsi son alliée la Ligue du Nord s'en est-elle démarquée.

Pour être choquants, ils ne sont cependant pas inhabituels dans la bouche de Berlusconi : en 2003, il avait comparé les déportations des opposants aux Iles Lipari ordonnées sous Mussolini à des... vacances. En 1996, il avait qualifié Mussolini de «protagoniste» de l'Histoire pour l'opposer à Romano Prodi qualifié de «second rôle».

¹ Ces territoires étaient pour la plupart d'entre eux peuplés majoritairement de Biélorusses, Ukrainiens et Lituanais, et avaient été annexés à la Pologne au début des années vingt à la suite de conflits survenus entre la Pologne d'une part, l'Union soviétique et la Lituanie d'autre part.

² La Table ronde réunissant en 1989 des représentants du Gouvernement et du syndicat d'opposition *Solidarnosc* permit une transition pacifique entre les régimes communiste et post-communiste.

HOMMAGE AU COLONEL FABIEN



Comme chaque année, le 27 décembre dernier, l'ANACR a, avec les anciens du 15-1, rendu, au cimetière parisien du Père-Lachaise, hommage sur leur sépulture au Colonel Fabien et à ses compagnons, tués par l'explosion d'une mine il y a 67 ans, le 27 décembre 1944 à Habsheim, sur le front d'Alsace.

On remarquait la présence de Monique Georges, fille de Pierre Georges (Fabien), de représentants de l'Amicale des anciens du 15-1, de l'Association des Amis des Combattants en Espagne républicaine (ACER), des Amis des Républicains Espagnols de Région parisienne, de la FNDIRP, de l'ARAC.

La Direction Nationale de l'ANACR était représentée par Louis Cortot, Compagnon de la Libération, Président national, Jacques Weiller, vice-président, Jacques Varin, secrétaire général, Christiane Tardif, membre du Bureau national, Louis Segrestan et André Serres, membres du Conseil national ; la direction du Comité de Paris de l'ANACR était représentée par René Le Prévost, co-président, et Jean-Louis Cortot, secrétaire général, tous deux membres du Conseil National.

Jacques Varin retraça la vie, le combat et le sacrifice de Fabien, «S'il n'eut pas la joie de connaître cet aboutissement de la lutte contre le fascisme et le nazisme..., Pierre Georges fut sans

conteste l'un de ceux qui contribuèrent à préparer sur le sol de France occupé cette victoire, qui agirent pour que le peuple de France y prenne toute sa part. Il avait même, avant que les armées hitlériennes ne déferlent sur la France en mai-juin 1940, entamé près de 4 ans plus tôt le combat armé contre le fascisme, au-delà des Pyrénées (...). Pierre Georges partit malgré son jeune âge pour l'Espagne le 31 octobre 1936 pour s'engager dans les Brigades internationales, afin de défendre la république espagnole...». Il y fut blessé.

Fabien entra tout naturellement en Résistance et réalisa le premier attentat contre les troupes d'occupation, en abattant un officier de la Kriegsmarine, le 21 août 1941, au métro Barbès, donnant ainsi le signal fort du déclenchement de la lutte armée contre l'occupant. Un acte qui est passé à l'Histoire.

La gerbe de l'ANACR fut déposée par Louis Cortot et Jacques Weiller, d'autres le furent par l'ACER et les Amis des Républicains Espagnols de Région parisienne.

Puis l'Assistance se rendit sur la tombe de Pierre Villon, secrétaire général du Front national clandestin, vice-président du CNR, Président du Comac et ancien Président de l'ANACR, où Jacques Varin et René Le Prévost, déposèrent une gerbe.

TIRAGE DES BONS DE SOUTIEN 2012

Tous les talons des bons souscrits parvenus et réglés au siège de l'ANACR le 31 décembre 2012 ont fait l'objet d'un tirage au sort pour désigner les bénéficiaires des cadeaux offerts aux souscripteurs.

Les possesseurs des bons **44366** et **71128** recevront au choix, un poste de télévision couleur, un magnétoscope, un ordinateur ou une mini-chaîne d'une valeur de 762 à 914 €.

Tous les souscripteurs des bons portant les numéros suivants recevront, à l'adresse qu'ils auront indiquée, un cadeau utile et agréable qui leurs sera expédié, franco de port, dans les mois suivant la réception par nos services du bon correspondant.

00846	09946	18471	24821	34794	40966	55971	68766
01746	10478	18890	27028	35601	41201	56646	69156
02586	10806	19320	27500	35641	41860	56708	70830
03136	11865	19331	28320	36601	42105	60057	71128
03692	12136	19687	29246	36738	44366	60971	71921
03746	12145	20017	31831	37332	46127	62386	73608
05695	12950	20896	32516	37581	47086	63206	75098
06852	13436	21096	32956	37716	48676	63831	76081
07137	13869	22501	33201	38911	49320	64405	76431
08011	15116	23041	33530	39322	50759	65256	78711
08536	17720	23271	34021	39390	50926	66136	80320
08936	17791	23621	34221	39635	51083	67434	
09546	18268	24031	34731	40236	55141	67731	

HOMMAGE AUX 79 FUSILLÉS DE LA MALTIERE

Chaque année, le 30 décembre, une cérémonie est organisée devant la butte de la Maltière en présence d'une foule nombreuse. Pour le 70^e anniversaire de l'exécution en ce lieu le 30 décembre 1942 de 25 Résistants bretons, la commune de Saint-Jacques-de-la-Lande (35) a tenu à honorer tous les Fusillés à la Maltière entre 1940 et 1944.

Le premier fut Marcel Brossier le 18 septembre 1940, une cinquantaine le furent entre mai et juillet 1944, à l'approche de la Libération ; 32 le furent à Rennes le 8 juin.

La municipalité de Saint-Jacques a fait faire une exposition itinérante retraçant les parcours de ces Résistants, pouvant être prêtée à d'autres collectivités.

Renée Thouanel, présidente de l'ADIRP 35 et secrétaire de l'ANACR 35 a réalisé un livret de 36 pages – imprimé par les soins de la municipalité à 1 500 exemplaires – qui replace toutes ces tueries dans le contexte de l'occupation nazie et de la Résistance.

Des visites des classes de la commune sont organisées sur le site de la Maltière.

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La

Direction Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Camille TREBOSC (Libération-PTT, Hérault)

Après des débuts à la Poste en 1933, Camille Trébosc travaillera ensuite aux Chèques Postaux de Paris. Il s'engagera dans des activités de solidarité tout particulièrement lors de la guerre d'Espagne face à l'afflux de milliers de réfugiés, se dépensant sans compter pour venir en aide à ces victimes du franquisme. Sur sa proposition, son bureau parrainera une jeune orpheline, fille d'un mineur des Asturies, tous les agents sans exception apporteront chaque mois leur contribution financière pour payer les frais d'internat et chaque dimanche une famille accueillera l'adolescente. C'est dans ces actions de solidarité qu'il rencontrera celle qui deviendra son épouse, Paule, disparue en novembre 2009 après avoir été auparavant honorée de la Légion d'honneur au titre des «Justes» de France pour l'aide apportée par ses parents et par elle-même aux Juifs de Clermont-Ferrand durant l'Occupation. Fin juin 1940, démobilisé après la défaite et l'armistice, Camille, réaffecté à son bureau de Poste, entre en contact avec des anciens responsables de la C.G.T. Unitaire des Postes, tels Henri Gourdeaux, Jean Grandel, Emmanuel Fleury, clandestins parce que pourchassés par les polices française et allemande. Ils mettent sur pied des comités de solidarité en vue d'aider les familles les plus en difficulté, de redonner l'espoir. Quand il est arrêté en février 1944, il assume alors d'importantes responsabilités dans le mouvement de la Résistance aux PTT. Après être passé entre les mains de la Gestapo, qui n'obtient rien de ses interrogatoires, il est déporté le 12 mai 1944, au camp nazi de Buchenwald dans le même convoi que Jean Llobes (un des tous premiers résistants des PTT) et Pierre Sudreau. Faisant partie de la «Brigade française d'action libératrice» du camp qui, ayant réussi à se procurer quelques armes, mènera un assaut surprise contre les gardiens nazis qui avaient consigné de liquider les déportés au lance-flamme à l'approche des alliés, qui trouveront un camp libéré où les prisonniers étaient les bourreaux de la veille. De retour en France en mai 1945, il reprendra son travail et s'investira principalement dans la défense de la Résistance et de ses valeurs démocratiques, fondant en 1947 avec quelques camarades l'association «Libération Nationale PTT» dont il sera successivement trésorier, secrétaire général puis président. L'association s'affiliera en 1954 à «l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance» (l'ANACR), dont Camille Trébosc sera élu lors du Congrès du Havre en 1974 membre du Conseil National ; il le restera jusqu'en 2002, en devenant alors membre honoraire jusqu'à sa récente disparition. Ces dernières années, ses activités seront freinées puis arrêtées par la maladie. N'étant plus en mesure d'assumer la présidence de «Libé PTT», il en était devenu Président honoraire. Il était Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire.

Sereno CUSSIGH (Isère)

Décédé le 15 avril 2012 à l'âge de 91 ans, Sereno Cussigh, doyen du comité ANACR de Morestel, était né à Povoletto (Italie) le 2 septembre 1921. Son père, ouvrier, était arrivé en France en 1926. Orphelin de mère à 9 ans, il est, 3^e enfant d'une fratrie de 5, obligé de travailler à 11 ans dans une ferme. Il suivra par la suite un apprentissage de pâtissier dans la banlieue lyonnaise. Incorporé aux chantiers de jeunesse à Sathonay-Camp au début de la guerre, il rejoindra plus tard avec son frère Achille la Résistance qui s'était organisée dans le canton de Morestel et sera incorporé au 2^e groupe de la 4^e section du Maquis d'Ambléon, commandée par le Sous-lieutenant Marcel Couthon. Le 22 août 1944, Sereno («Pierre» dans le

maquis) se retrouvera à Flosailles parmi les 400 Résistants du Maquis d'Ambléon qui, le lendemain, libéreront Jallieu et Bourgoin. Puis ce sera La Verpillière et ce jusqu'à Lyon. Stoppé par les blindés nazis à Saint-Bonnet-de-Mure, c'est sous la mitraille qu'avec Paul Thuderoz (dit «Bill») il traînera Jo Vittaz, grièvement blessé, dans une couverture pour l'évacuer sur Saint-Pierre-de-Chandieu. Au cours de ce sauvetage, Sereno recevra un éclat d'obus à la poitrine, qu'il ne déclara jamais comme blessure de guerre.

Max PLOQUIN (Indre)

Décédé le 25 août dernier à l'âge de 82 ans, Max Ploquin, dans la juste continuité de ses convictions humanistes, a adhéré de suite aux principes que l'ANACR défendait et fit partie des premiers Ami(e)s à agir au côté des responsables Résistants du département s'appuyant sur le lien étroit qui l'unit à Gilbert Coulon, Résistant. Membre permanent et incontournable de la structure départementale, Max sut conseiller les Ami(e)s et émettre des avis judicieux en restant fidèle, dans son existence, au contenu des valeurs de la Résistance. Homme progressiste et avant-gardiste dans sa vie professionnelle médicale, attentif à l'évolution de l'Association et ce jusqu'au dernier moment, Max, exemple de force de lutte, de dignité humaine et d'optimisme de vie réunissait, chose rare, valeurs intellectuelles et valeurs morales : modestie et discrétion, générosité, écoute, tolérance et franchise, fidélité en amitié.

Hans HEISEL (Allemagne)

Le 12 juillet dernier, s'est éteint à Francfort Hans Heisel à l'âge de 90 ans. À dix-sept ans, issu d'une famille très pauvre, laborantin dans les usines Bayer de Leverkusen, il pose sa candidature pour entrer dans la marine marchande mais est incorporé le 1^{er} janvier 1940 dans la marine de guerre. Après une formation de téléxiste pendant quelques mois, il se retrouve en juin suivant à Paris, dans les locaux du ministère de la Marine, place de la Concorde, où est regroupé le personnel des transmissions, ne se posant alors aucune question. C'est par l'intermédiaire d'un coiffeur alsacien et d'un tailleur yougoslave, qui, l'un et l'autre, maîtrisent la langue allemande, que ses yeux se dessillent progressivement. L'arrivée dans le service d'un autre téléxiste, Arthur Eberhard, social-démocrate fasciné par la Révolution française, antifasciste, anti-nazi, ennemi juré de Hitler, accélère son évolution. Grâce au tailleur yougoslave, les deux marins sont mis en contact avec le Parti communiste allemand (KPD) clandestin, auquel ils adhèrent, et sont progressivement intégrés au «Travail allemand», («TA»), structure mise en place par le PCF en liaison avec les communistes allemands et autrichiens réfugiés en France, visant à diffuser parmi les occupants de la propagande antinazie et à organiser, dans les rangs de la Wehrmacht, les opposants au régime d'Hitler. Le contact avec le TA passera d'abord par l'intermédiaire d'une communiste autrichienne réfugiée en France, Lisa Gavritch («Maria»), qui contribuera à approfondir leur culture et réflexion politique». Commence alors pour Hans - comme pour Arthur et les autres soldats gagnés à la cause - une activité particulièrement intense et, bien évidemment, très risquée. Avec Arthur et un troisième participant - Kurt Häiker -, Hans met en place au sein du Ministère de la Marine une véritable cellule regroupant une quinzaine de sympathisants à la veille de l'insurrection parisienne. Pendant près de trois ans, ces soldats de la Wehrmacht vont diffuser des tracts et des journaux parmi leurs camarades, ils fourniront des informations à la Résistance française sur les mouvements des

troupes d'occupation, ils voleront des armes qui seront remises aux FTP. Déplacé début août 1944 et ayant perdu le contact avec ses camarades, Hans déserte et rejoint les insurgés parisiens. Il participe aux combats et apporte une aide précieuse à ses camarades français, notamment en raison de sa connaissance de la langue allemande. Paris libéré, il se joint au 1^{er} régiment de Paris («la colonne Fabien», du nom de son chef, qui intégrera la 1^{re} Armée française du général de Lattre de Tassigny et deviendra le 151^{er} RI. Hans Heisel est alors chargé de la propagande en direction des troupes allemandes, interpellées et appelées à déserteur par haut-parleur ; fonction qu'il reprendra à partir du début de 1945 face à la «poche» de la pointe de Grave, près de Royan, où des unités de la Wehrmacht continueront à se battre pratiquement jusqu'au 8 mai 1945. À la fin de la guerre, Hans Heisel rejoint sa ville d'origine et reprend son activité de laborantin dans les établissements Bayer. Il s'engage alors activement au sein du KPD, ce qui lui vaudra, après l'interdiction de celui-ci en 1956 en Allemagne de l'Ouest (RFA), quinze mois de prison pour reconstitution d'organisation dissoute. Ces dernières années, il consacrait une grande partie de son énergie à témoigner devant des lycéens de ce qu'avaient été son engagement contre le nazisme et sa participation à la Résistance française. En conclusion de l'entretien qu'il avait accordé à Claude Collin, maître de conférences honoraire de l'université Stendhal de Grenoble, il déclarait : «Cette expérience que j'ai vécue à Paris m'a totalement transformé, a fait de moi un véritable être humain. Elle m'a transformé, elle m'a mûri, elle m'a enrichi, tant sur le plan culturel que politique (...), s'il y a une période de ma vie dont je ne regrette rien, c'est bien celle-là ! »

Jacob MENDRES (Finistère)

Né le 20 novembre 1916, Jacob Mendres, aura été tôt orphelin de son père, maréchal-ferrant «mort pour la France» en 1918, laissant une veuve et six enfants pupilles de la nation. Peu après, alors âgé de 4 ans et demi, il perdra sa mère Jeanne-Marie, morte de chagrin, et sera élevé par ses sœurs aînées. Quittant trop tôt l'école, avant 12 ans, craignant d'être une charge pour elles, il travaillera quelque temps dans une ferme avant de suivre vers 14 ans sa sœur aînée à Quimper, et d'apprendre auprès de son beau-frère le métier de maçon-cimentier. A 18 ans, il rejoint Brest. Sa première prise de conscience politique se fait autour de la personne de Pierre Guéguin, le maire communiste de Concarneau. Adhérant à la CGT - nous sommes en 1936, l'époque du Front Populaire - il se lance dans l'action militante qu'inspire l'idée qu'en Union soviétique se construit un monde nouveau, meilleur. Nouant avec Germain Riou des liens d'amitiés qui dureront toute une vie, c'est dans sa famille qu'il profitera des premiers congés-payés de 1936, à Saint-Goazec où il épousera Françoise, sa cousine. Il suit des cours du soir à la Bourse du Travail, dispensés par Marcel Hamon, professeur de philosophie, beau-frère de Tanguy-Prigent et futur «colonel Courtois» dans la Résistance. Sous les drapeaux au 2^e R.I.C. du 20 octobre 1937 au 9 septembre 1940, il formera, trois jours après sa démobilisation, avec Germain et Jean Goasguen - la France ayant été vaincue et occupée - le premier triangle de Résistance du bâtiment dans la Région. Ses camarades de combat clandestin seront Carlo De Bortoli, Pierre Corre, Jules Lesven, Albert Rannou, Albert Abalain. En mai 1942, c'est le sabotage de la base sous-marinée réalisé avec Albert Rannou, ancien lieutenant de la XIV^e brigade internationale en Espagne, où la Seconde Guerre mondiale avait de fait commencé à l'été 1936. Un grand coup,

prévu pour le 1^{er} mai 1942 à l'École Navale de Brest, où devait avoir lieu la réunion des états-majors maritimes allemand, japonais et italien, échouera, la dynamite, transportée par Albert Abalain, ayant été interceptée en gare de Brest. La nuit du 13 au 14 juillet 1943 laissera à Jacob Mendrès un souvenir inoubliable : il participera avec Germain Riou, Georges Larvor, et Louis Berthou au pavoiement de la ville de Lambézellec aux couleurs Bleu-Blanc-Rouge de la République. Fin décembre 1943, traqué par l'ennemi sur son chantier, il réussira à s'enfuir et à sauter dans un train, puis il échappera à un piège tendu par la Gestapo devant son domicile, mais devra passer à la clandestinité, réfugié dans la famille de Corentin Poiriel, de Tourc'h. Au moment du débarquement, Jacob Mendrès rejoint Saint-Goazec et le premier maquis de Bretagne. En juillet 1944, ce sera la réception des parachutages d'armes de Ty-Roué en Saint-Goazec. Puis il consacra son énergie à la formation du 2^e bataillon «Stalingrad», qu'il quittera pour devenir, jusqu'à la libération du Finistère, Commissaire à la Sécurité à l'état-major FFI à Quimper. La paix venue, Brest, presque totalement détruite, est à reconstruire. Et c'est là la magnifique aventure de la SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AUX OUVRIERS REUNIS (S.C.O.R.) fondée fin 1946 à dix ouvriers, entreprise qui comptera jusqu'à 270 personnes et dont il sera le directeur jusqu'à sa retraite. Le travail ne manque pas : Reconstruction de Brest, Préfecture, travaux de la ville de Quimper. Parmi ces ouvriers et chefs de chantiers des figures remarquables de Résistants et de Républicains Espagnols. La SCOR accueillera ces camarades de lutte, Raphaël Itarte, Deltebre, Miguel Marin, de Murcia, capitaine républicain qui libéra la prison Saint-Michel de Toulouse, Antonio Muñoz, d'Almería, rescapé de Mauthausen... Une solidarité avec les antifascistes et républicains espagnols qui ne se démentira jamais. Père d'Anne Friant-Mendrès, Vice-présidente nationale de l'ANACR, et présidente de son Comité du Finistère, Jacob Mendrès, lieutenant FFI-FTPF, était fondateur et Président d'Honneur du Comité ANACR du Finistère, Président d'Honneur du Comité ANACR Sud-Cornouaille et Parrain du Pôle Jean-Moulin.

Frank RANC (Ardèche)

Disparu fin septembre, Frank Ranc, avait été contacté fin mai 1944 pour constituer le maquis de Chavagnac (lieudit sur la commune de Saint-Basile) en Ardèche. Dès le 6 juin 1944, il participa à la formation de la 21^e Cie du secteur B de l'Armée Secrète sous le commandement du capitaine Ancelin, à la libération de l'Ardèche en septembre 1944 avant de s'engager dans l'armée régulière où il est incorporé dans le 159^e régiment d'infanterie alpine, placé sous les ordres du général Delattre de Tassigny.

Paulette FORMAUX (Oise)

En 1942, Paulette Formaux, étudiante âgée de 18 ans, avait rejoint les rangs des FTP de l'Yonne au lendemain de la mort de son père, fusillé par les nazis. Sous le pseudo de «Marianne» elle était devenue agent de liaison. La libération venue, renouant avec ses études, Paulette était devenue institutrice puis directrice d'école. Arrivée dans l'Oise, elle devint rapidement un des piliers de l'ANACR. Avec son époux, Fernand, elle entreprit de rassembler des documents et fut à l'origine de la création d'une commission ANACR départementale d'histoire ; durant dix années, ses membres visitèrent systématiquement toutes les communes de l'Oise rassemblant archives et témoignages ce qui permit l'édition d'un Mémorial et aida à la publication, par une association spécialement créée, d'un CD Rom consacré à l'histoire de la Résistance dans le département.

Adolphe LOW (Alsace)

Décédé le 10 novembre 2012, Adolphe Low, né le 21 juillet 1915 à Cottbus, en Allemagne, rejoint dès l'âge de 14 ans les rangs des combattants de

la liberté. A 18 ans, alors qu'il est recherché par la Gestapo, il réussit à quitter l'Allemagne. Arrivé en France, sans argent, ne sachant pas un mot de français, il connait une vie très dure. Quand en 1936 éclate la guerre d'Espagne, il s'engage dans les Brigades Internationales. Après la défaite des Républicains, il revient en France, où il se fait arrêter et interner au camp des Mille. A l'entrée en guerre de la France en septembre 1939, il s'engage dans l'armée française. Comme Allemand, il est intégré à la Légion Étrangère et envoyé en Algérie. L'armistice signé, il est renvoyé en France, où, à nouveau, il est arrêté et conduit au camp de Rivesaltes d'où il réussit à s'évader. Connaissant à nouveau des moments très difficiles, il réussira à prendre contact avec la Résistance. Quand viendra le temps du maquis, il participera à de nombreuses missions, organisant des sabotages de voies ferrées, d'un viaduc. Nommé commandant de compagnie avec le grade de lieutenant, il dirigera 1944 des combats pour la libération de la Creuse. Le 6 juin 1944, il entre à la tête de ses hommes à Guéret, chef-lieu du département. Il fera échec à une tentative de contre-attaque des Allemands et de la Milice. Intégré à l'armée régulière reconstituée, il sera envoyé sur le Front des poches de l'Atlantique, puis en Algérie. Le 2 décembre 1945, le général de Gaulle signe en sa faveur un décret de naturalisation. Soixante ans plus tard, il sera fait en juillet 2005 chevalier de la Légion d'honneur.

Jean BALLOUARD (Côtes-d'Armor)

Né le 3 avril 1927 à Plélo, Jean Balloard est entré en résistance à l'âge de 17 ans, et ses actions clandestines seront de servir d'informateur, de transmettre documents et journaux et la remise de faux papier. Au sein de son groupe il participera à des actions de sabotage ; Particulièrement sur la ligne de chemin de fer Paris- Brest et le réseau téléphonique dans le secteur de Guingamp. Participant à la libération de Plélo, le 7 août 1944, il est pris en otage par une centaine d'Allemands aux ordres des officiers S.S. Heinrich et Melfred qui, terrorisant la population, menaçaient d'incendier la commune et de fusiller les otages. Aligné contre le mur de l'église avec d'autres otages, il vivra là, dans l'attente et la crainte, ce qu'il pensait être ses derniers instants avant d'être fusillé. Heureusement l'intervention du maquis du bois de la Salle, et l'arrivée opportune d'une colonne blindée américaine aux ordres du lieutenant Hamslev permit sa délivrance et l'anéantissement de l'ennemi, qui perdra dans la bataille dite de Plélo plusieurs dizaines d'hommes, dont les deux officiers S.S. et de nombreux prisonniers. Il combattit ensuite comme engagé volontaire sur le front de Lorient, où il sera blessé par un tir d'obus. A l'issue des hostilités, il entrera dans la Police Nationale, y terminant sa carrière. Jean Balloard était titulaire des Croix du Combattant, du Combattant volontaire de la Résistance et avait reçu le TRN.

Robert DUCOL (Indre-et-Loire)

Jeune adolescent de 14 ans, Robert Ducol participa le 12 février 1934 à l'action contre les ligues factieuses, puis au printemps 1936, aux défilés parisiens du Front Populaire. Instituteur, entré en Résistance à l'Occupant, ayant rejoint le Front National de Lutte pour La Libération et l'Indépendance de la France, il forma et anima avec son épouse Solange le groupe FTPF de Parçay-Meslay. A la Libération, militant communiste, il s'engagea dans le combat laïque et le mouvement syndical enseignant au sein du Syndicat National des Instituteurs (FEN) puis de la FSU. Membre du Comité Directeur départemental de l'ANACR, il était aussi depuis de longues années Directeur de publication de son journal «Résistants de Touraine».

Pierre DOULCET, André GIRAUD (Corrèze)

Disparu le 16 novembre 2011, Pierre Marcel Doulcet était né le 22 janvier 1921. Dès 1940, refusant l'humiliation de la défaite, il s'engage dans

l'action de Résistance. Fin 1943, alors que l'espoir est en train de changer de camp, épaulé par Pierrot Malagnoux, au niveau de Chaillac, il interdit progressivement la Nationale 140 aux forces pétainistes et stoppe l'acheminement des bêtes réquisitionnées par le tacot, permettant, par ricochet, l'attaque et la neutralisation définitive de la gendarmerie de Seilhac. Au printemps 1944, en dépit des effroyables incursions de la division Brehmer, il regroupe la jeunesse chamboulivoise pour former la 2365^e Compagnie FTP, comptant une soixantaine de combattants qui lui en confieront le commandement. Après le débarquement du 6 juin en Normandie, il dirige une partie de ses troupes sur Les Nollhettes où d'autres Résistants ont déjà abattu des arbres pour retarder la progression allemande V6'S les plages du débarquement. Ce sont ses hommes qui intercepteront et détruiront le véhicule allemand qui, à l'aube de ce sinistre 9 juin 1944, essaie de rejoindre Tulle où se trouve encore la «Das Reich». Apprenant que la sinistre unité SS se rapproche de Chamboulive, il fera dissimuler les armes entreposées à la mairie afin de soustraire la population à d'éventuelles représailles. Au mois d'août, il participe à la Libération de Tulle et, le 3 septembre, à la tête de sa compagnie, à la manifestation patriotique organisée par le comité local de Libération de Chamboulive pour célébrer la Libération de Paris, puis il rejoint les armées de la République retrouvée pour terrasser le nazisme.

André Giraud était né le 8 mai 1934 à Saint-Angel. Orphelin de mère à l'âge de 2 ans, il est élevé par son père et ses grands-mères. Brillant élève, il entrera à l'École normale primaire et deviendra instituteur, débutant sa carrière à Châteaurox avant d'exercer à Cuzian (Indre) puis d'être muté en 1983 en Corrèze à Liginac où, devenu directeur d'école, il prendra sa retraite. Habitant Palisse, village de Soustras, il en sera élu en 1989 conseiller municipal et maire-adjoint. La Seconde Guerre mondiale ayant marqué fortement l'enfant de 5 ans qu'il était en 1939, son père restant prisonnier 5 ans en Allemagne, et ayant des souvenirs précis de la période sombre de l'Occupation, du combat des Résistants, de la Libération, de la victoire du 8 mai 1945, c'est tout naturellement qu'il adhère à l'association des Amis de la Résistance. Apportant une aide précieuse aux Anciens Combattants de la Résistance, il deviendra, au côté de Roger Estrade, secrétaire du comité ANACR de Neuvic puis en assumera la Présidence.

René GRATIAS (Lot)

Né dans une famille de Saint-Céré très engagée politiquement, René Gratias deviendra instituteur et secrétaire de mairie dans la commune voisine de Gorse. Entré en résistance à l'insu de sa famille, il est contacté en 1943 par Robert Noireau («Georges»), chef des maquis FTP du Lot, à la recherche d'approvisionnement en nourriture, les effectifs des maquis allant croissant. Secrétaire de mairie, René Gratias va apprendre à «jongler» avec les tickets d'alimentation, les cartes de rationnement, les fausses pièces d'identité, et réussir à convaincre des collègues de communes avoisinantes de l'imiter. Ce qui permettra d'assurer une partie du ravitaillement des maquis naissants et de faciliter les déplacements de leurs chefs. Début 1944, René Gratias quitte son poste d'instituteur pour seconder «Georges» et, sous le pseudonyme de «Camille», devenir chef des maquis stationnés sur Souceyrac, Lacam-D'ourcet, Frayssinhes. Il crée au Rougiié un parc de matériel — voitures, camions, motos — à la disposition des maquis, Commandant du 3^e bataillon, il participe à l'élaboration du plan d'occupation de Cajarc, puis de celui de Cahors, dont il deviendra commandant militaire. René Gratias sera nommé attaché de préfecture au côté de Dumas (dit le «Préfet des Bois») nommé par le maquis nouveau Préfet du Lot. Ce n'est que plusieurs mois après la Libération qu'il quittera Cahors pour sa nouvelle nomination d'instituteur

à Tauriac, avant de nouvelles fonctions au C.E.G de Bretenoux.

Marinette MOULIN, Pierre Joseph POINTET (Savoie)

Née en 1925 à Coise, où elle fut influencée par les valeurs républicaines de Pierre Cot, maire de la commune, elle suivit son frère Hyppolite dans la Résistance, d'abord comme agent de liaison, puis au sein des FTP. Victime de dénonciation de la part d'un traître, la ferme familiale étant incendiée, elle est arrêtée, frappée et torturée à Chambéry avant d'être, en compagnie de Charlotte Ainaridi d'Ugine, déportée à Ravensbrück puis à Hollesheim d'où elles reviendront en mai 1945. Présidente de l'ANACR d'Albertville, elle avait aussi des responsabilités à la FNDIRP.

Né en 1924 à Cevins, Pierre-Joseph Pointet rejoignit la Résistance au sein de la Compagnie FTP 92.07, participant à divers sabotages, distributions de tracts, transports d'armes provenant du parachutage des Saisies le 2 août 1944, le 10 août 1944, il est au bouchon de Teisson-sur-Isère pour freiner le repli des troupes allemandes puis participera à la Libération de la Tarentaise. Engagé pour la durée de la guerre au bataillon « Savoie », qui deviendra le 13^e Bataillon de Chasseurs Alpins (B.C.A.), il participe le 30 mars 1945 au combat pour la reprise du fort de la Redoute au Roc noir, ayant comme brancardier la périlleuse mission de secourir les blessés et ramener les morts.

Bernard FLEURY (Somme)

Décédé le 22 février dernier dans sa 90^e année, Bernard Fleury, après de brillantes études, devint saint-cyrien. Pendant l'Occupation, il rejoignit la Résistance et devint instructeur dans les maquis de Bourgogne.

Après le débarquement allié, il fut officier de liaison avec l'Armée britannique, et fut promu capitaine. Ayant pris sa retraite à Saint-Blimont, il en fut maire de 1999 à 1995, et fut à l'origine de la création de la section locale de l'ANACR, dont il fut vice-président départemental.

Jean MONTARGOT (Marne)

Président d'honneur du Comité marnais de l'ANACR, Jean Montargot, disparu le 26 mai dernier dans sa 93^e année, éprouva dès le 12 mai 1940 la nécessité d'entrer en Résistance quand, accompagnant avec son jeune frère Roger un voisin rejoignant son régiment en gare de Rethel, ils se retrouvèrent dans des colonnes de réfugiés civils de Belgique et du nord des Ardennes fuyant les violents combats et l'avance allemande, colonnes mitraillées par la Luftwaffe. De ce carnage Roger Montargot ne se releva pas ; Jean en fut marqué jusqu'à son dernier souffle. Avec son père Albert, Jean fit de la ferme familiale de Saint-Rémy-le-Petit la base la plus importante de la Résistance du secteur de Rethel (Ardennes). Dès 1942, en lien avec la Résistance rémoise de l'OCM, (Organisation Civile et Militaire), ils se mirent en contact avec le docteur Jean Quentin, responsable de l'Organisation, Pierre Grandrémy, chargé de l'homologation des terrains de parachutage et Henry Bertin, responsable du service de renseignements. Ainsi, sous le nom de « Cabaret », le père de Jean mit à la disposition de la Résistance marnaise une de leurs terres située à la Louvière. La récupération de fusils, de revolvers et de munitions, mais aussi la surveillance des lieux, l'écoute régulière de radio-Londres dans l'attente du message signifiant qu'un parachutage était pour la nuit même, était le travail extrêmement risqué de ces mois de Résistance active pour toute la famille. Début 1943, alors que la répression devenait plus féroce, c'est sans hésiter que la famille Montargot répondit favorablement à la demande du maire de Roizo d'accueillir dans leur ferme des prisonniers russes évadés qui y restèrent pendant 3 mois et demi, jusqu'à ce que Jean et sa famille aient pu leur procurer de faux papiers d'identité. Lorsque le 28 avril 1943, Pierre Grandrémy et Henry Bertin

furent arrêtés à Reims par la Gestapo, le réseau constitué à la ferme Montargot fut rattaché au « Plan vert » avec le Capitaine Jean Deguerne, André Monnet, Jean Jolly de Reims, et Christiane Noizet, dite « Andrée » du BOA (Bureau des Opérations Aériennes). A partir du printemps 1944 et jusqu'à la Libération, la ferme hébergea Pierre Achard, responsable FTPF pour le secteur de Rethel, qui y installa son poste de commandement, et accueillant ses agents de liaison. Jean fut de tous les combats dans ce secteur : attaques de trains, sabotages de voies ferrées, coupures des lignes électriques et téléphoniques dont l'objectif était de favoriser la progression des troupes alliées. Lors des combats de la libération, Jean et ses camarades firent 17 prisonniers allemands et la ferme Montargot, après avoir été un centre opérationnel de la Résistance, fut un temps transformée en prison avant qu'ils ne soient livrés à l'armée américaine. Après la Guerre, Jean Montargot perpétuera son engagement patriotique et démocratique en s'engageant dans le mouvement associatif du monde combattant de la Résistance : CVR et ANACR.

Théodule FRANCOIS (Pyrénées-Atlantiques)

Décédé à 98 ans le 2 juillet 2012 à Bayonne, « Théo », ancien des Brigades internationales d'août 1936 à octobre 1938 dans la Brigade « Commune de Paris », engagé dans la 65^e brigade de l'Armée républicaine espagnole d'octobre 1938 à mars 1939, il sera fait prisonnier par les Franquistes et ne sera libéré sous une fausse identité qu'à la mi-juin 1940. Le 21 juin, il gagne l'Angleterre en bateau depuis Saint-Jean-de-Luz. Versé dans les S.A.S., il participera à diverses opérations (Narvik, Belgique, Libye, France occupée...). Arrêté une seconde fois par la Guardia civil alors qu'il tente de regagner l'Angleterre à travers l'Espagne, il est incarcéré au camp de Miranda del Ebro. Réussissant sa deuxième tentative d'évasion, il passe au Portugal et rejoint l'Angleterre. En 1943, il prend part au débarquement en Sicile puis à la campagne d'Italie avant le débarquement en Provence en août 1944. Parachuté en Hollande, il est capturé, fusillé, laissé pour mort, avec une balle logée près du cœur qu'il gardera toute sa vie. Après un rétablissement en Angleterre, il revient en France et participera à la campagne d'Alsace. Blessé aux deux jambes, il sera soigné à l'hôpital de Besançon, terminant la guerre comme sous-lieutenant.

Jean BARTZ, Roger ROBERT, Henri MISSONNIER, Prosper TOURNEYRE (Puy-de-Dôme)

Né à Eischen (Luxembourg) en 1924, Jean Bartz avait été enrôlé de force dans l'armée allemande après l'occupation puis l'annexion de son pays par le Reich hitlérien mais, malgré les risques encourus, il avait déserté, rejoint l'Auvergne aux Ancizes-Comps, et travaillé aux aciéries Duval, dont le directeur était luxembourgeois. Ensuite, après diverses péripéties, il rejoignit le Mont-Mouchet et sera incorporé à la 4^e compagnie du capitaine Hoche puis à la 14^e compagnie. Après les combats du Mont-Mouchet, il revint à Billom et participa à la libération de Thiers, de Clermont et de Lyon. Il était titulaire de l'ordre National du Mérite, de la Croix du Combattant volontaire 1939-1945 avec barrette, de la Croix du combattant 1939-1945, de la Médaille des Évadés, de la Médaille des porte-drapeaux, de la Médaille de l'Ordre grand-ducal de la Couronne de Chêne, de plusieurs autres distinctions de la Résistance luxembourgeoise et française.

Roger Robert (alias « René »), récemment disparu, avait, alors élève de l'École des Arts et Métiers d'Aix-en-Provence, refusé de partir au S.T.O. et, avec d'autres camarades d'école, rejoignit Paul Roche (alors chef cantonal des MUR) dans la région de Saint-Gervais-d'Auvergne, où s'est créé un maquis Paul-Roche. En août 1943, après la dissolution du maquis des Chazelles, dénoncé par un collaborateur, un nouveau maquis est créé dans les Grands Bois, vers Saint-Julien-la-Geneste,

maquis dont Roger Robert devient le chef sous le pseudonyme de « René ». Ce maquis, resté dans les Grands Bois de septembre 1943 à mai 1944, prit de l'importance et au moins cinquante maquisards y transitèrent. Ravitaillé par les groupes MUR du secteur, bien armé, le camp – qui prit le nom de Nestor Perret (chef des MUR de Clermont, torturé à mort par la Gestapo) – affronta le rude hiver de 1943, les maquisards complétant leur instruction militaire et effectuant différentes missions. En mai 1944, le Comité régional de Libération (Région R6) décida – le colonel Gaspard lançant le 8 mai son « Appel aux armes » – de rassembler les Résistants, notamment au réduit du Mont-Mouchet, que rejoignit avec armes et bagages le groupe de « René ». Affecté à la 3^e compagnie (1^{er} bataillon), Roger Robert participa aux combats du Mont-Mouchet des 10 et 11 juin 1944, ainsi qu'à ceux de la Truyère. Démobilisé, il reprit ses études d'ingénieur, activité qu'il exerça en Picardie et Région parisienne.

Henri Missonnier, disparu à l'âge de 85 ans, entré en Résistance à 17 ans comme agent de liaison avait participé sous les ordres du commandant Jean Bac à la libération de 114 détenus de la prison de Riom (dont certains devaient être fusillés le lendemain). Il était chevalier de la Légion d'Honneur et titulaire des Croix du Combattant volontaire, du Combattant Volontaire de la Résistance, du Combattant de moins de 20 ans, de la Médaille commémorative 1939-1945, de la médaille de la Reconnaissance de la Nation avec diplôme.

Prosper Tourneyre, né en 1923 est décédé début août. Après avoir déserté le 18 août 1943 des Chantiers de jeunesse, recherché comme réfractaire au STO, il avait trouvé refuge chez Mme Battu, à Glaine-Montaigut, l'aider à exploiter sa ferme, son mari étant prisonnier de guerre en Allemagne. Entré en Résistance, il participa à de nombreux coups de main : à Vertaizon, Authezat, et à des actions du Corps franc. Sous le pseudonyme de « Papa », il connut le baptême du feu au sein de la 14^e compagnie lors des combats du Mont-Mouchet et de Chaudes-Aigues. Fidèle adhérent de l'ANACR de Glaine-Montaigut depuis de nombreuses années, il en fut vice-président avant d'en être élu président en 2008. Il était titulaire des Croix du Combattant 39-45, du Combattant volontaire avec barrette guerre 39-45.

L'ANACR du Puy-de-Dôme a été aussi endeuillée par la disparition dans sa 89^e année de Joseph KULCZAK (alias « Le Meunier »), né en 1923 en Pologne et arrivé en France à l'âge de six ans, qui rejoignit le maquis dans le Cantal et participa aux combats du Mont-Mouchet contre les nazis en juin 1944, ainsi que par celles d'André CHASSAING, ancien du Mont-Mouchet, disparu à 88 ans, d'Henri ROBIN, Médaille de la Résistance, de Jeanne-Marguerite BEAUFILS, adhérente de longue date de l'ANACR.

Hugues TEPEY (Lot-et-Garonne)

De parents slovènes, Hugues Tepey, né il y a 88 ans en Autriche, combattit dès son plus jeune âge le fascisme. Résistant dans les maquis du Lot, il fut arrêté et transféré à Lorient pour y construire les blockhaus du Mur de l'Atlantique. Ayant réussi à s'évader, il rejoindra la Résistance à Montauban, puis après la libération de la région, il s'engagera en 1944 dans la 1^{re} armée de de Latre de Tassigny au 31^e bataillon de chasseurs Rhin-et-Danube. Naturalisé français en 1947, il devra malgré son engagement dans la Résistance et dans la 1^{re} Armée, il devra faire son service militaire. Il servira par la suite en Indochine, terminant en 1952 sa carrière militaire avec le grade de caporal-chef. Il était titulaire de la Croix du Combattant volontaire avec barrette, de la Médaille Rhin-et-Danube, de la Médaille d'Outre-mer.

L'ANACR du Lot-et-Garonne déplore aussi la disparition de Guy VERNET, ancien du Groupe VENY, titulaire des Croix du Combattant et de C.V.R., d'Yves QUILLEROU, à l'âge de 90 ans.

AVIS DE RECHERCHE

Je suis l'élève-gendarme Bochent de la 10^e compagnie de l'École de Gendarmerie de Montluçon. Il est de tradition que chaque compagnie d'instruction choisisse un parrain, et notre compagnie a choisi un ancien Résistant : Pierre FROBERT (ancien gendarme), né le 13 mars 1902 à Droiturier (03), qui a été tué par la Gestapo le 31 avril 1944.

Faisant partie des élèves qui doivent faire des recherches sur notre parrain et je voudrais savoir qui aurait des renseignements sur lui ?

Contacteur Romain BOCHENT
Tél : 06 76 78 89 43
E-mail : romain.bochent@gmail.com

Existe-t-il un répertoire des anciens résistants ? Suite à la mort d'un grand-oncle, Pierre LIPPERT, né en 1920 ou 21, et qui habitait vraisemblablement à Paris en 1943-1944, j'ai découvert un brassard des Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.). Il n'en a jamais fait mention, et je souhaiterais savoir s'il en a fait partie.

Contacteur Aurelien KLOPP
E-mail : aurelien.klopp@free.fr

Mon grand père Roger BONTEMPS a été Résistant lors de la Seconde Guerre mondiale. Je voudrais savoir s'il existe des documents pouvant m'aider à connaître ce passé dont il n'a jamais voulu parler et que, alors qu'il est décédé depuis plusieurs années, je voudrais faire connaître à mon entourage.

Contacteur Michael BASTIEN
E-mail : mickael.bastien2@wanadoo.fr

Fille de Jean-Marie LE GUERN, décédé le 27 janvier 1977 suite à ses blessures de Guerre, je suis pupille de la nation. Mon père été cité à l'ordre du régiment par le général Allard le 7 mai 1945 pour faits de Résistance à Quimper, notamment l'enlèvement des dossiers STO. Recherché et arrêté par la Gestapo, il a connu 45 jours de prison et des sévices qui ont nécessité une intervention chirurgicale et lui ont valu une pension de guerre. Je suis étonnée de ne pas voire son nom mentionné sur tous les sites concernant la Résistance en Bretagne - Finistère sud, que ce soit pour l'enlèvement des dossiers STO ou sa participation à la libération de Quimper et de Concarneau.

Contacteur Catherine LE GUERN-CHEVALIER
142, chemin Embarras
31530-MONTAIGUT-SUR-SAVE
Tél : 05 61 85 83 98 Port : 06 89 23 44 30
E-mail : catche@free.fr

Je recherche des informations sur le passé militaire de mon grand-père, Paul-René PERROT Combattant volontaire de la Résistance, dans le groupe Verneuil, maquis des Iles Ménéfrier

Engagé volontaire en 1939. Décoré de la médaille militaire, Croix du Combattant volontaire, Croix du Combattant volontaire de la Résistance, Croix du Combattant, et commémorative 39/45.

Contacteur SEBASTIEN PERROT
41 A, rue de la Piscine
L4772-PETANGE (Luxembourg)
E-mail : perrot@pt.lu

Agé de 26 ans, je suis à la recherche du passé de mon Grand-père paternel, Roger BOURILLON,

né le 15 août 1924 à Alençon et décédé en 1993 (je n'avais que 4 ans). Je sais qu'il possède la médaille de la Confédération européenne des anciens combattants (CEAC), décoration non officielle décernée par la section française de la C.E.A.C. Possédait-il d'autres décorations telle la "Croix du Combattant Volontaire de la Résistance" ? Je sais qu'il n'a pas eu la "Médaille de la Résistance", suite à une réponse du Secrétariat de la Commission de la Médaille de la Résistance Française. Je possède des lettres à mon Grand père écrites par Charles de Gaulle. Mon grand-père est également en photo à la mairie de Poissy (78) avec des anciens combattants et des hommes politiques. Si quelqu'un peut me renseigner...

Contacteur Yoann BOURILLON
Tél : 06 84 40 75 85
E-mail : yoann.bourillon@yahoo.fr

Le Résistant Guy CELERIER a été tué par les Allemands à Saucats en juillet 1945. Son père avait été tué sur le front en 39-40. Sa mère, aussi dans la Résistance, a été arrêtée et incarcérée au fort du Hâ à Bordeaux. Je voudrais savoir ce que la mère de Guy, née Marie CORREGELONGUE, est devenue par la suite, et la date de son décès.

Contacteur Denise CELERIER
Villa Biarritz E34, 11 rue de la Cape
33200-BORDEAUX
Tél : 05 56 02 00 92
E-mail : denise.celerier@wanadoo.fr

Je cherche à compléter la biographie de Léonard GARRAUD, mon grand-père maternel, arrêté en janvier 1941 à Puteaux, interné en France puis déporté à Mauthausen le 4 avril 1944 et décédé sous un bombardement le 8 juillet 1944 à Melk, une annexe du camp. J'essaye plus précisément de connaître son activité durant le second semestre 1940, avant son arrestation. En tant qu'ancien postier, chef de travaux, il avait participé avant la guerre au câblage téléphonique souterrain dans certains quartiers de Paris (centre PTT rue de la Boétie-grands hôtels) où s'étaient installés les QG et administrations allemandes lors de l'Occupation.

J'aimerais savoir s'il reste quelque part des documents ou des témoignages sur des activités auxquelles il aurait participé pendant cette courte période. J'aimerais en particulier pouvoir consulter la Plaquequette mai 1981, "La Résistance à Puteaux, juin 1940 à août 1944". Témoignages vécus et recueillis par Jean Nennig». Est-elle d'accès disponible ?

Contacteur François GONOD
E-mail : f.gonod@orange.fr

Je souhaiterais avoir des informations sur le maquis de Nistos-Esparros dans les Hautes-Pyrénées (membres encore vivants, livres, documents etc.), en mémoire de mon père René Labarthe ("Jo") ayant appartenu à ce maquis.

Contacteur Jean-Pierre LABARTHE
Résidence Les Ormes Bat. d2
Avenue Salvator Allende
31320-CASTANET TOLOSAN
E-mail : j.plabarthe@orange.fr

Dans le cadre de mes études, je recherche des personnes ayant participé aux Chantiers de la Jeunesse, plus précisément au groupement 15. Qui pourrait m'aider ?

Contacteur Anna RÉMOND

14 rue Jean-Louis Barrault, appt 19,
26000-VALENCE
Tél : 02 96 15 91 17 Port : 06 72 42 50 36
E-mail : anna.remond@etu.univ-nantes.fr

Qui aurait des renseignements concernant Madeleine TRUET LARRABURE, dame d'origine péruvienne qui aurait intégré la Résistance sous l'Occupation nazie ? Merci par avance.

Contacteur Victor ALVARADO FLORIAN
5 rue Marcel-Proust - 66000-PERPIGNAN
E-mail : hbibi_100106@hotmail.fr

Jacques FILLIATRE, né en 1885, avait une ferme à la Barbaudière, commune de Vieure (Allier) où, pendant la Seconde Guerre mondiale, il a abrité une imprimerie clandestine avec l'aide de son fils et d'autres Résistants. En janvier 1942, ayant été dénoncés, ils sont arrêtés puis jugés et condamnés le 26 février 1942 par le tribunal militaire de Clermont-Ferrand. Condamné à 4 ans de prison, Jacques FILLIATRE fut envoyé dans un camp en Dordogne puis à la prison de Bergerac. A sa libération en juin 1944 après une remise de peine, il rejoignit les combattants de l'ombre sous une fausse identité. Savez-vous comment avoir accès aux documents sur cette affaire, notamment aux actes du procès ? Le délai d'accès aux archives militaires étant de 100 ans, est-il possible pour son petit-fils de bénéficier d'une dérogation en tant que descendant direct ?

Contacteur Jean-Claude PAQUET
E-mail : jeanpaquet@cegetel.net

Je cherche des renseignements sur mon bis-aïeul, le républicain espagnol Francisco DIAZ SOSA («Murion») qui a lutté dans la Résistance à Lille, puis dans le Périgord. Il aurait combattu dans le Groupe Soleil...

Qui peut m'aider, ne serait-ce qu'en me donnant des renseignements sur ce groupe ?

Contacteur Sergio GUERRA
E-mail : sguerra31@gmail.com

Je cherche des renseignements sur mon arrière-grand-mère du côté maternel, Zophia SUMINSKA, épouse Gotz OKOCIMSKI (1867-1945). Venue de Pologne et décédée à Bourg-d'Oisans en 1945, elle aurait aidé la Résistance en ayant aménagé une cache sous son lit (elle était malade).

Installée à Alleverd (je suis née à Cracovie), je me rendrai à Bourg-d'Oisans prochainement pour essayer d'en savoir plus, mais toute information sera très intéressante.

Contacteur Chantal CONAND
5, Le Chatelet, 38580-ALLEVARD
Tél : 04 76 45 01 37
E-mail : conand@univ-reunion.fr

Je recherche des renseignements concernant mon grand-père André CLABAUX, Résistant audo-marois (de Saint-Omer, dans le Pas-de-Calais) ayant appartenu au groupe «Zéro France». La ville de Wizernes vient de donner son nom à une de ses rues. Qui pourrait me renseigner ou me dire où je pourrais trouver des informations ?

Myriam BIANCONI
Contacteur 24, rue d'Isly, 13400-AUBAGNE
Port : 06 62 91 98 55
E-mail : myriambianconi@gmail.com

Je suis à la recherche d'informations concernant Mme BLOCHE, mareyeur à Dieppe, qui faisait partie du comité provisoire local de libération de Dieppe. Cette dame était l'amie de mon père, Bernard DELAUNAY, poissonnier 96 rue Martainville à Rouen, chez qui elle déposait une sacoche. Qui pourrait me donner le nom de leur réseau de Résistance ; y a-t-il des archives le concernant ?

Contacteur Martine LE MERCIER
E-mail : martine.lemercier29@orange.fr

Très intéressée par l'histoire du « bataillon Arthur », que mon père a souvent évoqué sans me donner beaucoup de précisions, je serais reconnaissante à qui voudra bien m'en donner, ou me dire à qui m'adresser pour en obtenir. Merci d'avance.

Contacteur Sylvie LEGUEVAQUES
30, chemin Monlong - 31100-TOULOUSE
Tél : 05 61 44 37 84

Nous recherchons la famille de René GODART («Max»), né à Drancy mort pour la France le 17 septembre 1945, pour une autorisation de transfert de corps dans le futur Mémorial de l'Isle-Jourdain (32), commune où repose sa dépouille.

Contacteur Eliane AUDRAU
4, impasse des Elans
31880-LA SALVETAT-SAINT-GILLES
Tél : 05 61 86 31 04

Je recherche de la documentation sur le maquis du Sancerrois et le commandant DANIEL dit « l'indomptable ». Pourriez-vous me donner des pistes...? Car je n'ai trouvé absolument rien sur internet.

Contacteur Jean-Christophe DION
Les Clouzeaux
18300-CREZANCY-EN-SANCERRE
Port : 06 79 57 22 22
E-mail : jeanchristophedion@yahoo.fr

Pour travaux, je recherche les n^{os} de janvier et février 1945 de « Femmes dauphinoises » (ou « Dauphinoises »), bulletin de l'Union des Femmes Françaises (UFF).

Contacteur Brigitte MAURIN
80, rue Quatrefoies - 30000-NIMES
E-mail : brigitte.maurin-farelle@wanadoo.fr

Fille de Jean MAURENY, Résistant AS (Périgord, Fossemagne, Thenon, Hautefort), né le 24 septembre 1924 et décédé en 2008, j'aurai souhaité me rendre à l'endroit où il a participé à la libération de la poche de La Rochelle.

Sur place, ayant visité le Musée de la Résistance, j'ai pu consulter plusieurs cartes manuscrites mentionnant le nom des réseaux. Malheureusement, ne me rappelant plus du nom de son réseau et de ses supérieurs, je n'ai pu retrouver le site précis. Qui éventuellement pourrait m'aider ?

Contacteur Jeanine MAURENY
Villa Matisse, 32 av de la République
92320-CHATILLON
Portable : 06 70 14 23 63
E-mail : jeanine.maureny@orange.com

Je recherche des informations (documents, photos...) sur mon grand-père », Théogène BRIANT (nom de guerre : Commandant ALEX), responsable FTP du Nord de l'Indre.

Je sais qu'il a entretenu une correspondance d'une part avec Pearl et Henri Cornioley et d'autre

part avec Robert MONESTIER. Je cherche à joindre les descendants de ces personnes qui auraient pu conserver ces documents. Comment les joindre ?

Contacteur Bruno FAGUET
4 Rue Kléber - 36000-CHATEAUROUX
E-mail : bruno.faguet@free.fr

Historienne, je voudrais écrire la biographie de Robert BARRAN, résistant toulousain mort le 20 janvier 1978. A ce titre, je cherche le plus de renseignements possibles sur son parcours, notamment dans la Résistance. Qui pourrait m'aider dans mes démarches pour retrouver des personnes l'ayant connu ? Y a-t-il des archives de l'ANACR le concernant ?

Contacteur Marianne LASSUS
14, place du Grain - 64260-ARUDY
Tél : 06 88 31 26 97
E-mail : marianne.lassus@wanadoo.fr

Je recherche des informations sur mon grand-oncle Serge DUBOIS, mon Grand-père Gaston PARISOT et un de leur amis Jean PHALLIPOU. Pour diverses raisons je ne les ai que très peu connus et surtout je n'ai pas eu l'opportunité de les questionner.

Sur la tombe de Serge Dubois (décédé en 2000 à Bias, Lot-et-Garonne), j'ai trouvé la mention GF 13, ANACR et AAGBVG Gascogne ; sur celle de Gaston Parisot (décédé à Bias en 1978) : GF 13, ASCAF et Rhin & Danube

Merci pour toute aide.
Contacteur James LESPINASSE
387, montée du Château
73190-CHALLES-LES-EAUX
Tél. Port. : 06 25 68 17 78
E-mail : james.lespinasse@wanadoo.fr

Mon grand-père, Pierre DEBRU, pharmacien à Allevard (Isère) durant la Guerre a participé au sein de l'Armée secrète d'Allevard. Il est indiqué dans le livre *Chroniques des Maquis 1943-1945* qu'il se chargeait de trouver notamment des cachettes pour les jeunes refusant le STO. Il se déplaçait donc fréquemment d'Allevard vers Sillan et Izeaux. Je cherche des informations sur la Scierie Millat qui participa à sa façon à la Résistance en acceptant de faire travailler ces mêmes jeunes sans papier d'identité.

Mon grand-père aurait aussi participé notamment à la création et au fonctionnement de l'hôpital de campagne créée au Sept Laux dans le département de l'Isère. En ce sens il fréquentait le Docteur Michalon.

Je recherche des photos, des documents écrits, tout ce qui pourrait me donner plus d'infos sur mon grand-père dans cette période. D'avance, merci à toutes les personnes qui me permettront d'avancée dans la rédaction de ma chronique familiale.

Contacteur Laurent DEBRU
18 rue Chinard, 69009-LYON
E-mail : ldebru@free.fr

Mon père, CZARNY Willy (ou André Carrier, pour ses faux papiers) et mes oncles faisaient partie du groupe Belleville de Libération- Nord, groupe DUTCH PARIS néerlandais. J'ai, en ma possession une attestation signée de Monsieur Marcel Labois, responsable de ce groupe, datée du 13 juin 1946 sur un papier à en-tête du Garage Julien-Lacroix, 85, Rue Julien-Lacroix, PARIS 20^e. Tous les renseignements concernant ce réseau me seront d'une très grande utilité pour écrire l'his-

toire de mon père, celui-ci n'ayant que très peu évoqué ce passé, lors de son vivant.

Contacteur Hélène BOLEIS :
8, Avenue du stade - 56270-PLOEMEUR
Tél : 02 97 86 38 76 - Port : 06 99 91 92 21
E-mail : helene.boleis56@orange.fr

Je recherche des renseignements sur mon grand-père, Gino Poggioli, de nationalité italienne, qui a combattu dans la Résistance française (Provence) et sauvé 40 Français. Si vous avez des archives ou des renseignements, je serai très heureux de pouvoir les consulter afin d'établir dans quelles circonstances cela s'est passé.

Contacteur Serge SEGUIN
Sarrat d'Authéou - 09200-MOULIS
Tél. Port. : 06 83 25 54 97
E-mail : s.seguin493@laposte.net

J'aimerais savoir dans quelles circonstances mon demi-frère, Max BIRAS, a été tué à Saint-Astier (Dordogne), le 20 août 1944.

Faisait-il partie de la brigade RAC comme mon père Georges-François SIMON ?

Existe-t-il un endroit où l'on peut laisser à la postérité des documents personnels et des décorations ? Encore merci.

Contacteur Claude-Hélène SIMON
Les Bouquets / Tarnieras - 524350-LISLE
Tél : 05 53 03 52 70

Je viens de retrouver des documents de mon grand-père datant de la 2^e Guerre mondiale : son carnet militaire, ses cartes d'appartenance à la Prévôté FFI de Lyon, sa carte d'adhésion au groupe des Francs de Lyon, ses cartes d'adhérent de l'ANACR ainsi que différents courriers. Désireuse d'en savoir plus sur cette période, ainsi que sur les activités de mon Grand-père, merci de me guider dans mes recherches.

Contacteur Marlène MAGNIER
17 rue Dieumegard, 93400 - SAINT-OUEN
Tél : 01 44 04 92 50 Port : 06 99 49 95 50
E-mail : laurent.magnier@dbmail.com

Je recherche un wagon à bestiaux du type G 40, identique à ceux ayant - hélas - servi pour la déportation, et ce afin de réaliser un mémorial à la Gare de Penne d'Agenais (Lot-et-Garonne), d'où sont partis, depuis la prison d'Eysses, 1200 déportés vers Dachau... Qui pourrait m'aider, m'indiquer une piste pour en trouver un ? D'avance merci.

Contacteur Guy VICTOR
Les Granges Basses
47340-HAUTEFAGE-LA-TOUR
Tel. port. : 05 53 41 48 55
E-mail : guytou47@orange.fr

Enseignante d'Histoire-Géographie au Lycée Gustave-Flaubert de Rouen, j'ai remarqué une plaque commémorative dans l'enceinte de mon établissement, à la mémoire des élèves du lycée mortes entre 1939 et 1945.

Savez-vous s'il y a eu des faits de résistance dans ce lycée ? Ou des victimes de la déportation, voire encore de bombardements ?

J'aimerais commencer un cours sur la Seconde Guerre Mondiale en emmenant mes élèves de Première devant cette plaque, et je ne conçois pas de le faire sans quelques informations sur elle.

Contacteur Ariane BIARD
24 rue Armand Barbès
76300- Sotteville-les-Rouen
E-mail : ariane.s.B@wanadoo.fr

LE CHABLAIS DANS LA TOURMENTE

Collection «Regards sur la Résistance en Chablais» sous la direction de Bernard Neplaz

«Que les routes du Chablais sont sanglantes». Celui qui écrit ses lignes sait de quoi il parle. L'abbé André Chiplier ne fut-il pas membre du Service de Renseignements F.T.P. et, comme il se qualifie lui-même, aumônier de la Résistance ? »

Ces quelques lignes, qui ouvrent le livre consacré à la Résistance chablaisienne et réalisé par une dizaine de militants de la mémoire, évoquent à la fois son martyrologe hélas fourni, et la place qu'y tinrent les F.T.P., en faisant justice de la simplification abusive visant à les réduire à une seule sensibilité politique.

Les auteurs ont structuré l'ouvrage en 3 parties, la première – sous le titre «Pour ne pas oublier» – étant consacrée en premier lieu à évoquer les grands traits de l'histoire de la région, puis aux rapports de forces politiques de l'entre-deux guerres, avec l'engagement de certains secteurs conservateurs de l'église auprès de l'extrême-droite, la naissance en 1929 du mensuel Vigilance laïque animé par des socialistes, le développement du courant communiste autour d'Albert Boccagny, le Front Populaire, le départ de Chablaisiens dans les Brigades internationales en Espagne...

Sont évoquées ensuite la Drôle de guerre, la défaite de juin 1940, les prisonniers, l'assas-

sinat de la République et la mise en place de l'Etat français par Pétain, auquel le député socialiste de Bonneville, Amédée Guy, a refusé les pleins pouvoirs le 10 juillet 1940 à Vichy.

Cette partie de l'ouvrage accorde bien sûr une place importante à l'apparition et au développement de la Résistance dont le rôle va être valorisé par la proximité de la Suisse, que – tel Pierre Mendès-France – cherchent à rejoindre de nombreux persécutés et clandestins. C'est à Thonon qu'aura lieu la rencontre entre son ancien sous-préfet, Jean Moulin, et François de Menthon ; ce qui aboutira à la mise en place du Comité Général d'Etudes (C.G.E.). Sont décrits les réseaux («Brutus», «Agir», «Gilbert»...), les mouvements (Combat, Franc-Tireur, Libération), les FTP et l'A.S., les filières, la presse clandestine...

En novembre 1942, après l'invasion de la zone Sud, c'est l'occupation italienne de la Savoie, du Dauphiné et de l'essentiel de la Provence ; une garnison d'Alpini s'installe à Thonon. Dix mois plus tard, à la répression menée par l'OVRA fasciste italienne succède en septembre 1943, l'Italie s'étant retirée de la Guerre, celle de la Gestapo nazie qui recevra le concours de la Milice, sanglante formation mise en place par Darnand.

La 2^e partie évoque des événements marquants, depuis l'attaque début août 1943 par les FTP du poste italien de Novel qui marqua le début de la lutte armée jusqu'à la libération d'Evian le 16 août 1944 et aux combats de celle de Thonon les 6 et 17 août. Evénements souvent tragiques : à Habère-Halluin (25 fusillés) le 25 décembre 1943, à Feternes le 20 février 1944, à Foges le 22 février, d'autres encore...

La 3^e partie rassemble une cinquantaine de biographies de Résistant(e)s du Chablais, dont il serait arbitraire et injuste de ne citer qu'un ou deux noms. Soulignons un hommage particulier rendu aux Résistantes de l'ombre.

Enfin en annexe, une chronologie, la liste des parachutages, d'utiles organigrammes des M.U.R., F.T.P. et F.F.I. locaux et départementaux.

«Le Chablais dans la tourmente», 180 pages.

Prix : 10 € (+ 3,50 € de frais de port pour 1 ex., 5 € pour 2)

Pour commander : ANACR Chablais, B.P. 40070 74202 -THONON-LES-BAINS Cedex



1939-1945

Le Chablais dans la tourmente

Collection Regards sur la Résistance en Chablais

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au Journal de la Résistance (4 n^{os} par an, 13 €)

Nom : Prénom :

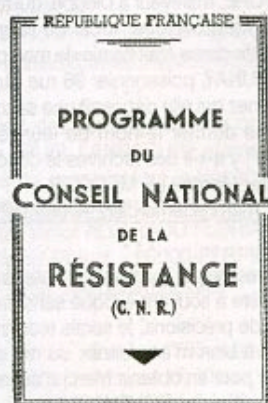
Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 13 €

à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS



L'exemplaire : 5€
Par 30 : 4,50€ l'exemplaire
Par 50 : 4€ l'exemplaire
Par 100 : 3€ l'exemplaire

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration 79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Louis CORTOT

REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS
e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS
France 13 €
Etranger 15 €
Abonnement de soutien 25 €
Le numéro 3,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
Le gérant : Jean-Paul RIFFAULT
Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0313 A 06405

Imprimerie Multi Incoorpo Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60